

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT.

DE LA
RÉHABILITATION DES CONDAMNÉS
EN MATIÈRE CRIMINELLE
CORRECTIONNELLE ET DISCIPLINAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 23 décembre 1898, à 2 heures 1/2

PAR

MAURICE CHONEZ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

ATTACHÉ AU PARQUET DE LA SEINE

Président : M. LE POITTEVIN

Suffrageants : { M. LEVEILLÉ, Professeur ;
 { M. LAINÉ, Professeur.

PARIS

IMPRIMERIE D'OUVRIERS SOURDS-MUETS

21, rue de la Tombe-Issoire

1898

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT.

DE LA
RÉHABILITATION DES CONDAMNÉS
EN MATIÈRE CRIMINELLE
CORRECTIONNELLE ET DISCIPLINAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 23 décembre 1898, à 2 heures 1/2

PAR

MAURICE CHONEZ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL
ATTACHÉ AU PARQUET DE LA SEINE

Président : M. LE POITTEVIN

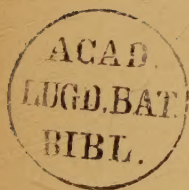
Suffragants : { M. LEVEILLÉ, Professeur ;
 { M. LAINÉ, Professeur.

PARIS

IMPRIMERIE D'OUVRIERS SOURDS-MUETS

21, rue de la Tombe-Issoire

1898



A mon Père,

A ma Mère.

INTRODUCTION

« De même qu'une haute prérogative a été créée pour tempérer au besoin, par la modification ou la suppression de la peine, les inexorables sévérités de la justice, de même du fond de la loi pénale une institution a dû s'élever, qui eût pour effet de détruire, en retour du repentir obtenu et de l'amendement constaté, les derniers vestiges de la condamnation. »

(Exposé des motifs, loi des 3-6 juillet 1852).

Dans l'ancien régime, et jusqu'au commencement de ce siècle, notre système pénal avait uniquement pour but la répression brutale de l'infraction. La tâche du législateur consistait alors à édicter des peines; il n'avait jamais rien tenté pour prévenir le crime ou pour amender le coupable. Depuis le commencement du siècle, une véritable révolution s'est produite dans le domaine du droit criminel et la justice répressive a subi une transformation radicale; aussi aujourd'hui le problème qui se pose au législateur moderne est triple.

Il faut tout d'abord, pour servir de sanction, qu'il édicte des peines, que les juges seront chargés d'appliquer et ce, en proportion des crimes commis. Il est en effet de toute évidence que celui qui a violé la loi doit être puni d'autant plus sévèrement qu'il est en état de récidive (1).

Le législateur doit ensuite se préoccuper de l'intimidation, car il faut que cet emprisonnement qu'on va faire subir au condamné, par sa sévérité, inspire une crainte salutaire à ceux qui seraient tentés de suivre son exemple (2).

Enfin, après avoir puni le coupable, il importe de prévenir, autant que possible, le retour des faits délicieux; de cette idée découle le troisième but que doit se proposer le législateur et qui consiste dans l'amende-

(1) C'est cette idée qu'on trouve exprimée à la fin du rapport du Garde des Sceaux sur le compte général de la justice criminelle en 1894.

« Il est permis, dit-il, de regretter, en présence du nombre des récidivistes, que les condamnations prononcées contre les individus déjà frappés par la justice aient été en maintes circonstances, empreintes d'une trop grande indulgence. Les modifications introduites au cours de ces dernières années, dans notre législation criminelle, ont été presque toutes inspirées par le désir d'atténuer les conséquences des condamnations et de faciliter le relèvement des condamnés. Elles ne doivent pas cependant faire perdre de vue la nécessité de réprimer, avec une légitime sévérité, les infractions commises par des malfaiteurs, en rébellion ouverte contre la loi. »

(2) Il ne faut rien exagérer à cet égard, car si, sous prétexte de produire un effet d'intimidation, la peine n'était pas proportionnée à la gravité de la faute et à la culpabilité de l'agent, le juge protestant contre la trop grande sévérité du législateur aimerait mieux acquitter le coupable, plutôt que de lui infliger un châtiment excessif.

ment et le reclassement du condamné : « Si la loi sur la relégation, disait M. Béranger (1), peut purger momentanément le continent français d'un certain nombre de récidivistes, elle ne fera point disparaître la récidive. Elle ne peut donc suffire à produire un effet durable sur la reproduction des délits. Il faudrait, pour atteindre plus efficacement ce but, y joindre un ensemble de mesures propres à affecter les causes mêmes de la récidive. »

Aussi le législateur a-t-il voté la loi du 14 août 1885. Dans la prison on va s'efforcer de stimuler l'amendement du condamné, en lui faisant entrevoir la possibilité d'obtenir une abréviation de peine, comme prix de sa bonne conduite et de son travail. S'il est juste en effet de prolonger le châtement, à raison de la récidive du coupable, on doit pouvoir aussi l'abréger en faveur de celui qui est amendé. Ainsi se trouve justifiée la libération conditionnelle. On va s'occuper ensuite d'assurer le lendemain de la peine, car il faut éviter que le libéré soit livré à sa sortie de prison sans transition, sans appui, à toutes les difficultés de la vie. Que deviendra-t-il, si la société le repousse ? La prison le reprendra sans tarder. Il faut donc lui tendre une main secourable, venir en aide à sa « convalescence morale. » et lui faciliter les moyens de reprendre sa place parmi ses semblables. Telle est la tâche du patronage, qu'on a appelé avec raison « l'âme du système pénitentiaire. »

Mais à quoi bon provoquer le détenu au repentir par

(1) 1^{er} Rapport au Sénat, Documents parlementaires, J. o., 1885, p. 1187.

le régime de la peine, à quoi bon le soutenir par le patronage, après sa libération, si aucun but n'est proposé à ses efforts, aucune récompense promise à sa persévérance ? De là la nécessité de la réhabilitation, qui est, elle, « le couronnement du système pénitentiaire », car du libéré conditionnel, du patronné, elle fait un citoyen, auquel il semble que nulle condamnation ne soit advenue puisque, véritable « baptême civique », la réhabilitation effaçant la condamnation qu'il avait encourue, lui rend tous les droits qu'il avait perdus.

Aussi plus encore que les condamnés, la société est-elle intéressée au développement de la réhabilitation et à l'accroissement de sa puissance : « En effet, s'il est certain, dit M. Faustin-Hélie (1), que les condamnés doivent désirer se dégager du poids des déchéances, qui oppriment leur existence, la société a un intérêt bien plus élevé à faire rentrer dans ses rangs des hommes dignes d'y prendre place, à transformer en citoyens utiles des condamnés dont l'existence était pour elle une source d'inquiétude ; plus elle les élève, moins il est à craindre qu'ils ne retombent ; en se confiant en eux, elle leur donne plus de confiance en eux-mêmes ; chaque lettre de réhabilitation guérit une plaie sociale, le pays entier retrouve un de ses membres qu'il avait perdus. »

C'est ce mode de reclassement des libérés, la réhabilitation, que nous nous proposons d'étudier.

(1) *Revue de jurisprudence*, tome VII, p. 50.

Dans un chapitre premier, consacré à l'historique de l'institution, nous nous efforcerons de faire ressortir les principes divers sur lesquels la réhabilitation a reposé, dans notre ancien droit, suivant les époques et les progrès successifs accomplis par le législateur en cette matière.

Nous étudierons ensuite successivement la réhabilitation sous notre législation actuelle (loi du 14 août 1885), la réhabilitation en matière disciplinaire (loi du 19 mars 1864) et la réhabilitation de plein droit (loi du 26 mars 1891.) Nous examinerons, chemin faisant, dans quelques législations étrangères, comment la réhabilitation a été réglée et les effets qui l'accompagnent, en comparant ces dispositions à celles qui sont en vigueur en France.

CHAPITRE PREMIER

De la réhabilitation dans notre ancien droit.

I. — L'idée de réhabilitation est très ancienne, mais on ne trouve pas dans notre ancien droit français, jusqu'au xiv^e siècle, d'institutions bien définies, s'occupant de cette matière. A cette époque, sous le nom de lettres d'abolition, de pardon, de restitution, de réhabilitation, la distinction entre les droits de grâce, d'amnistie, de réhabilitation commence à se faire jour. Toutes ces lettres d'ailleurs, bien qu'elles eussent des origines spéciales, se rattachaient à la « justice retenue » et par elles se manifestait l'exercice du droit de « dispenser » (1) de l'application de la loi, quant à une personne ou à un fait déterminé, droit qu'on reconnaissait au roi, comme incarnant la souveraineté. L'ordonnance de 1670, résument et rassemblant les règles consacrées depuis longtemps par la pratique, établit nettement la distinction entre les diverses formules de lettres royales. Cette ordonnance qu'on a appelée à juste titre « le Code d'instruction criminelle de l'ancienne monarchie » est le premier monument législatif qui traite de la réhabilita-

(1) Lebret, *De la Souveraineté*, IV, ch. 3, p. 44 : « Le roi peut faire grâce et dispenser des lois et de leurs peines ceux que bon lui semble. »

tion et où le sens donné à ce mot répond à l'idée que nous nous faisons aujourd'hui de l'institution. Pothier, qui a commenté cette ordonnance, divisait en deux groupes les diverses formules de lettres royales, dont elle faisait l'énumération. Il distinguait : 1^o *Les lettres de justice ou grâces légales*, comprenant les lettres de pardon qui étaient accordées pour les cas « auxquels il n'échoit peine de mort et qui néanmoins ne peuvent être excusés », et les lettres de rémission, qui avaient une fonction toute spéciale. Elles étaient, en effet, accordées aux auteurs des homicides involontaires ou accomplis en état de légitime défense (1). C'était là, en somme, plutôt un moyen extrajudiciaire de rendre, dans certains cas, justice à l'accusé que de véritables grâces. Délivrées par les chancelleries des Parlements, ces lettres exigeaient la preuve de certains faits et elles devaient être entérinées par les tribunaux, ce qui constituait non pas une simple formalité, mais un moyen de vérification.

2^o *Les lettres de grâce proprement dites*, qui comprenaient d'un côté les lettres d'abolition, de commutation de peine, de rappel de ban ou de galères et d'autre part les lettres de réhabilitation; les premières contenaient des grâces totales ou partielles ou la remise du bannis-

(1) « Cela venait, dit M. Esmein (*Précis d'histoire du droit français*, p. 445), de ce que l'ancien droit avait retenu une règle qu'on trouve dans beaucoup de vieux systèmes juridiques, et d'après laquelle l'homicide est envisagé comme punissable à raison de sa matérialité et sans tenir compte de l'intention de l'agent; les lettres de rémission corrigeaient la rigueur inique de cette règle. »

sement, tandis que les lettres de réhabilitation effaçaient seulement les incapacités produites par la peine principale. A la différence des lettres de justice les lettres de grâces, proprement dites, étaient scellées en la grande Chancellerie, parce qu'elles procédaient de la toute-puissance du roi, et les Parlements devaient les entériner sans examiner si elles étaient conformes aux charges et informations, sauf le droit de représentation. Mais, comme garantie de sincérité, l'arrêt ou le jugement de condamnation devait être attaché « sous le contre-sceel de ces lettres. »

Les lettres de réhabilitation qui font partie de cette catégorie étaient, dit Muyart de Vouglans (1) « accordées par le roi, pour rétablir le condamné en son honneur et en ses biens, et le relever de la note d'infamie qu'il avait encourue par la condamnation, ces lettres supposent toujours que le condamné a satisfait à la peine et a payé les intérêts civils. Elles s'obtiennent également et pour les personnes vivantes et pour celles qui sont décédées, et elles s'intérinent sans examiner si elles sont conformes aux charges, et sans qu'il soit besoin que l'impétrant soit en prison. »

Ainsi donc il fallait, pour obtenir les lettres de réhabilitation, avoir satisfait à l'amende, à la peine et aux intérêts civils, et c'est ce qui les distinguait essentiellement à la fois des lettres de rémission et pardon qui, intervenant avant la condamnation, effaçaient le crime et

(1) *Institutes au droit criminel*, p. 43.

des lettres de rappel de ban et commutation de peine, qui faisaient cesser les peines prononcées ou amenaient leur adoucissement. Sous l'empire de cette ordonnance de 1670, la réhabilitation produisait des effets pleins et entiers à la fois juridiques et moraux, en ce qu'elle rétablissait le condamné dans la puissance de tous ses droits et en ce qu'elle faisait disparaître toute tâche d'infamie. En outre commençait déjà à prévaloir le principe salulaire qui fait dépendre la réhabilitation de l'expiation et de la satisfaction préalables. Et cependant on a douté que dans notre ancien droit, la réhabilitation relevât de la mort civile et à l'appui de cette opinion on citait certains auteurs, tels que Rousseau de la Combe et Serpillon, qui ne lui attribuent d'autre effet que celui d'effacer l'infamie. Il semblerait certes, à première vue, que la mort civile étant le complément de toute peine perpétuelle ne laissât pas de place à la réhabilitation, qui exige que le condamné ait satisfait à la peine. Mais ceux qui soutiennent l'opinion contraire invoquent le témoignage de Jousse et de Pothier qui présentent l'un et l'autre la réhabilitation comme s'appliquant à la mort civile et à l'infamie (1). La vérité, c'est que la réhabilita-

(1) Jousse, *Traité de la Justice criminelle*, livre II, titre 20, s'exprime ainsi : « Les condamnés... ont recours à la clémence du prince pour effacer l'infamie qu'ils ont encourue ou la mort civile résultant de leur condamnation. »

Pothier, *Procédure criminelle*, section 7, déclare que les lettres de réhabilitation sont des lettres « par lesquelles le roi restitue à l'impétrant la vie civile qu'il avait perdue par une condamnation capitale ou la bonne renommée qu'il avait perdue par une condamnation infamante. »

tion s'appliquait à la fois à l'infamie et à la mort civile, mais à cette dernière seulement, dans le cas où le condamné avait été précédemment libéré de la peine, sans que la mort civile ait été effacée.

Telles sont les dispositions de notre ancien droit sur la réhabilitation; nous la voyons, ainsi que la grâce, entre les mains du roi, qui peut l'accorder en vertu de la plénitude de son autorité. Son objet est de relever le condamné de la mort civile ou d'autres incapacités, comme par exemple de celle de posséder des charges de justice ou de finance ou seulement de l'infamie imprimée par la condamnation. Aussi les lettres de réhabilitation s'accordent-elles aux condamnés non seulement pendant sa vie, après la libération de sa peine, mais après sa mort, pour rétablir sa mémoire (1). Sans doute par les garanties données à la société et consistant dans la nécessité de l'expiation et le principe de la satisfaction préalable, ce n'est pas un simple caprice du roi, mais ce n'en est pas moins une faveur et on n'a point encore songé que la réhabilitation pouvait être un acte de justice.

II. — Il faut arriver jusqu'en 1789 pour voir cet état de choses subir une modification appréciable. La Révolution française ayant supprimé la justice retenue, en décidant que toute justice émanait, non du roi, mais de la nation, rendit nécessaire une nouvelle organisation de l'institution. Et tout d'abord l'Assemblée constituante supprima le droit de grâce, parce qu'elle y voyait, dit

(1) Voir l'ordonnance de 1670, titre XVI, art. 5, 6, 7.

M. Esmein (1), une sorte d'attentat contre les décisions de la justice. Quant à la réhabilitation, conformément aux idées nouvelles, elle ne pouvait émaner du Pouvoir exécutif, aussi le Code de 1791 la constitua sur de nouvelles bases. — Il la rattacha à ce principe de justice, qui veut que celui qui a failli, mais qui a expié son crime, rentre dans la société et y soit rétabli dans la jouissance de ses droits, lorsque sa conduite témoigne qu'il existe en lui un retour vers l'observation des devoirs que tout citoyen doit remplir envers la société.

« Nous vous proposons de décréter, disait à cette époque le rapporteur, qu'à une époque déterminée, après l'expiration de la peine, le condamné pourra être réhabilité par la société et rétabli dans tous ses droits, mais voici les conditions que nous avons jugé utile d'y apporter. — D'abord il faut que plusieurs années se soient écoulées depuis l'époque où il a recouvré sa liberté, afin que sa conduite soit suffisamment éprouvée. Ensuite il est convenable que sa réintégration ne soit pas un droit ouvert et certain, mais plutôt une espérance, une faculté qui lui présenteront des efforts à faire et un prix à obtenir. Ce *baptême civique* doit être accompagné de solennités et nul ne pourra y être présenté que par les officiers municipaux du lieu de son domicile, c'est-à-dire par les magistrats et les organes du peuple, qui, témoins habituels de la conduite du condamné, pourront attester que tel par un long repentir a mérité que la société lui

(1) Esmein, op. cit.

rende son estime. Ainsi, après avoir satisfait à l'exemple, le condamné osera reparaître aux yeux de ses concitoyens, il pourra se choisir une demeure, il y vivra sous la protection de l'espérance ; il pourra vivre avec probité, dans la vue d'y vivre un jour avec honneur, et la loi, politique et morale tout ensemble, aura appelé dans son âme et récompensé le remords (1). »

Certes le principe que consacrait l'Assemblée constituante était excellent, malheureusement quand on passa à la réglementation le législateur fut moins bien inspiré et les dispositions qui furent adoptées laissent place à de sérieuses critiques. — En effet c'est seulement dix ans après l'expiration de la peine, dont deux de résidence dans la même commune, que le condamné pouvait former sa demande. — La réhabilitation était prononcée par le Président du Tribunal criminel, en présence de la municipalité qui l'avait accordée après enquête (2).

La réhabilitation, disait l'article 10 « fera cesser dans la personne du condamné, tous les effets et toutes les incapacités résultant de la condamnation ». Elle était étrangère aux peines correctionnelles et elle n'était pas accordée après la mort des condamnés, dans l'intérêt de leur mémoire. Le législateur voyait dans cette institution, une sorte de « baptême civique », qui allait être le point de départ d'une vie nouvelle.

On s'aperçoit tout d'abord que dans la réhabilitation

(1) Rapport de Lepelletier Saint-Fargeau, *Moniteur universel* du 4 juin 1791.

(2) *Code pénal de 1791*, 1^{re} partie, livre VII, art. 1 à 8.

ainsi comprise la part laissée au pouvoir judiciaire était trop faible, car s'il l'homologuait et la solennisait, il ne l'accordait pas. Non seulement il ne rendait pas de jugement mais il ne donnait pas même un avis; il n'avait qu'à s'incliner devant l'appréciation des officiers municipaux, dont il n'était en quelque sorte que l'organe. En outre le délai de 10 ans, imposé au condamné pour qu'il pût former sa demande, était dans beaucoup de cas trop long. Enfin et surtout les formalités auxquelles on avait soumis ce « baptême civique » et qui donnaient à une condamnation souvent oubliée une nouvelle publicité, furent causes que les dispositions qui consacraient l'institution demeurèrent presque sans application.

III. — Lors de la discussion du projet de Code criminel, il fut sérieusement question de supprimer la réhabilitation. Cependant quand une institution est utile et qu'elle est destinée à produire des résultats sérieux, il ne suffit pas, pour la supprimer de constater que sa réglementation est défectueuse; on doit au contraire chercher à la réformer, en s'inspirant des données que fournit l'expérience. C'est cette idée que développait l'archi-chancelier, lorsque, combattant les partisans de la suppression, il déclarait (1) : « La réhabilitation a été décrétée dans des circonstances beaucoup moins favorables que celles où on se trouve; alors les lettres de grâce étaient supprimées, et le souverain ne pouvait plus

(1) Voir Locré, tome XXIV, p. 105.

intervenir, pour dispenser la réhabilitation ou la modifier; on l'a accordée à tous les condamnés et on l'a fait prononcer par les administrations locales, indistinctement et sans examen. — Maintenant on peut adopter un mode différent et qui fera de la réhabilitation une institution utile. Il faut ne la confier ni aux conseils généraux, ni aux administrations locales mais ne l'accorder que par lettres du prince, qui seront délivrées en connaissance de cause, et avec les modifications convenables. » — Cette idée, qui était le retour pur et simple aux traditions de l'ancien régime, ne fut pas suivie et on adopta un système mixte; portant l'empreinte des législations qui s'étaient tour à tour succédées. On rendit au Chef de l'Etat la prérogative de la décision suprême, en confiant l'instruction de la demande au pouvoir judiciaire et en appelant les municipalités à donner un simple avis. — C'était, en définitive, « un compromis entre les trois pouvoirs, qui jusqu'alors avaient participé dans des mesures diverses à la réhabilitation des condamnés : le pouvoir municipal, le pouvoir judiciaire et le pouvoir politique (1). » — Ce système fut combattu par Regnaud qui déclara « qu'il préférerait qu'on obtînt d'abord des lettres du prince et qu'ensuite on les fit entériner. » Mais, en réalité, il y avait dans la combinaison nouvelle bien plus qu'une interversion de l'ordre des opérations anciennement suivies et Réal le fit très

(1) Voir : Exposé des motifs de la loi de 1852. *Moniteur* du 4 mai.

bien ressortir, dans l'exposé des motifs, où ils s'exprime ainsi (1) : « Dans la réhabilitation, dit-il, la peine est subie, l'amende et les frais sont soldés, la partie lésée désintéressée, l'accusé est quitte envers la loi, quitte envers le fisc, quitte envers les particuliers. Mais la tache de l'infamie lui reste; mais il est retenu par les liens d'une incapacité, dont la réhabilitation peut seule le débarrasser. Environnée de toutes ces circonstances, si la réhabilitation n'est pas de droit rigoureux, au moins faut-il convenir qu'elle est de toute équité. — Puisqu'il n'est plus question du droit de grâce et de son application pure et simple, puisqu'il s'agissait de la reconnaissance d'un droit acquis, les tribunaux ne pouvaient rester étrangers à l'instruction qui doit précéder le jugement; il a donc fallu dans cette matière mixte admettre le concours des tribunaux, en ouvrant le recours au prince. » — Voyons maintenant quelles personnes pouvaient être réhabilitées et quelles étaient les conditions de la demande.

Comme dans les lois précédentes, le Code de 1808, ne permettait la réhabilitation qu'aux condamnés à une peine afflictive ou infamante, excluant les condamnés correctionnels parce que l'infamie ne les atteignant pas ils n'en avaient nul besoin. — Quant au délai pour introduire la demande, on le réduisit de moitié. Une disposition formelle excluait les récidivistes de la réhabilitation, cette faveur ne pouvant être due, déclai-

(1) Voir Loqué, tome XXVI.

rait Berlier, à un homme aussi endurci dans le crime (1).

Quels étaient les effets de cette réhabilitation ? Ils étaient moins étendus que sous le Code de 1791. — En effet la réhabilitation ne faisait pas disparaître, comme alors, la condamnation, elle faisait seulement cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultaient. « Ce système, dit M. Lair (2), n'était au fond que celui de la Constituante, modifié et mis en harmonie avec la nouvelle forme du gouvernement; il se rapproche par l'intervention laissée à l'autorité judiciaire de la consécration d'un droit. Mais d'autre part au prince appartient de décider souverainement; il peut improver l'avis de la Cour et à ce point de vue, bien que distincte de la grâce, la réhabilitation n'est plus vraiment l'objet d'un recours de droit ». — Enfin, le Code de 1808 exigeait la publication de la demande en réhabilitation dans un journal judiciaire; c'était là certes une innovation malheureuse, qui allait entraver le développement de l'institution.

IV. — La rédaction de l'article 619 du Code d'instruction criminelle paraissait n'accorder la réhabilitation qu'aux condamnés à des peines afflictives ou infamantes temporaires, qui auraient subi leur peine, d'où il semblait résulter que les condamnés grâciés d'une peine perpétuelle ou condamnés à la dégradation civique ne seraient pas recevables à invoquer ce bénéfice.

(1) Voir Loaré, t. XXVIII, p. 147.

(2) *De la réhabilitation des condamnés dans le droit romain et dans le droit français ancien et moderne.*

Une loi du 28 avril 1832 donna à cet article une rédaction nouvelle, qui rendit admissible la demande en réhabilitation de tous ceux qui auraient été condamnés à des peines afflictives ou infamantes. Une autre innovation de cette loi fut d'admettre, qu'on pourrait par la réhabilitation, effacer l'incapacité résultant de la dégradation civique, prononcée comme peine principale, en faisant courir le délai d'épreuve du jour où la condamnation à cette peine serait devenue irrévocable ou du jour de l'expiration de l'emprisonnement, si elle avait été accompagnée d'un emprisonnement, conformément à l'art. 36 du Code pénal.

Mais on omit à cette époque d'introduire dans le Code d'instruction criminelle une disposition relative aux condamnés à des peines correctionnelles. Il était cependant illogique et injuste que le bénéfice de la réhabilitation fût accordé à celui qui avait commis un crime et refusé à celui qui n'avait été condamné que pour un délit, et une réforme sur ce point était nécessaire.

V. — Deux fois, sous la Monarchie de Juillet, le Gouvernement saisit les Chambres d'un projet, tendant à appliquer la réhabilitation aux condamnations correctionnelles. Une première fois la proposition fut repoussée par la Chambre des Pairs, conformément aux conclusions de son rapporteur (1). En 1845, la même proposition reproduite à la Chambre des Députés, fut retirée

(1) Séance du 20 mai 1843, *Moniteur* du 21 mai, et séance du 22 mai, *Moniteur* du 23 mai.

après un rapport contraire que fit M. Chaix-d'Est-Ange(1). Il fallut attendre que la Révolution de 1848 eut donné un nouveau cours aux idées, pour voir s'accomplir cette réforme; en effet, par un décret en date du 18 avril 1848, le Gouvernement provisoire étendit, par une disposition expresse, la réhabilitation à ceux qui avaient subi des condamnations correctionnelles produisant des incapacités, mais par contre il supprima l'intervention de la Cour d'appel et confia au Ministre de la Justice le pouvoir de prononcer seul sur la demande. C'était rendre en un mot à l'arbitraire ministériel ce que l'Assemblée de 1791 avait enlevé à l'autorité royale. Ce décret n'était d'ailleurs que provisoire et il n'instituait qu'un régime de transition; aussi, en 1849, une Commission fut instituée pour rechercher les modifications à apporter aux dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la réhabilitation.

VI. — Ce fut la loi du 6 juillet 1852 qui, en réalisant des améliorations essentielles, vint réglementer la réhabilitation d'une façon complète; elle est d'ailleurs restée en vigueur jusqu'en 1885. La loi nouvelle commença d'abord par abroger le décret de 1848 qui était, dit M. Langlais, dans son premier rapport, « une loi de défiance contre la magistrature du pays, apparue, au milieu des crises d'une révolution et qui, dans la pensée même de ses auteurs, ne devait pas durer. » Elle consacra définitivement le droit des condamnés correction-

(1) Séance du 25 avril 1845. *Moniteur* du 3 mai.

nels à la réhabilitation; tous y peuvent prétendre, même ceux qui n'ont pas été frappés de déchéances et d'exclusions, et qui veulent seulement se faire relever de la flétrissure morale, résultant d'une condamnation. L'exposé des motifs de la loi réfutait victorieusement sur ce point les objections auxquelles on s'était arrêté en 1844 et en 1845 : « On jetterait l'infamie sur les peines correctionnelles, avait dit le rapporteur à la Chambre des Pairs, le 20 mai 1843, sous le prétexte de leur assurer le bénéfice de la réhabilitation ». Et, reproduisant la même idée, M. Chaix-d'Est-Ange s'exprimait ainsi, à la Chambre des Députés : « Ne serait-ce pas supposer, disait-il, que le citoyen condamné correctionnellement, qui a subi sa peine, n'a pourtant pas payé sa dette, et qu'il vit encore sous le poids d'une infamie, dont la réhabilitation peut seule le dégager ». A ces objections voici ce que répondait l'exposé des motifs : « La réhabilitation n'a d'autre objet que de faire cesser les incapacités résultant des condamnations. En matière de faillite la réhabilitation, une réhabilitation spéciale il est vrai, intervient pour restituer la capacité commerciale; est-ce à dire qu'elle suppose une infamie préexistante et qu'elle ait à en laver la tache? Est-il plus raisonnable d'avancer qu'une confusion entre la peine correctionnelle et la peine infamante est imminente, du moment où la réhabilitation devient commune aux incapacités qui leur survivent? Mais les peines elles-mêmes, ce qui est bien autrement

grave, n'ont-elles pas un point de contact, dans la juridiction gracieuse dont toutes elles relèvent et où toutes elles se rencontrent? Perdent-elles pour cela leur caractère particulier et leur signification morale? L'expérience est faite depuis quatre ans que le décret du Gouvernement provisoire est en vigueur et il n'apparaît pas qu'une confusion s'opère dans les esprits contre des actions punissables de diverses natures; rien n'annonce que la notion du crime ou du délit s'altère dans l'opinion publique ».

La nouvelle loi dispensa le libéré de la publicité par la voie des journaux. Elle ne maintint l'exclusion qui atteignait auparavant tous les récidivistes, que contre les individus condamnés deux fois pour crimes à des peines afflictives et infamantes et frappa de la même exclusion l'individu condamné après réhabilitation. Elle réduisit enfin de 5 à 2 ans le nouveau temps d'épreuve imposé à la suite d'un premier rejet de la demande. C'étaient là des améliorations incontestables, mais par contre, en ce qui touche à la procédure, la loi de 1852 se montra moins progressive. Elle conserva le système mixte du Code de 1808; d'une part, instruction par l'autorité judiciaire, c'est-à-dire pièces et renseignements recueillis par le Parquet de 1^{re} instance du domicile du condamné et avis formulé par la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel; d'autre part, décision souverainement prise par le Pouvoir exécutif, c'est-à-dire décret du chef de l'État, rendu sur le rapport du Garde des Sceaux.

En revanche, elle exigea du demandeur en réhabilitation la justification du paiement des frais de justice, de l'amende et des dommages-intérêts, auxquels il a pu être condamné, ou de la remise qui lui en a été faite : « La suppression des publications préalables, dit l'exposé des motifs, rend cette disposition nouvelle indispensable; elle est d'ailleurs une conséquence du principe élémentaire de la réhabilitation, qui suppose, d'une part, que la peine a été subie, d'autre part, que le repentir du condamné est complet et qu'il s'est soumis aux dispositions de la loi qu'il avait enfreinte. » A défaut de paiement des condamnations pécuniaires on devait établir qu'on avait subi le temps de contrainte par corps déterminé par la loi ou que la partie lésée avait renoncé à ce moyen d'exécution. En résumé, telle qu'elle fut rédigée, la loi de 1852 consacrait en partie les réformes réclamées par les criminalistes éminents qui avaient sur ce point éveillé l'attention du législateur (1); on s'était efforcé, dit l'exposé des motifs, « d'élever la réhabilitation, de la rehausser, de la doter des plus grands avantages et de la rendre féconde. » Mais si cette loi réalisait d'incontestables progrès, elle [présentait cependant des lacunes et laissait subsister des difficultés qu'il était nécessaire d'atténuer.

VII. — Il faut aller jusqu'au 27 décembre 1882 pour voir réapparaître la question de la réhabilitation. Elle

(1) Voir Faustin-Hélie, *Revue de Législation*, tome VII, page 38. — Bonneville de Marsangy, *Institutions complémentaires du régime pénitentiaire*.

fût, en effet, à cette époque, posée à la Chambre, au sujet d'un ensemble de mesures, proposées par M. Bérenger « sur les moyens de prévenir la récidive. »

Le projet de loi qu'il présenta au Sénat comprenait deux parties distinctes; la première était un ensemble de mesures destinées à rendre applicable la loi de 1875, sur l'emprisonnement cellulaire; la seconde traitait : 1^o de la *libération conditionnelle* à accorder aux détenus amendés; 2^o de l'établissement des *Sociétés de patronage* qui, pourvues d'autorisation et de ressources suffisantes, auraient pour mission de venir en aide aux libérés et d'assurer leur reclassement; 3^o de la *réhabilitation*.

La Commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner cette proposition, émit l'avis que le Sénat, tout en gardant les dispositions du projet, touchant à la libération conditionnelle, au patronage et à la réhabilitation, détacha celles qui étaient relatives à l'application de la loi de 1875, sur le régime et la transformation des prisons départementales. Le 21 avril 1883, la proposition de loi toute entière fut prise en considération. Mais dans le rapport fait au nom de la Commission et déposé le 22 décembre 1883, le rapporteur, M. Bérenger, déclarait qu'il retirait de son projet tout ce qui avait trait aux modifications à apporter à la loi du 5 juin 1875, le Gouvernement s'étant engagé à présenter un projet de loi à cet égard. Le 21 mars 1884 la discussion de la deuxième partie du projet commença devant le Sénat et le texte, voté le 20 mai 1884, fut envoyé à la Chambre des Députés. La discussion y vint les 16 et 18 mai 1885 et

les conclusions de la Commission furent énergiquement défendues par son rapporteur, M. Gomot. Le texte voté avec certaines modifications, retourna de nouveau au Sénat. Enfin on parvint à s'entendre et la loi votée de nouveau le 20 juin 1885 par le Sénat, le 17 juillet suivant, sans changement, par la Chambre des Députés, fut promulguée le 15 août 1885 (1).

Le législateur de 1885, comprenant la portée considérable de la réhabilitation, pour le reclassement du libéré, a profondément modifié la loi précédente. Et, tout d'abord, il a changé la nature de la réhabilitation et d'une faveur en a fait un droit consacré par la justice. Désormais, elle est soustraite à l'arbitraire du pouvoir exécutif, pour être confiée au pouvoir judiciaire, qui

(1) TRAVAUX PARLEMENTAIRES. — *Sénat*. Proposition de loi présentée par M. Béranger le 27 décembre 1882. Exposé des motifs (*Journal officiel* de février 1883, page 251, annexe n° 255). Rapport de M. Béranger, le 22 décembre 1883 (*Journal officiel* de janvier 1884, page 1187, annexe n° 149). Rapport supplémentaire de M. Béranger, le 13 mars 1884 (*Journal officiel* de juin, page 195, annexe n° 77). Première délibération, les 21 et 22 mars 1884. Deuxième délibération et adoption, le 1^{er} avril (*Journal officiel* des 22-23 mars et 2 avril 1884).

Chambre des députés. — Transmission du projet le 20 mai 1884 (*Journal officiel* d'octobre, annexe 2794, page 761). Rapport de M. Gomot, le 18 novembre 1884 (*Journal officiel* de décembre, page 1200, annexe n° 3231). Déclaration d'urgence, discussion et adoption les 16 et 18 mai 1884 (*Journal officiel* des 17 et 19 mai).

Retour au Sénat, le 23 mai 1885 (*Journal officiel*, annexe n° 157). Rapport de M. Béranger, le 4 juin 1885 (*Journal officiel*, annexe n° 171). Adoption sans discussion, le 20 juin 1885 (*Journal officiel* du 21).

Nouveau retour à la *Chambre des Députés*, le 28 juin 1885 (*Journal officiel*, annexe n° 3890). Rapport de M. Gomot, le 29 juin 1885 (*Journal officiel*, annexe n° 3914). Adoption sans discussion, le 17 juillet 1885 (*Journal officiel* du 18 juillet).

est chargé de statuer souverainement ; la réhabilitation se distingue alors complètement de la grâce. En second lieu, les effets de la réhabilitation ont été complètement transformés. Ce n'est plus une mesure de clémence, dont l'effet est de supprimer les incapacités résultant de certaines condamnations, désormais « la réhabilitation efface la condamnation. » C'est une véritable « *restitutio in integrum*. » D'autres modifications accessoires, moins importantes ont, en général, pour but de simplifier la procédure et s'inspirent toutes du désir de « faciliter aux condamnés les moyens d'obtenir par le repentir et les efforts d'une honnêteté soutenue, le rachat et l'oubli de la faute (1). »

Nous diviserons l'étude de cette loi du 14 août 1885, en 6 sections :

Section I. — Nature de la réhabilitation.

Section II. — Pouvoir chargé de l'accorder.

Section III. — Personnes auxquelles elle s'applique.

Section IV. — Procédure de la réhabilitation.

Section V. — Effets de la réhabilitation.

Section VI. — Réformes proposées.

(1) Voir Exposé des motifs (*Journal officiel*, février 1883, page 251, annexe n° 255).

CHAPITRE II

La Réhabilitation dans notre Législation actuelle

(Loi du 14 Août 1885)

SECTION

Nature de la Réhabilitation

I. — On peut définir la réhabilitation : une œuvre d'équité et d'humanité ayant pour but d'effacer une condamnation et de rendre à celui qui a expié sa faute et s'est montré digne d'une telle faveur, l'intégrité de son état ancien.

II. — Elle est, a-t-on dit, la fin et comme le couronnement du régime pénitentiaire, car si la réforme des prisons prépare la régénération du condamné, c'est la réhabilitation qui efface les derniers vestiges de la faute. Elle est destinée à constater la bonne conduite du condamné et à dissiper les défiances de l'opinion publique à son égard. Elle a été considérée par le législateur de 1885, comme le meilleur moyen de prévenir la récidive. S'il est vrai, en

effet, que la répression, inefficace une première fois, nécessite une répression plus énergique, cette crainte d'un châtiment plus sévère n'aura souvent aucun résultat. La conversion du criminel est encore le meilleur moyen de garantir la société contre les crimes nouveaux : « La réhabilitation, dit M. Billecoq (1), s'appuie donc sur les considérations les plus élevées. Elle excite le coupable au repentir, réveille ou fait naître en lui le sentiment moral, l'encourage à se bien conduire, dès son entrée en prison, et lui fait ainsi contracter, aussi bien durant la période de l'expiation que pendant celle de l'épreuve légale, des habitudes régulières et laborieuses, qui seront des freins puissants contre de nouvelles chutes. Une fois obtenue, elle oblige l'impétrant à une circonspection, qui garantit sa persévérance et consacre définitivement sa régénération. Elle tend donc essentiellement à prévenir les récidivistes et peut dès lors se combiner utilement avec la réforme pénitentiaire, pour en favoriser le succès. »

La loi du 14 août 1885, dont nous abordons l'étude, a commencé par réglementer la libération conditionnelle et le patronage, voulant dès le principe, s'occuper de l'amendement du coupable, afin que rentré dans la société, il n'apporte plus les mêmes habitudes vicieuses il pourra ainsi plus facilement mériter et obtenir sa réhabilitation. La réhabilitation suppose donc que le condamné a été justement puni et elle a pour effet de le

(1) *De la Réhabilitation des condamnés en matière criminelle et correctionnelle.*

relever des incapacités qui peuvent subsister après qu'il aura subi sa peine, mais surtout, dans la pensée de la plupart des condamnés, c'est elle qui va permettre d'effacer du casier judiciaire la condamnation qui s'y trouve relatée. C'est là, certes, parmi les causes d'extinction des peines, une des plus utiles ; elle répond à une situation digne d'intérêt : celle de l'homme qui a subi sa peine et a tout fait pour racheter sa faute et reconquérir une place honorable dans la société. « La justice, l'intérêt social, l'humanité se réunissent (1) pour constater la haute utilité de la réhabilitation, la nécessité d'en ouvrir largement l'accès à ceux qu'une constance suffisamment éprouvée dans le bien en rend réellement dignes, aussi n'est-il pas une législation en Europe, dont elle n'occupe une place importante. »

III. — Elle nous apparaît aujourd'hui avec les caractères suivants :

1^o *Tout d'abord elle est un acte de justice.* La sentence judiciaire en la prononçant, prouve que le condamné a subi le temps d'épreuve imposé par la loi et qu'il a mérité d'obtenir l'oubli de sa faute et sa réintégration dans tous ses droits. Faut-il dire cependant, avec M. Gomot, rapporteur du projet de loi à la Chambre des Députés, « que la réhabilitation a cessé d'être une faveur, pour devenir un droit ? » Certains auteurs soutiennent qu'elle est un droit que l'intéressé poursuit, par voie contentieuse. En accordant la réhabilitation disent-ils, la juri-

(1) Béranger, 1^{er} Rapport au Sénat.

diction saisie, constate légalement ce qui existe déjà moralement; elle reconnaît une situation acquise.

Quant à nous, nous soutenons, avec d'autres auteurs, que la réhabilitation n'est pas un acte de justice; au sens strict du mot, et qu'elle ne saurait jamais constituer un droit exigible pour le condamné. Il est certain que la réhabilitation n'est pas non plus un acte de clémence et par là même d'arbitraire et de bon plaisir, mais c'est une mesure d'équité, d'humanité, en ce sens que le pouvoir d'appréciation, qui appartenait au souverain, a été transmis en 1885, à l'autorité judiciaire et que la Cour peut, les conditions légales étant remplies, rejeter la demande en réhabilitation malgré les avis favorables des autorités consultées pour l'instruction de la dite demande. L'impétrant est-il ou non digne d'être réhabilité? Telle est la question que la Cour doit résoudre, après avoir vérifié si les conditions requises ont été remplies. Cette question, toute de fait et d'appréciation, la Cour y statue en pleine et entière liberté, souverainement, sans recours. Au surplus, dans un arrêt rendu le 21 novembre 1895 (1), la Cour de Cassation appliquant cette théorie, a rejeté le pourvoi formé par le sieur X contre un arrêt de la Cour de Paris en date du 9 avril 1895. Le demandeur dont la requête en réhabilitation avait été rejetée, par ce motif qu'en raison de la gravité des faits ayant motivé sa condamnation, sa demande était

(1) *Bulletin de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation*, année 1895 p. 483.

prématurée, soutenait que ce motif était contraire à la loi, et constituait un excès de pouvoir, en ce qu'il décidait que le délai fixé par la loi était insuffisant. Voici ce qu'a répondu la Cour de Cassation, « Attendu que le motif critiqué par le pourvoi n'a ni le sens ni la portée qu'il lui attribue; que les dispositions de l'art. 620 du Code d'instruction criminelle n'ont d'autre but que de déterminer un délai, avant lequel toute demande en réhabilitation est non recevable; que la Cour a d'ailleurs admis X à faire valoir son droit à la réhabilitation, mais qu'appréciant au fond sa demande, elle a estimé, qu'en raison de la gravité des faits qui ont amené sa condamnation, il n'avait pas encore donné de gages suffisants pour être relevé des incapacités qu'il a encourues. Que la gravité des manquements professionnels, retenus à la charge du demandeur, constitue un élément de fait, dont la Chambre des mises en accusation avait incontestablement le droit de tenir compte, dans l'examen de la demande dont elle était saisie; que son appréciation sur ce point est souveraine et échappe au contrôle de la Cour de Cassation. Par ces motifs, rejette, etc. »

Ainsi donc, on ne peut jamais dire d'un individu qu'il a droit à être réhabilité, puisqu'il n'a pas le droit d'exiger sa réhabilitation; c'est à la Cour d'apprécier si, par sa condition morale, cet individu mérite la réhabilitation. Ceci résulte d'ailleurs : 1^o Du caractère même de la réhabilitation, qui a toujours été ainsi comprise. — 2^o De la procédure elle-même; en effet, puisqu'on demande des renseignements sur la conduite du condamné, cela im-

plique nécessairement la faculté de rejeter la demande, dans le cas où les renseignements recueillis seraient défavorables. — 3° Enfin du droit qu'a la Cour d'ordonner de nouvelles informations (art. 627, § 2, Code d'instruction criminelle) ce qui implique au plus haut point un pouvoir souverain d'appréciation.

Le 20 février 1894, M. Michelin déposait sur le bureau de la Chambre des Députés une proposition de loi ayant pour objet : 1° de rendre la réhabilitation applicable aux condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de la peine; 2° de déclarer que *la réhabilitation serait de droit*, après un certain délai. — Il s'exprimait ainsi, pour justifier cette deuxième proposition : « La réhabilitation aujourd'hui est une sorte de faveur qui peut être refusée et l'article 629 du Code d'instruction criminelle, dit formellement qu'en cas de rejet, une nouvelle demande ne peut être formée avant l'expiration d'un délai de 2 ans. Nous ne voulons pas changer ce caractère, pour la réhabilitation demandée, dans les délais du Code d'instruction criminelle, mais pour encourager les condamnés et leur assurer le bénéfice de la réhabilitation, nous vous proposons de décider que la réhabilitation sera de droit un certain temps après la libération, en ce sens que la Cour d'appel ne pourra la refuser. » Il proposait en conséquence un article ainsi rédigé : « La Cour ne peut pas refuser la réhabilitation, lorsque, depuis le jour de la libération, il s'est écoulé un délai de 10 ans, pour les condamnés à une peine afflictive et infamante et un délai de 6 ans, pour les condamnés à une peine correctionnelle. »

Après une discussion très approfondie, et après avoir entendu les observations présentées par le Ministre de la Justice, la Commission chargée d'examiner la proposition de M. Michelin conclut au rejet « parce qu'elle estimait, disait le rapporteur(1), que la réhabilitation, qui en vertu de l'article 634 du Code d'Instruction criminelle, a pour effet d'effacer la condamnation elle-même, doit rester facultative, en ce sens qu'elle doit être laissée à l'appréciation de la Cour et qu'elle ne saurait jamais être de droit ou automatique, après l'expiration d'un certain délai, quelle qu'en soit d'ailleurs la durée. »

Dans son rapport au Sénat, sur la proposition de M. Michelin, reprenant la même idée, M. Tillaye s'exprimait ainsi (2) : « En aucun cas, sauf l'exception prévue par l'article 1^{er} § 2 de la loi du 26 mars 1891 la réhabilitation ne saurait être un droit pour le condamné. Si elle n'est plus une faveur dans le sens qui s'attache à tout ce qui découle des prérogatives du pouvoir exécutif, elle est restée (et il faut qu'il en soit ainsi) un acte de justice. »

Et maintenant si on jette un coup d'œil sur les législations étrangères, on constate que, comme en France, la réhabilitation est partout envisagée comme ne constituant jamais un droit exigible pour le condamné (3).

(1) *Journal Officiel*, 1894, Doc. Parl., annexe n° 1572.

(2) *Journal Officiel*, 1898, Doc. Parl., annexe n° 3.

(3) L'article 544 du Code de Procédure pénale du canton de Neuchâtel s'exprime ainsi à ce sujet : « Dans toute demande en réhabilitation d'un condamné, la Cour de Cassation n'est pas liée par l'accomplissement des formalités prescrites au requérant, ni par les attestations et informations produites. Elle prononce, comme le feraient des jurés, selon sa conviction morale et sa conscience. »

Toutefois la loi norvégienne du 9 juin 1883 sur la réhabilitation, article 4 (1), a prévu un cas où la réhabilitation aurait lieu de plein droit, dans le sens que nous envisageons en ce moment, c'est-à-dire qu'elle constituerait un véritable droit pour le condamné et que sa demande ne pourrait être rejetée. Il faut pour cela que le condamné prouve que, sa peine expirée ou remise, il a mené une vie irréprochable pendant les quinze dernières années et qu'en outre il soit établi qu'il a payé, ou du moins a, selon ses moyens, montré toute sa bonne volonté, pour payer les frais et les dommages-intérêts auxquels le jugement l'a condamné.

2° *La réhabilitation est indivisible*, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas porter seulement sur une des condamnations encourues par l'impétrant (2). En effet l'amendement dont le condamné a fait preuve ne vise pas plutôt tel délit que tel autre; il est redevenu un honnête homme à tous les points de vue et non pour certaines fautes seulement. La réhabilitation portera donc sur toutes les condamnations encourues, quand bien même elles n'auraient amené aucune incapacité.

3° *La réhabilitation est à la fois rétroactive et non rétroactive*. — En effet le nouvel article 634 du Code d'instruction criminelle s'exprime ainsi : « La réhabilitation efface la condamnation et fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultaient. » Elle est donc rétroactive en ce sens qu'elle efface le jugement de con-

(1) Voir cette loi à l'appendice I.

(2) Orléans, 19 juillet 1887. S. 88, 2, 33.

damnation lui-même, non rétroactive en ce sens qu'elle fait cesser, mais pour l'avenir seulement, les incapacités résultant de la peine.

4° *La réhabilitation est irrévocable*, c'est-à-dire qu'une fois accordée, elle ne peut être retirée, quand bien même le réhabilité ne s'en montrerait plus digne et commettrait des actes contraires à la morale, mais ne tombant pas sous le coup de la loi pénale. La condamnation étant aujourd'hui effacée par la réhabilitation ne pourra plus, comme autrefois, servir de premier élément pour la récidive; si le condamné commet plus tard une nouvelle infraction il sera traité comme un délinquant primaire.

5° Enfin la réhabilitation *se distingue* très nettement de trois institutions, avec lesquelles on la compare souvent : *la grâce, l'amnistie et la revision*.

La grâce est un acte de pouvoir exécutif qui fait remise de l'exécution de tout ou partie de la peine; elle a été de tout temps une émanation de la souveraineté. Elle diffère profondément de la réhabilitation, puisqu'elle laisse subsister la condamnation et ne s'attaque qu'à l'exécution. L'individu qui a été grâcié se trouve dans la même situation que tous les autres condamnés, une fois libérés, et s'il veut effacer sa condamnation, il faut qu'il se fasse réhabiliter.

L'amnistie a une action beaucoup plus étendue. Elle consiste dans le droit qu'a le pouvoir législatif de mettre en oubli certaines infractions et leurs conséquences,

d'abolir les poursuites faites ou à faire ou les condamnations prononcées, à raison de ces infractions.

La réhabilitation et l'amnistie ont plusieurs points communs ; je n'en veux citer qu'un.

Aujourd'hui la réhabilitation effaçant la condamnation ressemble à l'amnistie, en ce qu'une fois que l'une ou l'autre a été prononcée il ne subsiste rien de la condamnation. Mais d'un autre côté les différences entre ces deux institutions sont nombreuses. En effet à la différence de la réhabilitation qui n'intervient que lorsqu'une condamnation a été prononcée l'amnistie peut avoir lieu à toutes les époques. En outre l'amnistie se justifiant par l'utilité qu'il peut y avoir pour la société de mettre en oubli certains faits, ne s'occupe nullement de l'amendement du coupable, tandis que la réhabilitation suppose cet amendement.

Quant à la *Revision*, elle a pour but d'annuler une condamnation qui est le résultat d'une erreur de fait. Elle diffère donc essentiellement de la réhabilitation qui a précisément pour but de faire effacer une condamnation, justement prononcée.

SECTION II

Pouvoir chargé de l'accorder

D'après le nouvel article 629 du Code d'instruction criminelle, la réhabilitation est accordée par l'autorité judiciaire, représentée par les Cours d'appel. — En

posant ce principe, la loi du 14 août 1885 a rompu radicalement avec l'ancien système, qui faisait entrer le droit de réhabilitation, dans les attributions du pouvoir exécutif et faisait jouer un rôle secondaire à l'autorité judiciaire.

On peut à ce sujet se demander à qui il convient d'accorder le droit de prononcer la réhabilitation et si la décision prise par le législateur de 1885 est conforme aux principes.

Dans plusieurs législations étrangères le pouvoir de réhabiliter se confond avec celui de faire grâce, et il en résulte sa remise plus ou moins entière entre les mains du chef de l'Etat. C'est ainsi qu'en Belgique, jusqu'en 1896, l'article 87 du Code pénal déclarait que la réhabilitation était un acte de clémence dépendant de la volonté du souverain, en vertu du droit de grâce et qui n'avait d'autre effet que de faire cesser pour l'avenir les incapacités dont le condamné se trouve frappé, à la suite d'une condamnation.

Dans d'autres Etats, au contraire, on a adopté un système mixte, répondant à celui qui était suivi en France, avant 1885. — L'autorité judiciaire émet un avis, sur lequel le Souverain prononce en dernier ressort, sans être tenu de s'y conformer. Cette théorie est appliquée en Italie (1) et en Norwège (2).

(1) Voir à ce sujet, *De la Réhabilitation des condamnés*, par Alianelli, trad. Sarrante.

(2) Voir à l'appendice la loi du 9 juin 1883.

La législation suisse nous a précédée dans le système que la loi de 1885 a institué en France. Le droit de grâce appartient, dans la Confédération suisse, au pouvoir législatif, mais le droit de prononcer la réhabilitation est conféré au pouvoir judiciaire. Telle est la règle qui a prévalu dans la Constitution et dans les lois fédérales (1); telle est celle qui est appliquée dans la presque totalité des cantons (2). — En Belgique une loi récente, en date du 22 avril 1896 (3), a adopté les dispositions de notre loi du 14 août 1885; l'art. 87 du Code pénal a été abrogé et la réhabilitation a désormais le caractère d'une réparation morale, accordée par la Cour d'appel au condamné qui s'en est montré digne.

Enfin une autre manière de procéder existe en Espagne, où la réhabilitation est accordée par une loi. L'article 29 du Code pénal espagnol déclare que « ceux qui auront subi les peines du carcan ou de la dégradation ne pourront être réhabilités que par une loi spéciale, bien qu'ils aient obtenu la remise des peines principales. » — On conçoit facilement qu'en présence d'une pareille disposition, la réhabilitation devienne à peu près impossible (4).

Il nous semble que de tous les systèmes que nous venons brièvement d'exposer, celui qui a été adopté par

(1) Voir Loi fédérale du 25 avril 1880. — *Code de procédure pénale fédéral* du 25 octobre 1884, art. 516 et 525.

(2) Voir *Code de procédure pénale* du canton de Genève, art. 516 et suiv. — *Code de Procédure pénale* du canton de Neuchâtel, art. 529 et suiv.

(3) Voir cette loi à l'appendice 2.

(4) Voir à ce sujet Laget. — *Théorie du Code pénal espagnol*.

le législateur de 1885 doit avoir la préférence. — Donner au pouvoir législatif, comme en Espagne, le droit d'accorder la réhabilitation, cela semble absolument illogique et on s'explique difficilement que lorsqu'il suffit d'un jugement pour flétrir un homme, il soit nécessaire d'une loi, c'est-à-dire d'un acte émané des représentants de la nation, pour enlever cette flétrissure. — Au pouvoir législatif, il appartient seulement d'établir, d'une façon générale, que les condamnés pourront obtenir leur réhabilitation et sous quelles conditions : « La différence entre l'exercice du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire, dit M. Alianelli (1), git en ceci que celui-là établit d'une manière générale les droits et les obligations, tandis que celui-ci ne les proclame que d'une manière particulière et concrète. La loi établit quelles personnes et sous quelles conditions, la réhabilitation peut être obtenue. Il s'ensuit que le pouvoir judiciaire doit déclarer si dans un cas particulier un individu mérite ou non d'être réhabilité. La réhabilitation est par suite et doit être un acte purement judiciaire. »

D'un autre côté, accorder le pouvoir de réhabiliter au chef de l'Etat, même avec l'obligation de prendre l'avis de l'autorité judiciaire, ce n'est pas assez distinguer la réhabilitation de la grâce. C'est faire de la réhabilitation une faveur laissée à l'arbitraire du Souverain, lorsqu'elle doit être une mesure d'équité, qui n'intervient que si certaines conditions fixées par la loi ont été

(1) *De la réhabilitation des condamnés*, traduction Sarrante.

remplies. Ceci posé, c'est à l'autorité judiciaire, que doit revenir le rôle de procéder à la réhabilitation, parce que personne ne sera mieux placé que le juge de la culpabilité pour savoir si le repentir est entré dans le cœur du coupable et s'il a réellement expié sa faute. On ne peut que féliciter le législateur de 1885, qui, tout en adoptant le principe de réhabilitation du droit intermédiaire, n'a pas hésité à supprimer le pouvoir excessif des assemblées municipales. Le pouvoir exécutif ne doit pas intervenir dans une demande en réhabilitation et c'est son ingérence qui a puissamment contribué à entretenir jusqu'aujourd'hui cette idée erronée que la réhabilitation n'est qu'une modification de la grâce, une faveur plus étendue. Or, dit M. Faustin Hélie (1), la grâce et la réhabilitation doivent être nettement séparées, car elles n'ont ni le même principe, ni les mêmes effets... De là, la source différente de ces deux mesures; la grâce, qui n'a d'autre règle que l'indulgence, émane du Souverain et n'est soumise à aucun contrôle; la réhabilitation qui fait cesser des déchéances et qui confère des droits est soumise à des conditions légales et ne peut intervenir qu'avec le concours du pouvoir judiciaire. C'est la même idée qu'exprimait M. Béranger, dans son premier rapport au Sénat, lorsqu'il déclarait : « Il y a deux manières de comprendre la réhabilitation. L'assimiler à la grâce et alors supprimer comme inutiles les conditions, les formalités et les procédures. Le pouvoir du Chef de

(1) *Instruction criminelle*. Tome IX.

l'Etat suffit dans ce cas à tout, car la décision dépendant de sa seule faveur, il est libre de la dispenser de toutes règles, comme il l'est d'affranchir son appréciation de tout frein..... Ou bien la subordonner à des conditions rigoureuses, la rendre difficile et dure, ne l'admettre que sur la justification sévèrement contrôlée, des règles imposées, mais alors en faire un droit et placer l'exercice de ce droit sous la protection de la justice. Toute solution intermédiaire est illogique et faussé. »

Certains auteurs ont prétendu (1) qu'on devrait confier à l'administration pénitentiaire le pouvoir de réhabiliter et leur raisonnement est celui-ci : l'administration pénitentiaire, disent-ils, en octroyant la libération conditionnelle, s'occupe du reclassement du libéré, pourquoi ne lui permettrait-on pas d'achever son œuvre, en prononçant la réhabilitation.

Nous refusons, quant à nous, d'admettre l'extension qu'on réclame. C'est qu'en effet pour accorder la libération conditionnelle à un condamné, on examine seulement comment il s'est conduit en prison, s'il a montré des regrets de sa faute et s'il est résolu à se conduire honnêtement. C'est donc bien à l'administration pénitentiaire, qui a la surveillance des prisons et des détenus, qu'il convient d'accorder une faveur basée sur des constatations qu'elle seule peut faire. Par contre, la réhabilitation doit être prononcée par l'autorité judiciaire parce que cette faveur se rapporte à la vie du pré-

(1) Voir à ce sujet Vincent Doppier *De la libération conditionnelle*, p. 19.

venu, depuis qu'il a quitté la prison. Ce qu'on doit examiner pour accorder la réhabilitation, ce sont les antécédents du coupable, les personnes qu'il fréquente, les occupations auxquelles il se livre, s'il s'est soumis à la condamnation, en acquittant les frais et les dommages-intérêts s'il y a lieu. Or, ce sont là toutes choses que les juges mieux que personne, peuvent facilement connaître et qui leur permettront d'apprécier, en connaissance de cause, le mérite d'une demande en réhabilitation.

Un système ingénieux a été présenté par M. Léveillé. C'est le Chef de l'Etat qui, selon lui, ferait, par voie de grâce, cesser les effets accessoires de la condamnation, dans les cas où cette condamnation n'a aucun caractère de gravité. Ce système a été combattu par MM. Georges Dubois et Béranger, devant la Société des prisons et à l'Académie des Sciences morales et politiques. M. G. Dubois estime que l'exercice du droit de grâce par le Chef de l'Etat, présente toujours moins de garanties que l'administration de la justice, l'intervention du Chef de l'Etat pouvant être mise en mouvement par des considérations politiques. D'après M. Béranger, le système de M. Léveillé, aurait de graves inconvénients. Et d'abord celui de rompre avec un principe très généralement approuvé et suivant lequel, si le Pouvoir Exécutif peut, par la grâce, modifier et même anéantir les effets des décisions de l'autorité judiciaire, son action s'arrête devant les conséquences attachées par la loi elle-même à certaines de ces décisions. En un mot, il peut affranchir de la peine, non des incapacités résultant

de la loi. En outre, ce système remettrait, pour certains cas, aux mains du Pouvoir Exécutif, le droit de statuer sur la réhabilitation, alors que la loi du 14 août 1885 a cru réaliser un progrès, en l'attribuant au Pouvoir Judiciaire.

Cependant les rédacteurs du projet de réforme du Code pénal français, n'ont point été arrêtés par ces objections et l'article 41 du projet déclare que : « La relégation, l'interdiction de certains droits politiques ou civils, l'interdiction de séjour, le placement dans un établissement de travail, la confiscation spéciale et la publication du jugement peuvent être remis en tout ou en partie par voie de grâce. »

Certes, la remise des incapacités résulte de la fonction propre de la réhabilitation, et c'était même là sa fonction exclusive avant 1885. Mais néanmoins nous estimons, avec M. Le Poittevin (1), qu'il n'existe aucune objection théorique contre cette généralisation de droit de grâce et qu'au surplus elle ne rend pas inutile la réhabilitation. Cette dernière continuera à effacer les incapacités avec une procédure différente; et si (ce qu'on peut supposer) la cessation des incapacités par la voie de la grâce est plus recherchée, il ne faut pas oublier que seule la procédure de la réhabilitation permet d'effacer la condamnation elle-même et de faire disparaître l'inscription du casier judiciaire.

C'est ainsi qu'en Belgique [depuis que la loi du 25 avril 1896 a confié à l'autorité judiciaire le pouvoir de

(1) Voir Le Poittevin, *Etude sur le projet de réforme du Code pénal français*.

réhabiliter, le roi n'en a pas moins conservé son droit de remettre, par voie de grâce, dans les limites de la législation en vigueur, les incapacités prononcées par les juges ou attachées par la loi à certaines condamnations (1).

SECTION III

Personnes auxquelles elle s'applique

Sous la rubrique de cette section, nous nous proposons d'étudier deux ordres de questions :

- 1° Des cas dans lesquels la réhabilitation est possible.
- 2° Des conditions nécessaires pour être réhabilité.

§ I. — CAS DANS LESQUELS LA RÉHABILITATION EST POSSIBLE

I. — La réhabilitation peut être accordée « à tout condamné à une peine afflictive ou infamante ou à une peine correctionnelle (2). »

On peut donc dire qu'elle s'applique à toutes les peines, sauf aux peines prononcées pour contraventions. Ces dernières, d'ailleurs, basées sur des faits purement matériels, n'entraînent aucune incapacité et ne sont point inscrites au casier judiciaire.

Par contre, dans le cas où des juges correctionnels en

(1) Voir en ce sens; *Exposé des motifs de la loi du 25 avril 1896*, année 1896, *Pasimie belge*, p. 111.

(2) Article 619, C. I. Crim.

appliquant les circonstances atténuantes, ne prononceraient qu'une peine de simple police, les motifs que nous venons d'indiquer n'existant plus, il faut décider que la réhabilitation recevra, pour ce cas, son application.

II. — Supposons-nous maintenant, en présence d'un mineur de 16 ans, que le juge estime avoir agi sans discernement et envoie dans une maison de correction, il faut décider que ce mineur n'est pas recevable à demander sa réhabilitation.

La raison en est qu'il n'a été frappé d'aucune peine et que la détention dont il a été l'objet ne doit être considérée que comme une tutelle, substituée à la tutelle insuffisante de la famille (1).

La loi norvégienne va plus loin, relativement à l'enfance; elle décide qu'il n'y a jamais lieu à réhabiliter les enfants de moins de 15 ans qui ont subi une peine, le jugement ne portant aucune atteinte aux droits civils et politiques du condamné. La loi applique la même règle aux enfants condamnés entre 15 et 18 ans, dans les cas où il n'auront pas été punis d'une pénalité supérieure à l'emprisonnement. (Loi du 9 juin 1883. Art. 6.)

III. — Sous la législation antérieure à 1885, la question de savoir si la réhabilitation était ouverte, même à l'individu frappé d'une condamnation n'entraînant aucune incapacité, était controversée.

La Cour de Colmar, dans un arrêt du 29 avril 1864, s'était fixée dans le sens de la négative. Mais, sur un

(1) Cass. crim. 25 mars 1843. *Bull.* n° 68.

pourvoi, formé dans l'intérêt de la loi, par le ministre de la Justice, la Cour de Cassation, sur les conclusions conformes du procureur général Dupin, cassa cet arrêt, en déclarant que le droit de réhabilitation en matière correctionnelle, existait pour le condamné, dans tous les cas, alors même qu'aucune déchéance, incapacité ou interdiction ne seraient la conséquence du jugement, et qu'en interprétant autrement la loi l'arrêt attaqué avait méconnu son esprit, soumis ses effets à une restriction arbitraire et violé ses dispositions sagement entendues (1).

Cependant la doctrine était généralement en sens contraire; on invoquait contre la solution adoptée par la Cour de Cassation la jurisprudence, qui faisait application au réhabilité des peines de la récidive, en cas de nouveau crime ou délit. — Si, disait-on, la réhabilitation était autre chose qu'une simple remise des incapacités encourues, elle devrait comme l'amnistie, effacer pour l'avenir toute trace de condamnation; or un tel effet lui est refusé par les auteurs et par la Cour de Cassation elle-même.

Aujourd'hui la discussion sur ce point n'est plus possible, en présence des termes de l'article 634 du Code d'instruction criminelle: « La réhabilitation efface la condamnation. » Et d'ailleurs, voici comment s'est exprimé à ce sujet, le rapporteur de la loi de 1885, au Sénat: « D'après le Code d'instruction criminelle la

(1) Cass. crim. 27 avril 1865, D. 65. 1.393.

réhabilitation une fois obtenue, n'a pas d'autre caractère que d'effacer les incapacités résultant de la condamnation. Je crois pouvoir dire que la conscience publique a souvent protesté contre les effets si restreints que le Code donnait ainsi à la réhabilitation. C'était tout simplement priver de la possibilité de la réhabilitation un très grand nombre de condamnés ;..... c'était assurément proscrire les plus intéressants et les plus dignes (1). »

La réhabilitation a donc pour effet formel d'effacer la condamnation et partant elle est applicable à toutes les condamnations qui peuvent être inscrites au casier judiciaire.

IV. — Pourrait-il être procédé à la réhabilitation, après la mort du condamné ?

En 1852, la question avait été posée et résolue négativement. En effet, au cours de la discussion de cette loi, M. de Beauverger avait présenté à la Commission, un amendement par lequel il demandait que l'individu qui a subi sa peine, pût être réhabilité, même après sa mort, sur la requête de ses héritiers. Cet amendement fut repoussé. « Dans l'ancien régime, disait M. O'Quin, répondant à M. de Beauverger, au nom de la Commission (2), les lettres de réhabilitation étaient des lettres par lesquelles on rétablissait le condamné dans sa bonne fame et renommée. L'article 644 du Code d'instruction criminelle dit que « la réhabilitation fait cesser pour l'avenir, toutes les incapacités qui résulteraient de

(1) Séance du 22 mars 1885. *Journ. off.* du 23 mars.

(2) Voir *Moniteur* du 5 mai 1852.

la condamnation. » Or M. de Beauverger, en demandant que l'on permette aux héritiers d'un condamné de solliciter sa réhabilitation, semble proposer de rendre à un mort le droit dont il aurait été privé pendant sa vie. Ce ne serait plus alors la réhabilitation proprement dite, ce serait en réalité la revision des procès criminels. » Et plus tard, devant le Corps législatif, le rapporteur de la loi, M. Langlais, ajoutait que « la réhabilitation légale se fonde sur l'appréciation des garanties offertes par le condamné. Or ces garanties, comme les incapacités encourues, disparaissent par la mort, et en conséquence le grand intérêt social qui se rattache à la réhabilitation disparaît aussi en partie. »

Et maintenant, en présence de la loi du 14 août 1885, qui est venue, après la loi de 1852, élargir les effets de la réhabilitation, que faut-il décider ?

La plupart des auteurs estiment que la solution donnée en 1852, doit être maintenue (1). Ils s'appuient, pour décider ainsi, sur ce que rien dans les travaux préparatoires de la loi nouvelle n'autorise à penser qu'on ait voulu modifier la règle adoptée en 1852. Ils ajoutent que s'il est vrai qu'aujourd'hui la réhabilitation ne se borne pas à faire disparaître les incapacités, mais qu'elle efface la condamnation elle-même, cet effet ne se produit que dans l'avenir.

Nous prétendons, au contraire, que la solution donnée

1) Voir Laborde, *Cours de Droit criminel*, n° 701. — Prudhomme, *De la Réhabilitation des condamnés*, n° 25.

en 1852, ne doit plus être admise aujourd'hui et qu'en présence des termes de l'article 634 du Code d'instruction criminelle, « la réhabilitation efface la condamnation », on doit admettre que la réhabilitation peut être poursuivie dans l'intérêt purement moral du condamné et par conséquent après sa mort (1).

Cet anéantissement de la condamnation, c'est bien là semble-t-il, un effet purement moral, ajouté à l'effet pratique de la restitution des droits perdus et on ne peut nier que cet effet nouveau puisse, dans certains cas, intéresser la famille du condamné. Grâce à la nouvelle formule, la réhabilitation pourra désormais être demandée, sans aucun intérêt pratique, uniquement pour l'honneur : « Sans doute la majorité des condamnés, dit M. Bérenger (2), n'est point insensible à la perspective de recouvrer les droits perdus par l'effet de la condamnation, et il peut s'en trouver chez qui cette préoccupation soit la cause déterminante de la demande, mais il faudrait ne point connaître la force des sentiments les plus profonds du cœur humain, pour contester que le mobile le plus puissant comme le plus fréquent chez le condamné, est moins le désir de redevenir électeur ou juré, que l'ambition de faire effacer « la tache de sa vie » et d'obtenir de la puissance publique, un titre qui annule la condamnation et lui restitue l'honneur. »

Cependant la jurisprudence a donné raison aux parti-

(1) En ce sens, Garraud, tome II, n° 97, note 13. — Champ communal. *Examen critique du projet de réforme du Code Pénal français*. — Le Poittevin, *Revue Pénitentiaire*, 1898, page 805.

(2) *Premier rapport au Sénat*.

sans de la négative et la Cour de Paris, dans un arrêt du 19 février 1897, a décidé que « le droit de former une demande en réhabilitation en matière correctionnelle ou criminelle et de suivre sur cette demande, est inhérent à la personne du condamné et qu'il n'est pas transmissible à ses héritiers. » Toutefois il s'est glissé dans cet arrêt une inexactitude qui a son importance : « Considérant, dit l'arrêt..... que la réhabilitation a seulement comme résultat de faire cesser pour l'avenir les incapacités qui, à la suite d'une condamnation, frappent un condamné, dont la culpabilité est incontestée. » La Cour semble ne pas tenir compte d'une des innovations caractéristiques de la loi de 1885, à savoir que « la réhabilitation efface la condamnation. » Or, c'est précisément sur cette disposition nouvelle, que nous nous fondons, pour soutenir que les héritiers peuvent former ou suivre une demande en réhabilitation.

Au surplus, nous n'hésitons pas à reconnaître que la rédaction ambiguë des textes, laisse place à la controverse et nous sommes d'avis que cette question de la réhabilitation après la mort du condamné, demanderait à être résolue en termes exprès.

V. — La législation antérieure à 1885, déclarait indignes d'être réhabilités : 1^o Les condamnés réhabilités, qui encouraient une nouvelle condamnation, même correctionnelle; 2^o Les individus frappés de deux peines afflictives ou infamantes. (Code d'instruction criminelle, ancien article 634).

La loi de 1885 a abrogé toutes ces restrictions. Le

nouvel article 634, § 3 et 4, fixe pour ces deux catégories de condamnés un délai d'épreuve plus long que pour le condamné ordinaire. Cette réforme, conséquence du caractère nouveau de la réhabilitation, est due à la Commission du Sénat, qui proposait de modifier l'ancien article 634, de la façon suivante : « Les individus qui sont en état de récidive légale, ceux qui après avoir obtenu la réhabilitation, auront encore encouru une nouvelle condamnation, ne seront admis au bénéfice des dispositions qui précèdent, qu'après un délai de 10 années écoulées, depuis leur libération. » Mais cette disposition parût elle-même trop rigoureuse à la Commission de la Chambre des Députés et, sur la proposition de M. Maze, elle proposa d'ajouter au texte qui précède, le paragraphe suivant : « Néanmoins, les récidivistes qui n'auront subi aucune peine afflictive ou infamante et les réhabilités qui n'auront encouru qu'une condamnation à une peine correctionnelle, seront admis au bénéfice des dispositions qui précèdent après un délai de 6 années écoulées depuis leur libération. » Ces dispositions nouvelles modifient donc profondément les règles adoptées par la législature de 1852.

VI.— La réhabilitation doit être étendue à ceux qui ont été condamnés par les tribunaux militaires ou maritimes, et ce, qu'il s'agisse de délits purement militaires ou de délits de droit commun. Décider le contraire, ce serait faire une distinction absolument arbitraire en

contradiction, non seulement avec l'esprit de la loi, mais encore avec son texte (1).

VII. — Enfin, la réhabilitation est ouverte à l'étranger condamné en France comme au Français lui-même ; il suffira qu'il ait satisfait à toutes les conditions exigées. Ce point paraissait d'ailleurs constant, avant la loi nouvelle, parce qu'on estimait que l'étranger comme le Français pourrait avoir intérêt à solliciter sa réhabilitation, soit pour parvenir à la naturalisation ou même pour ouvrir une école. D'ailleurs, la loi qui réglemente la réhabilitation étant une loi d'ordre public, doit s'appliquer à tous les individus qui résident sur notre territoire, quelle que soit leur nationalité. Il reste naturellement bien entendu que les condamnations prononcées contre l'étranger par des juridictions étrangères et qui figurent sur son casier, continueront à y subsister, après la réhabilitation obtenue, le principe de la souveraineté s'opposant à ce que les tribunaux français interviennent, pour restituer un Français ou un étranger dans les droits qu'il a perdus, hors de France.

§ II. — CONDITIONS NÉCESSAIRES POUR ÊTRE RÉHABILITÉ

Après avoir passé en revue les personnes qui peuvent solliciter la réhabilitation, nous allons maintenant examiner les conditions qu'il faut remplir, pour y parvenir.

Quatre conditions sont nécessaires pour qu'une demande en réhabilitation soit recevable : 1° Il faut avoir

(1) Sarraute, op. cit., p. 28. André. *De la Récidive*, p. 190. Pradier-Fodé, *Commentaire du Code de justice militaire*, p. 393.

expié sa peine et satisfait à la justice; 2° Il faut avoir acquitté les frais du procès, et, s'il y a lieu, les dommages-intérêts dus à la partie lésée; 3° Il faut avoir mené une conduite irréprochable pendant le délai d'épreuve fixé par la loi; 4° Il faut avoir rempli pendant ce délai d'épreuve certaines conditions de résidence.

A. Satisfaction à la peine.

L'article 619 exige que le condamné ait satisfait à la peine ou qu'il ait obtenu des lettres de grâce, car la réhabilitation est une récompense accordée au condamné qui a expié sa faute et qui s'est reclassé. Quant à la grâce, elle équivaut pour la réhabilitation à la peine subie et « le bienfait du Souverain est, aux yeux de la loi, une garantie aussi puissante que l'expiation même. » Mais doit-on considérer comme une expiation suffisante, le fait de la part d'un condamné à une peine corporelle d'avoir prescrit celle-ci? La loi de 1885, n'ayant pas modifié l'article 619, il fallait décider que le condamné qui a prescrit sa peine, ne peut jamais parvenir à la réhabilitation. C'est en effet ce qu'avait jugé à deux reprises la Cour de Paris, sous l'empire de la loi de 1852 (1). « Autant le législateur, dit l'un des arrêts, a dû se montrer indulgent envers les condamnés, qui, par

(1) Arrêt du 6 avril 1853, *Journal du Palais*, t. LXI, p. 478. — Arrêt du 5 juillet 1853 (D. 54. 5. 61).

leur repentir, ont mérité la remise partielle ou totale de leur peine, autant il a dû se montrer rigoureux pour ceux qui se sont soustraits à l'exécution de la condamnation. » On disait dans ce sens, en interprétant strictement les textes, l'individu n'a pas satisfait à la peine, il doit être indéfiniment considéré comme indigne d'être réhabilité.

Dans un arrêt, en date du 9 novembre 1893, la Cour de Douai avait même décidé que la loi ne faisant aucune distinction entre l'individu condamné contradictoirement et celui qui a été jugé par défaut, entre celui qui a ignoré sa condamnation et celui qui l'a connue, il fallait, par suite, refuser la réhabilitation à tout condamné qui n'avait pas subi sa peine. Sur ce point cependant la jurisprudence paraissait divisée. En effet dans un arrêt rendu le 14 avril 1886 (1), la Cour d'Orléans avait décidé que le condamné par défaut, qui a ignoré sa condamnation, peut être réhabilité, bien qu'il n'ait pu faire admettre son opposition, à raison de la prescription de la peine, et bien qu'il n'ait pu, pour le même motif, subir cette peine. La Cour d'Aix était encore allée plus loin, dans un arrêt en date du 8 novembre 1888 (2), elle avait

(1) D. 86. 2. 269.

(2) *Pandectes française* 589, 2-49 « Attendu, dit cet arrêt, que X..., n'a pas subi la peine d'emprisonnement à laquelle il avait été condamné; que cette peine est aujourd'hui prescrite. Attendu qu'on pourrait assurément prétendre que, d'après les principes généraux du droit, la prescription étant un mode de libération, X... a réellement payé sa dette et peut être réhabilité; que, pour repousser cette conséquence, il serait nécessaire que l'article 619 du Code d'instruction criminelle ait exclu expressément ce mode de libération; qu'on alléguerait vainement que l'individu qui s'est soustrait à l'exécution de la peine est indigne d'intérêt; que

déclaré que l'oubli ou l'erreur du ministère public, qui ne requiert pas l'exécution de la peine, constitue une excuse suffisante pour le condamné et qu'il peut solliciter sa réhabilitation.

Ces décisions, certes, étaient conformes à l'équité, mais nous estimons que les arguments invoqués par ces arrêts ne pouvaient prévaloir contre les termes de l'article 619 du Code d'instruction criminelle. Le vœu de la loi était trop clairement exprimé dans ces mots « peine subie », pour qu'il fût possible de réhabiliter jamais un condamné, qui n'avait pas subi la peine d'emprisonnement prononcée contre lui. Il était donc utile qu'il intervint une solution législative, rendant

cette inexécution peut tenir à une foule de circonstances, dont on ne saurait raisonnablement lui demander compte ; qu'on ne saurait admettre davantage, que l'individu coupable des plus grands crimes, puisse poursuivre sa réhabilitation tandis que celui qui, par des circonstances souvent indépendantes de sa volonté, ou tout au moins par des motifs humainement excusables, s'est dérobé à l'exécution d'une peine minime, ne puisse jamais effacer la flétrissure qu'il a encourue ; qu'on comprendrait cette décision s'il lui était encore possible de payer sa dette mais que les notions de justice les plus élémentaires répugnent à le repousser pour toujours, s'il lui est désormais impossible de se libérer ; que la loi du 14 août 1885 a modifié en ce sens l'article 623 du Code d'instruction criminelle, qui, pour les condamnations pécuniaires écartait, en termes formels, ce mode de libération, mais que l'article 619, n'étant point aussi impératif, dans ses termes, n'avait pas besoin de recevoir une semblable modification. — Attendu au surplus que, dans l'espèce, il résulte des renseignements fournis par le Parquet, que X... ne s'est pas *volontairement* soustrait à l'exécution de la peine, et que c'est par suite d'un oubli ou d'une confusion de noms, que le Procureur de la République a omis de requérir contre lui l'exécution de la peine corporelle ; que si on peut à la rigueur comprendre que le bénéfice de la réhabilitation échappe au condamné qui a refusé de payer sa dette, on ne pourrait du moins s'expliquer qu'une même fin de non recevoir fût opposée, à celui qui, sous ce rapport, n'a à s'imputer aucune faute, si légère fût-elle. Attendu, d'ailleurs, que X., à complètement satisfait aux autres conditions exigées par la loi, pour obtenir la réhabilitation. Par ces motifs, la Cour, faisant droit à la demande de X..., le déclare réhabilité des conséquences légales de la condamnation prononcée contre lui. » —

possible la réhabilitation pour les condamnés ayant prescrit contre l'exécution de la peine.

La réforme fut proposée, le 10 février 1894, par M. Michelin, député. L'auteur de la proposition estimait que le Code d'instruction criminelle, bien qu'il eût été amélioré par les lois de 1852 et de 1885 était encore trop rigoureux en la matière qui nous occupe. Il proposait en conséquence une revision de l'article 619 et l'adoption d'un nouveau texte qui, dans sa pensée, ne devait profiter qu'aux condamnés ayant prescrit contre un jugement ou arrêt contradictoire. Envisageant ensuite la situation des condamnés par contumace ou par défaut, M. Michelin déclarait, dans son rapport, qu'ils étaient peu dignes d'intérêt, étant dans un état de rébellion absolue contre la loi. Mais, lors de la discussion, on fit remarquer avec raison que ce prétendu état de rébellion n'était le plus souvent qu'un état d'inertie; le condamné n'ayant rien fait pour se soustraire au châtiment, la peine s'était prescrite, par exemple parce que le Ministère public avait négligé d'en poursuivre l'exécution. Aussi la Commission n'hésita pas à modifier le projet de loi, dans le sens de l'observation. Voté par la Chambre des députés le 16 mars 1896, par le Sénat le 8 février 1898 et définitivement par la Chambre, le 21 février dernier, le projet est devenu la loi du 10 mars 1898, par laquelle se trouve modifiés les articles 610 et 634 du Code d'instruction criminelle (1).

(1). Voir cette loi à l'appendice 5. *Travaux parlementaires*. — CHAMBRE DES DÉPUTÉS, 20 février 1894, dépôt d'un projet de loi par M. Michelin. — 10 mai 1894

Nous allons brièvement esquisser le commentaire de cette loi. Sous l'empire de la loi de 1885, il était, comme nous l'avons vu, indispensable, pour être réhabilité, d'avoir subi sa peine ou d'avoir obtenu des lettres de grâce. La loi nouvelle supprime, dans l'article 619, les mots : « Celui qui a subi sa peine ou obtenu des lettres de grâce »; désormais tout condamné à une peine criminelle ou correctionnelle peut être réhabilité. Elle ajoute en outre à l'article 634 plusieurs dispositions ayant pour but de déterminer les délais d'épreuve et les conditions de recevabilité de la demande des condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de la peine. Elle assimile ces condamnés, quant aux délais d'épreuve, à des récidivistes (1); le délai est donc de 10 ans, à partir de la prescription, pour les condamnés à une peine criminelle et de 6 ans, pour ceux qui ont seulement été frappés d'une peine correctionnelle (2). Mais elle leur prescrit,

dépôt d'un rapport sommaire par M. Michelin. — 2 juin 1894, prise en considération. — 13 novembre 1894, dépôt d'un rapport par M. Michelin. — 18 juin 1895, ajournement de la discussion. — 20 juin 1895, première délibération, adoption. — 24 octobre 1895, dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Michelin. — 16 mars 1896, deuxième délibération et adoption.

SÉNAT. — 19 mars 1896, transmission. — 18 janvier 1898, dépôt d'un rapport par M. Tillaye. — 28 janvier 1898, première délibération, adoption. — 8 février 1898, deuxième délibération, adoption avec modifications.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — 12 février 1898, transmission. — 15 février 1898, dépôt d'un rapport par M. Michelin. — 21 février 1898, déclaration d'urgence et adoption. — Voir *Journal officiel* du 12 mars 1898.

(1). Comparez Code pénal italien, du 30 juin 1889, art. 100 (Voir cet article à l'appendice 4) qui, assimilant lui aussi ces condamnés à des récidivistes, les autorise à demander leur réhabilitation, lorsque 10 ans sont écoulés, depuis le jour où la condamnation a été prescrite.

(2). Il faut naturellement attribuer aux mots « récidive légale » de l'article 2, § 3 de la loi nouvelle, le sens et la portée que leur attribue la loi du 26 mars 1891. *France judiciaire*, 1898, page 187.

outre les conditions imposées aux autres impétrants des conditions qui leur sont spéciales :

1° Ils sont tenus de justifier qu'ils n'ont encouru, pendant le délai de la prescription, aucune condamnation, pour faits qualifiés crimes ou délits.

Il ne leur sera pas toujours facile de faire cette justification et la Cour d'appel, appelée à statuer pourra même être induite en erreur, dans le cas où s'étant rendus à l'étranger, ils auront encouru des condamnations. Il faudrait donc, dans ce cas, qu'ils produisent des certificats.

Quoi qu'il en soit, à la différence des autres condamnés qui peuvent toujours former une demande en réhabilitation, pour l'ensemble de leurs condamnations, il résulte du dernier paragraphe du nouvel article 634, que les condamnés qui ont prescrit leur peine, sont indignes d'être réhabilités, dans le cas où, pendant les délais de la prescription, ils seraient frappés d'une pénalité quelconque, pour faits qualifiés crimes ou délits. Par contre, si c'est après le délai de la prescription que cette condamnation est encourue ils pourront, le délai légal d'épreuve étant expiré, solliciter leur réhabilitation.

On ne s'explique nullement cette différence entre les deux catégories de condamnés et la rigueur excessive du législateur, à l'égard des premiers, et on a le droit d'être d'autant plus surpris que la loi de 1898, avait précisément pour but de remédier aux situations sans issues que créait la loi antérieure. Cette disposition nouvelle va en outre conduire à des résultats singuliers. En effet,

on peut supposer que la deuxième condamnation encourue pendant le délai de la prescription a été elle aussi une condamnation par défaut ou par contumace, qui n'a pas touché le condamné. Et alors, d'une part, en présence d'une première condamnation par contumace ou par défaut qui n'est pas prescrite, quand il s'agit d'exercer des poursuites nouvelles, la loi estime la situation du prévenu assez favorable, pour écarter les peines de la récidive; d'autre part, en présence de deux poursuites ayant eu lieu dans de semblables conditions, et ayant abouti à des condamnations, la loi place le condamné, au point de vue de la réhabilitation, dans une situation irréparable (1). Et la raison de cette innovation, on ne la trouve nulle part dans les travaux préparatoires, M. Michelin se bornant à dire dans son rapport : « Cela n'est que juste. »

2° Ils sont tenus d'établir qu'ils ont eu une conduite irréprochable, depuis la condamnation.

Ici encore le séjour à l'étranger rendra parfois cette justification assez difficile pour le condamné. Cette deuxième disposition existe d'ailleurs à l'égard des autres condamnés, en vertu du pouvoir souverain d'appréciation de la Cour d'appel. Seulement, comme le fait remarquer M. Laborde (2), elle est « expressément » imposée par la loi au condamné qui a prescrit sa peine, et la conséquence en est que le ministère public pourrait se pourvoir en cassation contre un arrêt de réhabilita-

(1) *France judiciaire*, 1898, page 188.

(2) *Lois nouvelles*, 1898, p. 207.

tion, qui aurait été rendu, sans viser les preuves attestant la bonne conduite de l'impétrant.

En résumé, cette loi du 10 mars 1898, dont le principe est excellent, n'ira pas, croyons-nous, sans faire naître dans sa pratique certaines difficultés d'application qui pourront être résolues différemment, suivant les tribunaux. Le législateur aurait donc agi sagement si, donnant un peu plus d'étendue au texte de la loi, il avait lui-même prévu et résolu ces difficultés.

B. — Paiement des amendes, frais, dommages-intérêts.

Les condamnations pécuniaires que la justice peut avoir prononcées, donnent lieu à des questions complexes. Le nouvel article 623 déclare que le condamné doit « sauf le cas de prescription », justifier du paiement des frais de justice, de l'amende et des dommages-intérêts ou de la remise qui lui en a été faite. A défaut de cette justification, il doit établir qu'il a subi le temps de contrainte par corps déterminé par la loi ou que la partie lésée a renoncé à ce moyen d'exécution. »

Ainsi le principe est que la réhabilitation ne peut être obtenue que si le condamné a satisfait aux condamnations pécuniaires, mais l'article 623, lui-même, apporte à ce principe plusieurs atténuations que nous allons passer en revue.

I. *Amende.* — En ce qui concerne l'amende, imitant en cela la loi de 1852, le législateur de 1885 l'a placée sur le même pied que les autres condamnations pécuniaires. Or, il ne saurait y avoir aucune assimilation possible entre l'amende, qui est une peine et les frais et dommages-intérêts, qui sont des créances publiques ou privées. C'est donc à tort, selon nous, que le législateur a admis comme mode de libération pour l'amende, la prescription qu'il refusait d'admettre en matière d'emprisonnement (1). Ainsi donc la loi admet pour l'amende, en dehors du paiement, trois modes de libération : la grâce, la prescription et l'exercice de la contrainte par corps. A cette énumération il convient de joindre la transaction, dans le cas où la condamnation à l'amende a été prononcée à la requête d'une administration qui a le droit de transiger. On a même admis, dans une espèce où le ministre des Finances avait outrepassé ses droits, que la décharge par lui abusivement octroyée était irrévocablement acquise à l'impétrant et le libérait complètement vis-à-vis du Trésor.

Supposons maintenant qu'une amende ait été prononcée solidairement. Si l'un des condamnés solidaires veut

(1) Cette disposition ne figurait pas dans le texte de la proposition Béranger. Mais, lors de la première délibération à la Chambre, M. Mazon, député, supposant qu'un individu condamné simultanément à l'emprisonnement et à l'amende, avait subi l'emprisonnement et prescrit l'amende, demandait qu'il lui fût permis de solliciter sa réhabilitation, en justifiant qu'il était hors d'état de se libérer au moment où la prescription avait été acquise. Cette dérogation au principe de la réhabilitation se trouve aggravée dans le deuxième rapport, fait au Sénat, par M. Béranger, lors du retour de la loi ; il proposa en effet et fit adopter la suppression de cette nécessité pour le condamné, d'établir son insolvabilité, au moment où la prescription s'est trouvée pour lui acquise.

obtenir sa réhabilitation, il devra produire tout à la fois la quittance de son amende personnelle et de celle infligée à ses complices ; et, dans le cas où le versement n'aurait pas été opéré par lui, la preuve de la restitution de sa propre part à celui qui a payé la totalité de l'amende. La solution que nous donnons résulte formellement des termes de l'article 623, § 5, qui décide « qu'en cas de condamnation solidaire, la Cour fixe la part des frais de justice, de dommages-intérêts et du passif, qui doit être payée par le demandeur » ; puisque le législateur ne parle pas de l'amende, c'est évidemment qu'il a voulu que la solidarité conservât tous ses effets.

II. *Frais de justice.* — En ce qui concerne les frais de justice, sous la loi de 1852, le paiement et la contrainte par corps étaient les seuls modes de libération. Comme nous l'avons vu plus haut, aujourd'hui, aux termes du nouvel article 623, § 1, la prescription acquise dispensera également le condamné de payer les frais (3). Quant à la grâce, il ne peut en être question ici ; la condamnation aux frais n'ayant pas le caractère pénal qui seul légitimerait une décision gracieuse.

Si l'on se trouve en présence d'un condamné indigent le § 4 de l'article 623 dispose que si ce condamné « justifie qu'il est hors d'état de se libérer des frais de justice, la Cour peut accorder la réhabilitation, même dans le cas où ces frais n'auraient pas été payés ou ne l'auraient

(1) Cette prescription est évidemment la prescription trentenaire, car la créance de l'Etat est une créance civile.

été qu'en partie. » Cette disposition est une heureuse innovation de la loi de 1885. En effet, sous l'empire de la loi de 1852, et bien que la loi du 22 juillet 1867, par une disposition d'ailleurs abrogée depuis⁽¹⁾, ait supprimé la contrainte par corps, pour le paiement des frais de justice, la Cour de cassation⁽²⁾ décidait que le demandeur ne pouvait être dispensé d'acquitter les frais de justice, malgré la production de certificats réguliers, constatant son indigence. C'était là une disposition exorbitante, qui écartait de la réhabilitation les individus les plus intéressants. Aujourd'hui, c'est la Cour d'appel qui sera chargée d'apprécier souverainement si oui ou non le condamné est réellement insolvable.

Nous avons jusqu'ici supposé que le jugement prononçant la condamnation n'avait eu à statuer que sur un seul condamné. Nous allons maintenant examiner ce que la loi décide, dans le cas où le demandeur aurait eu des complices.

Avant la loi de 1885, en vertu du principe de la solidarité, le condamné devait, dans cette hypothèse, établir que la part de ses complices avait été acquittée, soit par eux, soit par lui-même, et, dans le premier cas, il devait justifier du remboursement de l'avance ainsi faite. L'art. 623 nouveau § 5 vient décider « qu'en cas de condamnation solidaire, la Cour fixe la part des frais de justice, des dommages-intérêts et du passif, qui doit être payé par le condamné ». Cette innovation est tout

(1) Loi du 19 décembre 1871, art. 1^{er}.

(2) *Cassation*, 17 novembre 1871. D. 71. I. 361.

à fait équitable ; souvent, en effet, les condamnés étaient forcés de renoncer à l'espoir de la réhabilitation, la somme nécessaire pour le paiement des frais étant parfois considérable. De plus, le système de la loi de 1852 était injuste, en ce sens qu'il pouvait parfois arriver que la plus grande partie des frais ait été nécessitée par un ou plusieurs des condamnés, et on les en rendait cependant tous solidaires.

Mais cette nouvelle réglementation nous amène à nous poser cette question : est-ce que le paiement de cette part contributive aura pour effet de libérer définitivement le demandeur envers le Trésor ? On pourrait soutenir, en s'appuyant sur un passage du rapport de M. Gomot, que le réhabilité se trouve définitivement libéré : « Les nouvelles dispositions, dit le rapporteur, ajoutées par le Sénat à l'art. 623, sans engager bien sérieusement nos finances, tiennent compte de l'assistance due à l'indigent honnête ». Cependant il faut, sans hésitation, adopter l'opinion contraire, et déclarer que la réhabilitation accordée dans de telles conditions ne peut, dans la suite, mettre obstacle aux poursuites. Les frais de justice constituent, en effet, au profit du Trésor, une créance inaliénable et rien dans le texte de l'art. 623 n'autorise à voir dans l'arrêt de la Cour, une remise de dette.

III. *Dommages-intérêts*. — Le condamné qui demande à être réhabilité doit aussi justifier du paiement des dommages-intérêts dus à la partie lésée.

L'ancien art. 623 disposait que le condamné « devait

justifier du paiement des dommages-intérêts auxquels *il a pu être condamné* ou de la remise qui lui en a été faite. »

Il semblait bien résulter de ce texte que la législation supposait qu'une condamnation sur ce chef avait été prononcée par les tribunaux, mais n'avait nullement prévu le cas où la partie lésée n'avait demandé aucuns dommages-intérêts. Mais « par une juste extension du principe de haute moralité, qui avait dicté cette disposition (1) », la jurisprudence de la Chancellerie exigea, toutes les fois qu'il y avait eu une ou plusieurs personnes lésées par le délit, que le condamné rapportât la preuve de la réparation du préjudice causé. C'est ce qu'on appelait, dans le langage des Parquets : « le certificat du désintéressement. »

Il ne suffisait donc pas au condamné de justifier qu'on ne lui avait demandé de dommages-intérêts, ni accessoirement à l'action publique, ni par voie de citation distincte, devant les tribunaux civils. Il devait offrir réparation à la partie lésée qui n'avait rien demandé, et rapporter un certificat, aux termes duquel la partie lésée se reconnaissait désintéressée ou du moins déclarait se désister de toute réclamation. En outre, si la personne lésée par le délit était inconnue ou ne pouvait être retrouvée, il fallait que le condamné versât, au profit d'un établissement de bienfaisance ou d'une œuvre charitable, une somme suffisante pour représenter la réparation du préjudice causé.

(1) Billecoq, *De la réhabilitation des condamnés*, p. 25.

Lors de la discussion de la loi de 1885, ces distinctions arbitraires de la Chancellerie, par suite le plus souvent d'une interprétation maladroite, ayant donné lieu à un nombre considérable d'abus (1), furent l'objet de vives critiques, et, sur les observations de M. Gilbert-Boucher (2), le Sénat substitua aux mots : « auxquels il a pu être condamné. », les mots « auxquels il a été condamné. » Le débat qui eut lieu ensuite à la Chambre entre M. Mazon et M. Freppel, vint confirmer la réforme accomplie ; et enfin, dans son rapport au Sénat, M. Béranger s'exprima ainsi, à ce sujet : « Il convient qu'il ne puisse être ajouté aucune exigence administrative aux prescriptions déjà bien rigoureuses de la loi ; que l'obligation des condamnés se borne à acquitter les frais de justice, l'amende et les dommages-intérêts auxquels ils ont été « *réellement* » condamnés et qu'ils ne soient pas astreints à des réparations, soit pécuniaires, soit morales, que la justice n'a point prononcées et dont personne n'a même songé à la saisir. La Commission n'a pas cru devoir donner une forme législative à l'expression de ce vœu. Mais elle a décidé qu'il serait formellement mentionné dans le rapport (3). »

(1) Voir à ce sujet Leloir, *Etude sur l'art. 623 du Code d'instruction criminelle*.

(2) Séance du 1^{er} avril 1885. *J. offi.* 2 avril. Débats Parl. Sénat, p. 3.

(3) *Contra* M. Garraud qui déclare, à tort, selon nous, dans son *Précis de Droit criminel*, 1^{er} vol., p. 320 : « Sous l'empire de la législation antérieure, il était de jurisprudence d'imposer au demandeur l'obligation de produire un certificat constatant la réparation du préjudice causé. Quand la réparation directe était impraticable, on la remplaçait par le versement d'une offrande au bureau de bienfaisance. Rien n'a été changé à ce point de vue par la loi du 14 août 1885 à l'état de la législation antérieure. »

La règle est donc qu'on ne peut plus exiger du demandeur en réhabilitation, de certificat de désintéressement de la partie lésée : « Si elle s'est constituée partie civile et si elle a obtenue condamnation, le coupable pour se faire réhabiliter devra payer la somme à laquelle il a été condamné, tel est le principe inscrit dans la loi. Mais, dans le cas où la partie lésée ne s'est pas portée partie civile et n'a pas de titre, il est entendu maintenant, — malgré les controverses qui ont eu lieu sur ce point, — que le coupable, pour obtenir sa réhabilitation, n'est pas obligé d'aller trouver la partie lésée et de régler avec elle la question d'indemnité (1) ».

Doit-on approuver, sans restrictions, cette nouvelle mesure ? Certes, nous concédons qu'avec l'ancienne exigence du « certificat de désintéressement » il y avait souvent des abus ; les parties lésées se livraient parfois à de véritables marchandages, et plus d'un condamné dut, pour obtenir sa réhabilitation, consentir à des sacrifices excessifs. Mais faut-il conclure de là que le principe était mauvais ? Tel n'est point notre avis et nous estimons au contraire qu'il était essentiellement moral et destiné à relever singulièrement le prestige qui doit s'attacher à la réhabilitation. C'est sa mise en œuvre, croyons-nous, qui fut défectueuse, et, pour éviter les abus que nous signalions plus haut, il aurait suffi qu'une réglementation intervint et que la Cour, par exemple, fût appelée à fixer, dans les cas seulement où

(1) M. A. Le Poittevin, *Revue Pénitentiaire*, 1898, p. 621.

il y aurait eu réellement préjudice causé, le montant de l'indemnité, qui serait allouée à la partie lésée. — Aujourd'hui d'ailleurs cette question est à l'ordre du jour; un mouvement se dessine en faveur d'une réparation plus fréquente du dommage causé par le délit et nous ne serions pas surpris qu'une solution législative intervînt, pour compléter, à ce sujet, la loi du 14 août 1885. En effet, aux Congrès pénitentiaire de Christiania (1891) et de Paris (1895), on a émis le vœu que la législation pénale, tînt désormais compte plus qu'elle ne l'a fait jusqu'alors, de la nécessité d'assurer la réparation due à la partie lésée. — Dans ce but les congressistes ont proposé plusieurs moyens; je n'en veux retenir qu'un, celui qui nous intéresse en ce moment. Il consisterait à subordonner la réhabilitation, la condamnation conditionnelle et la libération conditionnelle à la réparation, sinon totale, tout au moins partielle, du dommage.

La question a été reprise cette année à la Société des Prisons, et elle a fait l'objet d'un rapport très complet, rédigé par M. Félix Lacoïn (1). Au cours de la discussion de ce rapport, M. Rivierre, s'exprimait ainsi, au sujet de la réhabilitation : « Je voudrais, disait-il, attirer votre attention sur ce point, parce qu'il me semble qu'en cette matière, notre administration tourne le dos au progrès. Jusqu'à ce jour, quand je m'occupais de la réhabilitation d'un patronné, je m'attachais à lui faire compren-

(1) Voir *Revue Pénitentiaire*, 1898, p. 406.

dre la nécessité morale de réparer le préjudice causé à la victime et à obtenir de lui la quittance de cette victime. — Une lettre récente de la Chancellerie a recommandé au Parquet général de ne plus s'occuper de l'indemnité de la partie lésée, en lui rappelant d'ailleurs très légalement, sinon très opportunément la Circulaire du 14 octobre 1885. S'il est vrai que la loi de 1885 ne permet pas d'exiger la production de cette libération morale, il était à mon avis aisé de ne pas souligner cette faculté par le requérant de ne pas acquitter sa dette et de ne pas sembler provoquer ainsi le non paiement d'une étroite dette d'honneur. »

Nous ne pouvons qu'applaudir aux paroles de l'éminent Secrétaire général de la Société des Prisons, parce que, comme lui, nous estimons que le désintéressement de la partie lésée peut être, pour l'œuvre de l'amendement et de la réhabilitation du coupable, un puissant auxiliaire, et nous faisons des vœux pour qu'on retourne à l'ancienne pratique suivie avant 1885, en la réglementant toutefois afin d'éviter le retour des abus que nous signalions plus haut. —

En ce qui concerne les dommages-intérêts, qui ont été fixés par le jugement, la libération du demandeur, peut résulter de plusieurs causes différentes et s'opérer par l'un des modes suivants :

1^o *Paiement effectif.* — Mais, dans ce cas, comme nous l'avons indiqué pour les frais, lorsqu'une condamnation solidaire est intervenue entre plusieurs inculpés,

la Cour (art. 623, § 5) fixe la part de dommages-intérêts afférent au demandeur en réhabilitation.

2° *Remise ou transaction.* — On peut concevoir en effet, que la partie lésée, en présence de l'infortune du condamné, renonce à se prévaloir d'un jugement qui lui attribue une indemnité ou n'exige qu'une partie de cette indemnité. Il suffira dans ce cas que le demandeur en réhabilitation justifie de la renonciation de la partie lésée ou du paiement transactionnel effectué entre ses mains.

3° *Prescription.* — Avant la loi de 1885, on n'admettait pas que le condamné pût invoquer la prescription pour se libérer des frais et des dommages-intérêts. On estimait avec raison que la réhabilitation, étant une récompense accordée à un condamné redevenu par sa bonne conduite digne de l'estime de ses concitoyens, était exclusive de la prescription, qui aboutit dans certains cas à une spoliation.

Le législateur de 1885 a, suivant nous, admis ici la prescription, comme mode de libération, par suite d'une erreur de droit, qui, lors de la discussion, n'a pas été relevée: « La prescription, déclarait à cette époque M. Mazon, député, a un caractère absolu et d'ordre public. Il n'est plus possible au condamné de payer.... S'il ne pouvait l'invoquer, il en résulterait pour lui, l'impossibilité absolue de se faire réhabiliter (1) ». Ce raisonnement serait exact, si la prescription appli-

(1) Séance du 18 mai 1885.

cable en notre matière, était la prescription criminelle. Mais, de même que nous l'avons indiqué plus haut, en parlant des frais de justice, c'est à la prescription civile que sont soumis les dommages-intérêts (art. 642, Code d'instruction criminelle). Or, en droit civil, la dette persiste, bien que le délai fixé pour la prescription soit écoulé, tant qu'elle n'est pas invoquée par le débiteur (art. 223, C. civil). Aucun obstacle légal n'empêchait donc le condamné de payer ; et alors il est regrettable qu'on ait enlevé à la partie civile la seule chance d'être payée que lui ménageait encore le désir de la part de ce condamné de montrer à la Cour, le regret absolu du passé, par l'acquiescement d'une seule obligation de conscience.

4^o *Contrainte par corps*. — À défaut de toute autre justification de libération, le demandeur en réhabilitation doit établir qu'il a subi le temps de contrainte par corps, déterminé par la loi ou que la partie lésée a renoncé à ce moyen d'existence.

Cette disposition a été introduite dans notre Code en 1852, et le rapporteur de la Commission, M. Langlais la justifiait en ces termes : « Il nous a paru que la contrainte par corps était le signe le moins trompeur, auquel la justice pût reconnaître l'insolvabilité du condamné, parce qu'il s'appuie sur les inspirations de l'intérêt privé. La victime d'un crime ou d'un délit ne renoncera guère à la contrainte, tant qu'elle conservera quelque espérance d'être indemnisée et on ne verra

aussi que dans des cas très rares, un criminel sacrifier de longues années de liberté, seulement pour se soustraire aux dommages-intérêts. »

Il faut d'ailleurs ajouter que bien rarement dans la pratique on fait usage de ce mode d'exécution, qui est aussi coûteux qu'improductif vis-à-vis des individus. —

5° *Dépôt à la Caisse des Consignations.* — L'ancienne législation présentait une grave lacune, la plus grande incertitude régnait en effet, pour le cas où la partie lésée ne pouvait être retrouvée ou refusait de recevoir les dommages-intérêts alloués. .

La question a été résolue, dans son paragraphe 6, par le nouvel article 623 : « Si la partie lésée ne peut être retrouvée ou si elle refuse de recevoir, il est fait dépôt de la somme versée à la Caisse des dépôts et consignations, dans la forme des articles 812 et suivants du Code de procédure civile. » Et, par un motif d'équité, le texte ajoute : « Si la partie lésée ne se présente pas, dans un délai de 5 ans, pour se faire attribuer la somme consignée, cette somme est restituée au déposant, sur sa simple demande. »

Mentionnons, en terminant sur ce sujet, que la loi du 14 août 1885 reproduit la disposition finale de l'article 623, adopté en 1852, et qui impose au condamné pour banqueroute frauduleuse de justifier paiement du passif de la faillite en capital, intérêt et frais ou de la remise qui lui en a été faite.

C. — Délais d'épreuve

Le condamné ne peut être admis à demander sa réhabilitation avant un certain délai d'épreuve, qui doit être suffisant, pour faire présumer que son repentir et son amendement sont sincères. Cette nécessité d'un délai d'épreuve est tellement évidente que toutes les lois sur la réhabilitation ont maintenu l'exigence, en se contentant seulement d'en modifier la durée. Sous la loi de 1852 le délai était de 5 ans pour tout condamné à une peine criminelle et de 3 ans pour un condamné à une peine correctionnelle. La loi nouvelle a conservé ce délai (1). Mais, par contre, l'ancien article 634 excluait à tout jamais de la réhabilitation : 1^o Celui qui avait été condamné deux fois à des peines afflictives ou infamantes; 2^o Celui qui, depuis sa réhabilitation avait été condamné une seconde fois. Cette disposition était dure et surtout la seconde, depuis que l'usage s'était introduit de demander la réhabilitation, à la suite de condamnations minimes. Le nouvel article en atténue les rigueurs; désor-

(1) Lors de la discussion de la loi, la Commission du Sénat avait proposé d'unifier les délais. « La loi qui impose justement une épreuve de 5 ans au condamné criminel, disait M. Béranger, dans son rapport au Sénat, fait-elle sagement d'abaisser à trois années les garanties réclamées au condamné correctionnel ? La Commission ne l'a pas pensé. Elle ne s'est pas expliquée d'ailleurs cette différence dans l'épreuve à subir. Le degré de l'immoralité de l'acte et surtout de l'agent qui le commet n'est pas toujours en raison de la gravité légale du fait imputé. Certains condamnés correctionnels offrent beaucoup moins de garanties morales que certains criminels qualifiés. En conséquence, elle a cru juste d'uniformiser la règle. » Mais sur la demande du Directeur de l'Administration pénitentiaire, les deux premiers paragraphes de l'art. 641 furent maintenus dans la modification.

mais, celui qui est en état de récidive légale, celui qui a encouru une condamnation, après sa réhabilitation, peuvent demander à être réhabilités après l'expiration d'un délai de 10 ans. Encore ce délai est-il réduit à 6 ans dans le premier cas, lorsque le récidiviste n'a jamais été condamné à une peine afflictive et infamante ; dans le deuxième cas, lorsque la condamnation était purement correctionnelle.

Et maintenant si nous examinons attentivement les innovations de la loi de 1885, nous ne tardons pas à découvrir que si, par certains côtés, elle est plus favorable que l'ancienne, elle est, par contre, dans certains cas, plus rigoureuse. Prenons par exemple le cas d'un récidiviste de peine criminelle à peine criminelle ; il pourra aujourd'hui demander sa réhabilitation, ce que la loi de 1852 lui refusait. Mais, d'autre part, le récidiviste de peine criminelle, à peine correctionnelle ou de peine correctionnelle à peine correctionnelle, qui, sous l'empire de la loi de 1852, pouvait solliciter sa réhabilitation au bout de 5 ans, devra aujourd'hui attendre 6 ans, avant de déposer sa demande ; on arrive ainsi à cette conséquence qu'un condamné à la réclusion ou aux travaux forcés à temps pourra être réhabilité 5 ans après l'expiration de sa peine, tandis qu'un simple récidiviste, en matière correctionnelle devra attendre 6 ans après l'expiration de sa peine pour saisir le Parquet de sa requête.

Ces anomalies ne peuvent logiquement s'expliquer, et elles sont certainement passées inaperçues, lors de la

rédaction de la loi : « Le législateur, dit M. Prudhomme (1) », a évidemment obéi ici aux préoccupations qui avaient précédemment dicté la loi sur la relégation des récidivistes. Mais n'a-t-il pas trop oublié qu'une loi sur la réhabilitation est avant tout une loi d'indulgence et de pardon ? Or, les lois de cette nature doivent s'appliquer à ne décourager aucune bonne volonté. Diminuer la durée de l'épreuve, c'est accroître chez le condamné l'énergie de l'effort, pour revenir au bien, par la promesse d'une récompense plus prochaine. Et qu'on ne craigne pas de s'exposer à prodiguer ainsi les faveurs de la loi à des individus qui en seraient indignes. L'autorité chargée de statuer sur la requête, saura bien découvrir si l'épreuve a été suffisante, eu égard aux garanties d'amendement données par le pétitionnaire et toute demande prématurée sera certainement rejetée ». Au surplus, il ne faut pas non plus perdre de vue qu'à l'époque où fut rédigée la loi de 1885, les mots « récidive légale » avaient un sens précis, qui a été singulièrement modifié par la mise en vigueur de la loi du 26 mars 1891. A cette époque, de crime à crime, de crime à délit et de délit à délit, les peines de la récidive étaient encourues quel que fût le temps écoulé entre les deux condamnations et sans aucune condition de similitude entre les deux faits. La récidive, sous l'empire du Code pénal, était donc toujours absolue. Or, depuis la loi du 26 mars

(1) *De la réhabilitation des condamnés.*

1891, dans la plupart des cas de récidive de délit à délit, c'est la règle inverse qui a prévalu. La récidive est spéciale ; elle n'est constituée que par la répétition d'un délit identique ou assimilé à celui qui a provoqué la première condamnation. En second lieu, les peines de la récidive qui étaient encourues, quel que soit le délai écoulé entre la première condamnation et le second délit, ne le sont plus aujourd'hui, si le second délit est commis plus de cinq ans après l'expiration de la première condamnation ou sa prescription. Enfin et surtout les peines de la récidive qui n'étaient encourues qu'autant que la première condamnation portait une peine d'emprisonnement supérieure à une année, sont maintenant appliquées, quelle que soit la durée de l'emprisonnement prononcé pour la première condamnation. Elles sont toutefois établies sur des bases différentes, suivant que la première condamnation est intérieure ou supérieure à une année d'emprisonnement. Faut-il conclure de là que le sens des mots « récidive légale » inscrits, dans l'article 634 du Code d'instruction criminelle, a été modifié par la promulgation de cette loi du 26 mars 1891 ? Si on admet l'affirmative, on arrive à des résultats qui peuvent paraître excessifs. Par exemple, un individu est condamné pour mendicité à 48 heures d'emprisonnement, une seconde fois, étant en état de récidive légale, il est condamné à 5 jours d'emprisonnement pour vagabondage ; cet individu ne pourra être réhabilité que 6 ans après l'expiration de cette seconde peine, tandis qu'un

individu condamné pour escroquerie à 3 ans d'emprisonnement, pourra être réhabilité trois ans après sa libération. C'est cependant, suivant nous, l'affirmative qui doit être adoptée, et, sans donner pour cela à la loi du 26 mars 1891, un effet rétroactif, nous estimons qu'elle doit réagir sur la loi du 14 août 1885 et modifier la portée des mots « récidive légale », inscrits dans cette loi.

Certains auteurs au contraire déclarent (1) que les dispositions d'une loi postérieure à la loi de 1885, et tout à fait distincte quant à son objet, n'ont pas pu réagir sur la loi précédente pour en changer la portée et, qu'en conséquence, en matière de réhabilitation, on doit continuer à prendre les mots « récidive légale » dans le sens qu'ils avaient, lorsque l'article 634 a reçu sa forme définitive.

Quoi qu'il en soit, et qu'on adopte l'une ou l'autre des opinions que nous venons d'exposer, la conclusion de tout ceci, selon nous, c'est qu'on devrait supprimer pour bien faire toutes ces catégories différentes de délais, suivant les condamnés, et se contenter d'un délai unique de 3 ou 5 ans, laissant à la Cour le soin de décider si dans certains cas et, pour les récidivistes en particulier, ce délai est suffisant. C'est assurément une présomption grave qu'un individu, plusieurs fois condamné, ne soit pas amendé aussi vite qu'un délinquant d'occasion, mais ce n'est pas là cependant une vérité absolue. Cer-

(1) En ce sens, Leloir, *France judiciaire*, 1898, p. 187.

tains individus, condamnés, même un grand nombre de fois, pour des délits n'emportant pas une véritable souillure, tels que bris de clôture, infraction à la police des chemins de fer, outrages aux agents, sont souvent plus faciles à remettre sur la voie du travail et de la bonne conduite que certains malfaiteurs ou escrocs condamnés, pour la première fois, à une peine légère.

Mais alors, pourrait-on nous objecter, vous tombez dans l'arbitraire? A cela nous répondons que, puisque cet arbitraire doit être confié au pouvoir judiciaire, à l'autorité supérieure des Cours, la garantie nous paraît suffisante et point n'est besoin d'aller réclamer de la loi la fixation d'un délai de rigueur. D'ailleurs que va-t-il se passer exactement? Le récidiviste, aussitôt le délai d'épreuve légale expiré, va déposer sa demande, mais si les garanties offertes sont insuffisantes, la Cour rejettera impitoyablement sa demande, en lui imposant une nouvelle épreuve de 2 ans (article 629 du Code d'instruction criminelle). Dans ces conditions, on peut dire que les délais d'épreuve fixés par la loi ne sont, à proprement parler que la détermination d'un minimum.

Et maintenant il nous reste à examiner quel est le point de départ de ces délais d'épreuve? C'est en général le jour de la libération de la peine. Mais ce point de départ ne pouvait s'appliquer à la dégradation civile et à la surveillance de la haute police prononcées comme peines principales (1), la loi déclare que le délai

(1) L'interdiction de résidence ayant remplacé la peine de la surveillance de la haute police, et le législateur de 1885, ayant par omission oublié de faire dans

court, dans ce cas, au profit des condamnés à la dégradation civique, du jour où la condamnation est devenue irrévocable ou de l'expiration de la peine d'emprisonnement si elle a été prononcée; et, pour les condamnés à la surveillance, du jour où la condamnation est devenue irrévocable.

Que faut-il décider, dans le cas de condamnation à l'amende, prononcée par le Tribunal correctionnel ou substituée, par une décision gracieuse à la peine d'emprisonnement.

Dans le silence de la loi, plusieurs auteurs ont soutenu que le point de départ du délai d'épreuve était le jour du paiement de l'amende (1). La Chancellerie au contraire décide que le point de départ du délai est le jour où la condamnation est devenue définitive ou bien celui où la décision gracieuse a été acquise (2). Cette décision est d'ailleurs bien dans l'esprit de la loi de 1885, qui admet la prescription comme mode de libération pour l'amende.

Si on se trouve en présence d'un condamné à une peine criminelle, qui, par suite de commutation de peine, n'est plus soumis qu'à une peine correctionnelle, il faut décider que la loi, s'attachant exclusivement à la

l'article 620, paragraphe 3, la substitution, il faut appliquer à l'interdiction de séjour ce qui est dit de la surveillance de la haute police.

(1) Sarraute. *De la réhabilitation des condamnés*, p. 36. — Garraud, numéro 98. — Prudhomme, p. 19.

(2) Décision minist. pub., 31 décembre 1878. — *Recueil officiel*, t. 2, p. 221, numéro 11.

peine prononcée, il faudra, en pareil cas, exiger le délai le plus long.

Appliquant toujours le même principe, nous déciderons qu'on ne doit pas s'inquiéter de la juridiction qui a statué et qu'un individu condamné par une Cour d'assises à une peine correctionnelle, pourra demander sa réhabilitation, trois ans après l'expiration de sa peine.

Enfin, le condamné qui a bénéficié des dispositions du titre I^{er} de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, pourra, selon nous, faire courir le délai d'épreuve, du jour de sa mise en liberté conditionnelle. L'opinion contraire a été soutenue par certains auteurs qui déclarent que tant que la libération n'est pas définitive, la peine est toujours en cours, puisqu'à tout instant un arrêté peut être pris par le ministre de l'Intérieur pour révoquer la libération anticipée. De plus l'article 619 parle seulement de grâce pouvant remplacer l'exécution de la peine, le demandeur ne se trouve donc pas dans les conditions prescrites par l'article 619 du Code d'instruction criminelle. Ils ajoutent enfin, qu'il y a là deux stages différents et que les conditions de bonne conduite nécessaires pour mériter d'être maintenu en liberté conditionnelle, sont loin d'être aussi rigoureuses que celles exigées pour obtenir la réhabilitation. La sanction de ces deux stages ne doit donc pas être la même.

Certes dans le cas, qui sera d'ailleurs fort rare, où un libéré conditionnel, aurait accompli le temps d'épreuve nécessaire à la réhabilitation, avant que sa libération

conditionnelle soit devenue définitive, il est certain que la Cour ne manquerait pas d'ajourner la demande en réhabilitation que formerait ce libéré jusqu'à ce que sa libération soit devenue définitive. Dans cette hypothèse, on peut dire que la peine n'est pas antérieurement subie, tant que la liberté peut être révoquée. Mais si nous laissons de côté ce cas exceptionnel, nous pensons que le système que nous venons d'exposer est absolument contraire à l'esprit de la loi. En effet, le législateur de 1885 pour faciliter l'accès de la réhabilitation aux condamnés et faire naître chez eux le désir de reconquérir leurs droits de citoyen leur a, dès l'entrée en prison, laissé entrevoir que par une bonne conduite soutenue ils pouvaient espérer, à brève échéance, être libérés conditionnellement. Mais nulle part il n'est question de deux stages différents; et, si le condamné se conduit assez bien pour être maintenu en liberté, sans justifier pour cela d'un amendement suffisant pour obtenir sa réhabilitation, la Cour, appelée à statuer souverainement, doit avoir seule à apprécier cet état de choses. Quant à l'argument de nos contradicteurs, qui consiste à dire que la libération conditionnelle n'équivaut pas à la libération de la peine, nul doute qu'il soit absolument précis. Mais nous y répondons en prétendant que lorsqu'aucune révocation n'est intervenue et que la liberté est devenue définitive elle doit être rétroactivement considérée comme définitive, du jour où le condamné est sorti de prison. Le temps d'épreuve qu'exige la loi a été subi; à la Cour d'apprécier si les

garanties d'amendement offertes par le condamné sont insuffisantes.

Une dernière difficulté se présente, pour le cas où un individu, soumis à la relégation, a fait l'objet d'une décision de libération conditionnelle. On sait que si l'administration révoque sa mise en liberté, il est de nouveau soumis à la relégation; si au contraire aucune mesure n'est prise contre lui, dans les 10 années qui suivent l'expiration de la peine principale, le droit de révocation prend fin. Dans ces conditions, à quelle époque va courir le délai d'épreuve, pour obtenir la réhabilitation? Sera-ce au bout de six ans ou de seize ans? Pour répondre à cette question, nous n'avons qu'à appliquer les principes que nous exposons plus haut; ils nous conduisent à décider que le condamné pourra être réhabilité après un délai de six ans, à compter du jour où il aura terminé sa peine d'emprisonnement. En effet, la relégation n'est dans l'espèce, qu'une peine accessoire, qui ne fait pas obstacle à une demande en réhabilitation, quand la peine principale a été subie.

D. — Résidence.

Pendant ce temps d'épreuve, la conduite du condamné a besoin d'être observée d'une manière suivie : « La loi a voulu, dit M. Faustin-Hélie, que la vie des condamnés, pendant ce laps de temps, fût ouverte à tous les regards et pût être soumise à un contrôle efficace; elle a voulu qu'une longue résidence fût le gage

d'habitudes contractées et de moyens certains d'existence ». Aussi celui qui sollicite sa réhabilitation doit être resté pendant les 5 ans ou les 3 ans, qui ont précédé sa demande, dans le même arrondissement, et, sur ce laps de temps, il doit avoir résidé pendant les deux dernières années dans la même commune. Il reste bien entendu qu'un déplacement momentané ou même de courtes absences justifiées par des motifs plausibles ne sauraient constituer à l'égard du libéré des interruptions de résidence, nécessitant un nouveau point de départ des délais légaux.

Deux questions se présentent, au sujet de l'interprétation de l'article 621 du Code d'instruction criminelle.

Tout d'abord, le séjour de 5 ans ou de 3 ans, dans le même arrondissement, doit-il précéder immédiatement l'introduction de la demande ?

Il semblerait bien, à lire le texte de l'article 621, que l'affirmative dût l'emporter. Cet article s'exprime ainsi : « Si le condamné a résidé *depuis* 5 ou 3 années... » ; aussi certains auteurs soutiennent que c'est au moment où il forme sa demande que le condamné doit remplir les conditions à l'accomplissement desquelles est subordonnée l'admission de la réhabilitation. Il importerait peu, selon eux, que le condamné se soit montré digne, à un moment donné, d'obtenir sa réhabilitation, par la persistance de sa bonne conduite, pendant un séjour de 3 ou 5 ans, dans le même arrondissement ou dans la même commune, s'il n'a pas formé sa demande, alors

qu'il satisfaisait aux conditions requises par la loi. Ils ajoutent enfin que le législateur a estimé qu'une vie vagabonde et des déplacements successifs étaient inconciliables avec la justification d'une bonne conduite, pendant un laps de temps déterminé, et que le condamné qui, le temps de séjour fixé par la loi étant expiré, a interrompu la continuité de sa résidence, sans demander à ce moment à être réhabilité, ne réunit plus dans la suite les conditions légales, nécessaires à l'obtention de sa réhabilitation.

Nous pensons, au contraire, en ce qui touche cette condition de séjour, que la loi se borne à exiger du condamné la justification d'un séjour continu de 5 ou de 3 années dans une même arrondissement. Rejeter *à priori* une demande en réhabilitation, par cet unique motif que le condamné, une fois le séjour légal accompli, a changé de résidence et n'a formé sa demande qu'après avoir opéré ce changement, c'est, selon nous, mal interpréter la pensée qui a guidé le législateur. Ajoutons d'ailleurs, avec la Cour de Paris (1), « qu'on s'expliquerait d'autant moins cette exigence que les tribunaux chargés d'examiner la demande, ont toujours la ressource de rejeter cette demande si les renseignements fournis sur le condamné, ne leur paraissent pas suffisamment favorables. »

Il nous semble même qu'on aurait pu sans inconvénient supprimer cette exigence d'un séjour dans le

(1) Cour de Paris, 25 janvier 1889. D., 90, 2, 310.

même arrondissement. En effet, ce que la loi a voulu, c'est obliger le condamné à nouer des relations suivies, de façon à ce qu'on ait des témoins de sa conduite. Or ce résultat serait obtenu, dans la plupart des cas, par un séjour prolongé dans la même commune.

Une autre question que nous devons nous poser, c'est celle de savoir ce que signifient ces expressions de la loi : « S'il n'a résidé pendant les deux dernières années dans la même commune ». Quelles sont ces deux dernières années ?

D'après ce que nous venons de dire plus haut, notre réponse n'est pas douteuse et nous estimons qu'il s'agit évidemment des deux dernières années du délai de 5 ans ou de 3 ans et non pas de celles qui précèdent immédiatement la demande en réhabilitation.

Si ces exigences de la loi, relative à l'obligation de résidencesontlégitimesets'expliquentpar des considérations d'ordre public, l'expérience à démontré cependant la nécessité, dans certains cas, de supprimer ces exigences. Commentimposereneffetunerésidence de 5 ou 3 ans dans le même arrondissement, au soldat forcé de suivre son régiment, ainsi qu'aux travailleurs, dont la profession exige de continuels déplacements. Aussi déjà, sous l'empire de la loi de 1852, l'usage s'était établi d'apporter certains tempéraments aux prescriptions de l'article 621 : « Le temps passé sous les drapeaux, pendant une partie des délais légaux équivaut à la résidence au domicile, dit M. Billecoq (1); il en est de même pour le

(1) Billecoq, op. cit. p. 30.

marin et l'inscrit maritime de la durée de leur embarquement. » Mais à cette époque on prétendait que si, depuis sa condamnation, le demandeur en réhabilitation n'avait point quitté le service, s'il n'avait jamais reparu dans la commune, il ne remplirait pas les conditions voulues pour parvenir à la réhabilitation. La raison en était que la discipline militaire à laquelle le demandeur serait resté exclusivement soumis, était trop indulgente, au point de vue de la vie privée, pour qu'on puisse la considérer comme tenant lieu, en ce qui touche la régénération morale du condamné, du contrôle nécessaire de ses concitoyens.

La loi nouvelle a consacré l'usage admis depuis 1852, mais elle a admis, sans restriction, le séjour sous les drapeaux, comme équivalant à la résidence, dans le même arrondissement ou commune. Cette disposition est parfaitement équitable, car la raison que nous indiquions tout à l'heure n'était pas, à notre avis, suffisante pour écarter les militaires de la réhabilitation. S'il est vrai en effet que la rigueur de la discipline militaire diminue, au point de vue de la régularité de la conduite, le mérite de l'initiative personnelle, qui se retrouve en entier dans la vie civile, il ne faut pas perdre de vue que la Cour d'appel, est souveraine appréciatrice dans telle mesure qu'elle jugera convenable.

Un second tempérament a été apporté par la loi de 1885, en faveur de ceux que leur profession oblige à des déplacements inconciliables, avec une résidence fixe. Dans cette catégorie viennent se ranger tous les ouvriers

et employés quelconques, pour lesquels, sous l'empire de la loi de 1852, l'exigence d'une résidence fixe et continue, équivalait à une fin de non-recevoir

En ce qui touche ces deux classes de condamnés la loi se contente, pour les soldats, d'attestations satisfaisantes de leurs chefs de corps, et pour les ouvriers et employés, de certificats de leurs patrons ou chefs d'administration, constatant leur bonne conduite. La Cour aura alors à apprécier les certificats fournis et à établir, d'après eux, sa décision.

La loi de 1885, comme celle de 1852, a omis de s'expliquer sur un cas qui aurait dû cependant retenir son attention ; c'est celui d'un condamné, ayant résidé un certain temps à l'étranger et désirant ensuite poursuivre sa réhabilitation.

Voici à cet égard la jurisprudence de la Chancellerie(1) :

Peu importe que les condamnés aient résidé à l'étranger, pendant les années qui ont précédé immédiatement la demande en réhabilitation ; on se renseignera sur leur conduite durant ce séjour, par l'intermédiaire des agents diplomatiques ou consulaires de la France, mais il est indispensable que depuis leur libération ils aient résidé en France au moins pendant cinq ou trois

(1) « Dans le cas où le condamné remplissant d'ailleurs les conditions de résidence réglées par l'article 621 aurait passé quelque temps hors de France depuis sa libération, il serait nécessaire de m'en référer, en me faisant connaître exactement la date de son départ de France et celle de son retour ainsi que les localités où il aurait résidé, afin que je puisse provoquer, par l'intermédiaire de Monsieur le Ministre des affaires étrangères des renseignements sur la conduite tenue par le réclamant en pays étranger. » *Extrait de la Circulaire du Garde des Sceaux du 17 mars 1853.*

années consécutives. Quant au temps passé dans les colonies et pays de protectorat, il devra être assimilé au temps passé dans la métropole.

Telles sont les conditions requises, pour pouvoir être réhabilité. Quant à la bonne conduite et à l'amendement, dont devra justifier le condamné nous verrons en traitant de la procédure, comment on a essayé de s'en assurer.

Dans tous les pays où la réhabilitation est admise, le législateur impose au demandeur en réhabilitation les mêmes conditions générales que notre loi de 1885, ont rencontré cependant, en parcourant ces législations, certaines particularités qui méritent d'être signalées.

I. Un grand nombre de codes étrangers refusent aux récidivistes le bénéfice de la réhabilitation. Le Code de procédure pénale d'Italie (1) et ceux de la majorité des cantons suisses (2) déclarent formellement que le condamné pour récidive ne sera jamais admis à la réhabilitation. La loi belge du 25 avril 1896 (3) a admis la réhabilitation des récidivistes, mais par contre, à la différence de notre législation, elle déclare dans son article premier § 5 que le condamné ne pourra pas jouir deux fois du bénéfice de la réhabilitation. Enfin la loi norvégienne du 9 juin 1883 sur la réhabilitation (4) décide, dans son article 5 que l'individu réhabilité ne peut

(1) Article 824.

(2) Voir cette loi à l'appendice.

(3) Art 436. du Code de Procédure pénale du canton du Valais. Article 566 du Code de Procédure pénale du canton de Berne.

(4) Voir cette loi à l'appendice.

l'être une seconde fois, si après avoir accompli sa vingt-cinquième année, il est condamné pour une action infamante.

II. Au sujet des délais d'épreuve, certains codes étrangers ont une réglementation différente de la nôtre.

Le Code pénal du canton de Fribourg (1) ne fixe pas d'une manière irrévocable la durée du délai d'épreuve, mais, ce qui semble assez rationnel, il proportionne ce délai à la durée de la peine elle-même.

Le Code de procédure pénale du canton de Neuchâtel (2), déclare, contrairement à l'opinion que nous avons soutenue, et qui est celle de la Chancellerie, que pour le libéré conditionnel, le délai d'épreuve ne court que du jour où la libération est devenue définitive.

III. Enfin, au point de vue des conditions de résidence, cette exigence d'un séjour de trois ou cinq ans dans le même arrondissement, que nous avons critiquée plus haut, n'est généralement pas mentionnée dans les Codes étrangers ; on se contente d'un séjour prolongé dans la même commune (3).

(1) Art. 87 du Code pénal : « La réhabilitation ne peut être demandée que lorsqu'il s'est écoulé depuis l'expiration de la peine principale un temps égal à la moitié de la durée de cette peine ; le temps ne peut toutefois être moindre de deux ans. Dans tous les cas, la réhabilitation peut être demandée, lorsqu'il s'est écoulé cinq ans depuis l'expiration de la peine principale. »

(2) Art. 530 du Code de procédure pénale : « Si le condamné a obtenu avant la fin de la peine... le bénéfice de la libération conditionnelle, il ne peut présenter sa demande que trois ans après l'époque où la peine aurait dû se terminer. »

(3) Art. 835, *Code de procédure pénal italien*. Art. 1^{er} § 4, loi belge du 24 avril 1896 sur la réhabilitation.

SECTION IV

Procédure de la Réhabilitation

Nous venons d'étudier quelles sont les conditions nécessaires à la réhabilitation; nous supposons maintenant qu'un condamné remplit toutes ces conditions et nous allons examiner comment il devra procéder pour obtenir sa réhabilitation et quels pouvoirs concourent à l'instruction de sa demande.

Nous passerons en revue successivement les formes de la demande, l'instruction ouverte sur cette demande et l'arrêt qui intervient.

I. — *Formes de la demande en réhabilitation.*

Le condamné adresse sa demande au Procureur de la République de l'arrondissement où il réside, en faisant connaître la date de sa condamnation et les lieux où il a résidé depuis sa libération, s'il s'est écoulé depuis cette époque un temps plus long que le délai prescrit par la loi. A ces indications indispensables, il doit joindre des renseignements sur sa profession, sur le lieu où il a subi sa détention, puis en principe les quittances des frais de

justice, amendes, établissant le paiement. Dans le cas où le demandeur n'aurait pas acquitté l'amende et les frais, il devra fournir un extrait du registre d'écrou mentionnant qu'il a subi la contrainte par corps pendant le délai légal ou déclarer purement et simplement qu'il les a prescrits, et c'est le Parquet qui devra vérifier la véracité de ses dires (nouvel article 623, Code d'instruction criminelle).

Si le demandeur en réhabilitation a obtenu la remise de la totalité ou de partie de l'amende, il devra également en faire la déclaration, ce qui donnera lieu à une vérification.

Dans le cas d'insolvabilité, le demandeur doit joindre à sa demande un certificat d'indigence qui lui est délivré par le Maire de sa commune, et un certificat de non imposition, délivré par le receveur des contributions directes; la valeur de ces deux pièces justificatives est d'ailleurs appréciée par l'autorité judiciaire.

S'il y a eu une condamnation solidaire le demandeur produira une quittance constatant qu'il a payé la totalité des frais ou que chacun des co-condamnés a acquitté la portion qu'il devait.

Dans le cas où un seul des condamnés solidaires aurait payé entièrement le montant des condamnations, celui qui sollicite sa réhabilitation doit prouver qu'il a pour sa part désintéressé son co-débiteur solidaire ou tout au moins qu'il a déposé les fonds nécessaires à la Caisse des Dépôts et Consignations. Enfin on peut supposer que les condamnations solidaires n'ont pas été payées; dans ce cas l'autorité judiciaire, prononçant la réhabilitation, devra fixer la part

qui doit être payée par le demandeur (nouvel article 623, Code d'instruction criminelle).

Dans le cas de condamnation à des dommages-intérêts, prononcée par le Tribunal, le demandeur en réhabilitation devra justifier de leur paiement. Un certificat de désintéressement de la partie lésée, ou un certificat établissant le dépôt à la Caisse des Consignations, la justification de la contrainte par corps ou la prescription acquise, libéreront aussi le demandeur.

Si le demandeur a subi une condamnation pour banqueroute frauduleuse, il faudra qu'il justifie du paiement du passif de la faillite en capital, intérêts et frais, ou de la remise qui lui en a été faite, constatée par un certificat émanant de ses créanciers.

II. — *Instruction de la demande en réhabilitation.*

Le Procureur de la République étant saisi par le dépôt des pièces que nous venons d'énumérer, doit à son tour en rassembler certaines autres, telles que acte de naissance, casier judiciaire, expédition du jugement, extrait du registre d'érou.

Il devait en outre, sous l'empire de la loi de 1852, provoquer, par l'intermédiaire du sous-préfet, des attestations des conseils municipaux de toutes les communes où avait résidé le condamné, indiquant la durée de sa résidence, sa conduite et ses moyens d'existence.

« Cet appel par délibération de l'assemblée municipale,

dit M. Gomot, arrêtait beaucoup de condamnés, qui ne voulaient pas voir rappeler avec trop d'éclat une situation, sur laquelle souvent s'étaient faits le silence et l'oubli». Et cependant il était nécessaire de s'assurer des conditions de résidence du condamné et de sa conduite; aussi pour concilier, autant que possible, l'intérêt du condamné et celui de l'autorité judiciaire, le nouvel article 624 décide qu'on n'exigera dorénavant sur ce point, que le témoignage du maire.

Le Procureur de la République doit également demander l'avis des juges de paix des divers cantons où le demandeur a résidé et ceux du préfet ou sous-préfet de chaque arrondissement.

Sur ce point la plupart des législations étrangères diffèrent de la nôtre; dans la législation italienne (1) et dans celle de plusieurs cantons suisses (2), on applique la règle *onus probandi incumbit actori*, et c'est l'individu qui sollicite sa réhabilitation qui doit lui-même fournir les preuves de son amendement. A cet effet, il doit joindre à sa demande des certificats de bonne conduite délivrés par les autorités communales des lieux où il a résidé et constatant que l'autorité qui les a délivrés avait connaissance de l'usage que le condamné se proposait d'en faire.

Cette réglementation différente de la nôtre peut paraître, au premier abord, assez pratique, mais il faut prendre garde

(1) *Code de Procédure pénale* italienne, article 816.

(2) *Code de Procédure pénale* du canton de Neuchâtel, article 531. *Code d'Instruction pénale* du canton de Genève.

aux attestations de complaisance et nous estimons que la nécessité d'un contrôle judiciaire s'impose.

Nous avons vu plus haut que le temps passé sous les drapeaux, depuis la mise en liberté du condamné, tenait lieu de résidence et que les certificats des chefs de corps remplaçaient les attestations exigées ci-dessus.

Et maintenant si nous nous trouvons en présence d'un condamné que sa profession oblige à des déplacements inconciliables avec une résidence fixe, le Procureur de la République devra, dans ce cas, provoquer des attestations des patrons ou chefs d'atelier, constatant la bonne conduite du pétitionnaire. Ces certificats doivent porter la date de l'entrée en service du demandeur et la date de son départ, ainsi que sa conduite; mais les patrons et chefs d'atelier n'ont, par contre, aucun avis à émettre sur la réhabilitation. Les signatures apposées sur ces certificats devront être légalisées.

Dans la pratique c'est le pétitionnaire qui le plus souvent fournit lui-même les certificats.

Enfin la loi exige (article 621 *in fine* et article 624) que les attestations des maires, juges de paix, les notes des chefs de corps et les certificats des patrons contiennent expressément la mention qu'ils ont été délivrés pour servir à l'appréciation d'une demande en réhabilitation.

Aussitôt que l'instruction administrative est complète, le Procureur de la République fait un rapport sur la demande en réhabilitation et transmet toutes les pièces, y compris son avis, au Procureur général près la Cour, dans le ressort de laquelle il se trouve.

Le Procureur général (art. 626, Code d'instruction criminelle) dépose ces pièces au greffe de la Cour, qui, par ce fait, se trouve saisie de la demande. Dans les deux mois de dépôt (art. 627) l'affaire est rapportée à la Chambre d'accusation. Le Procureur général donne ses conclusions motivées et par écrit. La Cour peut à son tour ordonner de nouvelles informations, mais sans qu'il puisse en résulter un retard de plus de six mois.

III. — *Arrêt sur la demande en réhabilitation*

La Chambre des mises en accusation, le Procureur général et la partie ou son conseil entendus, statue sur la demande (art. 628). L'impétrant peut, dans certains cas, être appelé à comparaître devant la Cour, mais sa présence n'est pas obligatoire.

Lors de la discussion de la loi, cet article 628 fut l'objet d'un débat assez vif à la Chambre des Députés et au Sénat. A la Chambre des Députés un amendement fut proposé par M. Freppel aux termes duquel on devait examiner à huis clos les demandes en réhabilitation, mais rendre l'arrêt en séance publique. L'article 628 ainsi modifié, fut mis aux voix et adopté. Mais la rédaction nouvelle trouva des adversaires dans la Commission du Sénat, qui proposa de revenir au texte primitif. Cette proposition ayant été adoptée par le Sénat, puis par la Chambre (Séance des 20 juin et 17 juillet 1885), la rédaction primitive fut rétablie et passa dans le texte définitif. Dans le second rapport

présenté au Sénat M. Béranger exposait en ces termes les motifs qui devaient faire repousser la distinction introduite par la Chambre des Députés : « Cette innovation disait-il, qui pourrait à la vérité expliquer la transformation opérée dans le caractère de la décision rendue, aurait pour inconvénient, en premier lieu, de déssaisir la Chambre des mises en accusation, qui ne prononce pas d'arrêts publics, au moins pour la prononciation de l'arrêt, innovation peut-être peu pratique, et en outre de donner aux arrêts de rejet des conséquences préjudiciables aux intéressés ».

Ainsi donc la publicité est, à juste titre, écartée, aussi bien pour la prononciation de l'arrêt que pour les débats.

Le Code italien, méconnaissant les inconvénients de la publicité, exige (1) qu'un extrait de la demande en réhabilitation soit inséré dans les journaux officiels du lieu où réside le condamné et de celui où a été prononcée la condamnation. En outre, l'article 825 de ce même Code ajoute que la réhabilitation ne produit son effet que du jour où la Cour, qui a prononcé la sentence, aura donné lecture de l'arrêt en audience publique.

La Cour rend un arrêt admettant ou rejetant la réhabilitation.

Si l'arrêt est favorable, la réhabilitation est acquise au condamné, dès la prononciation. Si l'arrêt, au contraire, est défavorable, un délai de deux ans est imparti au condamné avant de pouvoir renouveler sa demande.

(1) Article 818, *Code de Procédure pénale*.

Le projet de loi de 1885 voulait que le Garde des Sceaux eût la faculté de diminuer ce nouveau délai d'épreuve. Mais, devant la Chambre des Députés, M. Allain-Targé, ministre de l'Intérieur, déclara que le Garde des Sceaux refusait le présent qui lui était offert, et il invita la Commission à repousser la disposition additionnelle proposée, en lui montrant combien il serait dangereux de mettre le ministre de la Justice en opposition avec un arrêt rendu par une Cour souveraine. La Commission et la Chambre, dans la séance du 18 mai 1885, votèrent la suppression du dernier paragraphe de l'article 629.

Après le prononcé de l'arrêt, il reste encore quelques formalités à remplir.

Dans le cas où l'arrêt est favorable à l'intéressé elles consistent : 1^o Dans la transcription de l'extrait de cet arrêt en marge de la minute de l'arrêt ou du jugement de condamnation et dans une mention portée au casier judiciaire ; 2^o En un avis informant l'autorité administrative, lorsque la réhabilitation restitue au condamné les droits d'électeur. Dans tous les cas, le Procureur général informe le Procureur de la République, qui est chargé de porter la décision de la Cour à la connaissance de l'intéressé.

Il nous reste à examiner quel est le caractère de l'arrêt rendu par une Cour d'appel en matière de réhabilitation et à rechercher si cet arrêt est ou non susceptible d'être déféré à la Cour de cassation.

Sous l'empire de la législation en vigueur avant 1885, la Cour ne donnait qu'un avis et s'il était favorable, c'est le

Chef de l'Etat qui, sur le rapport de ministre de la Justice, statuait définitivement. Dans ces conditions cet avis de la Cour n'ayant nullement les caractères d'un arrêt, ne pouvait donner ouverture au recours en cassation : « C'était, dit M. Garraud (1), une espèce d'acte extra judiciaire de haute police, exercé en vertu de la loi, dans une circonstance déterminée, par une Cour souveraine de justice. » Aussi, d'après une jurisprudence constante (2), cet acte de juridiction gracieuse ne pouvait être déféré à la Cour de Cassation que par le Garde des Sceaux, dans l'intérêt de la loi (art. 441 du Code d'instruction criminelle).

Le législateur de 1885 a voulu faire disparaître ce caractère gracieux de la procédure, cette apparence de faveur qui s'attachait à la réhabilitation : « Faveur de l'Etat, disait M. Gomot, dans son rapport à la Chambre, le public la supposera due à des influences ; jugement ou arrêt elle sera plus respectée. Il y a entre ces deux procédés la distance d'une mesure de clémence à un acte de justice. » Aussi désormais les décisions de la Cour pourront faire l'objet d'un pourvoi dans les cas, les délais, les formes et les conditions ordinaires. Ainsi l'a décidé la Cour de Cassation dans un arrêt, déjà cité, rendu le 9 avril 1895 et où elle déclare « qu'il résulte des prescriptions de l'article 628 du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 14 août 1885 et de l'article 633 que les arrêts par lesquels les Chambres des mises en accusation admettent ou rejet-

(1) *Traité de législation criminelle*, tome II, p. 770.

(2) Cassation criminelle, 1^{er} septembre 1853, 21 avril 1855, 18 janvier 1867.

tent une demande en réhabilitation, constituent des décisions qui peuvent être déférées à la Cour de Cassation, par le pourvoi des parties, dans les cas et les conditions ordinaires. »

La doctrine est formelle en ce sens (1). D'ailleurs il semble bien que le pourvoi en cassation soit la seule voie de recours dont soient susceptibles les arrêts rendus en matière de réhabilitation : dans le silence de la loi nous ne pensons pas que les arrêts rendus par défaut puissent être attaqués par la voie de l'opposition (2).

SECTION V

Effets de la Réhabilitation

Nous diviserons cette étude en 3 parties :

I. — Effets généraux de la réhabilitation, c'est-à-dire caractère qu'imprime au condamné la réhabilitation acquise.

II. — Effets au point de vue des incapacités qu'elle fait disparaître.

(1) Garraud, tome II, n° 99. — Laborde, n° 713. — Leloir. De la réhabilitation, *France judiciaire*, tome X, 1^{re} partie, p. 136. — Voir cependant, en sens contraire, Brégeault. *De la réhabilitation*, p. 61 et note 3, qui estime que l'arrêt rendu par la Cour doit être considéré comme un acte de juridiction gracieuse. — Il nous semble au contraire que la loi admettant la partie qui sollicite sa réhabilitation ou son conseil à exposer leurs moyens contradictoirement avec le Procureur général (art. 628, Code d'instruction criminelle), l'arrêt rendu statue au contentieux et a les véritables caractères d'une décision judiciaire statuant sur un droit.

(2) En ce sens. Garraud, tome II, p. 169, note 24.

III. — Effets au point de vue des droits des tiers.

I. *Effets généraux.* — Sous l'ordonnance de 1670 la réhabilitation outre qu'elle effaçait l'infamie « rendait le condamné capable et habile à faire les fonctions d'officier public, comme auparavant la condamnation ».

Avec la loi de 1791, elle avait le pouvoir de faire cesser dans la personne du condamné, non seulement toutes les incapacités, mais tous les effets de la sentence.

Sous le Code de 1808 et sous la loi de 1852 son seul effet était de faire disparaître pour l'avenir dans la personne du condamné toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation, aussi décidait-on qu'en cas de crime ou délit, commis après réhabilitation, le réhabilité devait encourir les peines de la récidive. Cette formule avait été vivement combattue par M. Faustin-Hélie : « N'y a-t-il pas, disait-il (1), une contradiction évidente à proclamer l'anéantissement du passé, et à le faire revivre tout à coup, quand l'agent commet un nouveau crime ?... Pour être utile et pour que la réhabilitation ne soit pas un mot vide de sens, il faut qu'elle scinde la vie du condamné en deux parties qui ne doivent jamais refluer l'une sur l'autre. »

D'autres criminalistes éminents estimaient au contraire que la réhabilitation devait se borner à reconnaître et à consacrer le repentir et la bonne conduite postérieurs du condamné et qu'elle remplissait suffisamment son but, en faisant cesser pour l'avenir les incapacités : « La réhabilita-

(1) Voir *Revue de jurisprudence*, tome VII, p. 44.

tion, disait M. Bonneville de Marsangy (1), n'abolit pas le crime... Il serait absurde que la société se désarmât à l'avance de l'aggravation de peine envers le réhabilité qui, ayant trompé la justice, en trahissant ses promesses, porte de nouveau atteinte au repos de la société (2). »

La loi de 1885, revenant à l'ancienne tradition adopta une nouvelle formule et modifia le texte de l'article 634, en y intercalant ces mots : « La réhabilitation efface la condamnation. »

On peut donc dire qu'aujourd'hui le principe que la réhabilitation n'a trait qu'à l'avenir a disparu. La peine prononcée ne subsiste plus et on peut comparer à ceux de l'amnistie les effets de la réhabilitation ainsi comprise. Mais il subsiste toujours entre ces deux institutions cette différence capitale, à savoir : la réhabilitation efface la condamnation, tandis que l'amnistie fait disparaître jusqu'au souvenir du fait poursuivi (3).

La réhabilitation se rapproche également de la revision, mais les causes tout à fait différentes de ces deux institu-

(1) *Institutions complémentaires du régime pénitentiaire*, p. 142, note 1.

(2) En ce sens également Bertauld. *Cours du Code pénal*, p. 517.

(3) Il importe de remarquer que quelque étendus que soient les effets de l'amnistie, ils ne sont cependant pas illimités. Il y a en effet, tout d'abord, une restriction qui a toujours été admise; l'amnistie ne peut porter atteinte aux droits des tiers. En outre, l'amnistie est soumise, quant à ses effets, par la force même des choses à une seconde restriction; bien qu'elle mette en oubli la condamnation et qu'elle fasse disparaître tous les effets légaux de cette condamnation, elle ne peut cependant revenir sur les faits accomplis et laisse subsister pour le passé les conséquences légales de la condamnation. La jurisprudence du Conseil d'Etat est fixée en ce sens. Voir à ce sujet Conseil d'Etat, 23 janvier 1880 (D. 80, 3, 63); 17 mai et 11 juin 1880 (D. 81, 3 et 100); (13 mai 1881 D. 82, 3, 99).

tions entraînent cette conséquence qu'on devra toujours écarteler toute demande de réhabilitation, dont les termes tendraient à remettre en question la chose jugée. La première condition à imposer de la part de celui qui sollicite sa réhabilitation, c'est qu'il s'incline devant le jugement qui l'a frappé.

Cette nouvelle formule du législateur de 1885, qui modifiait si complètement les effets de la réhabilitation ne fut pas sans soulever de grandes difficultés (1). Lors de la première délibération devant le Sénat, M. Humbert proposa, par voie d'amendement, la suppression des mots « efface la condamnation » en objectant que le désir de recouvrer sa capacité civile et ses droits électoraux devait suffire pour stimuler le condamné à solliciter sa réhabilitation. Mais ce qu'il critiqua surtout très vivement, c'est la conséquence que la disposition nouvelle entraînait : « La condamnation étant effacée, déclarait-il, si l'individu réhabilité n'est véritablement pas revenu à de meilleurs sentiments, s'il n'a obtenu sa réhabilitation que par fraude ou par hypocrisie, si, dans tous les cas, une erreur a été commise, cet individu pourra de nouveau commettre un crime ou un délit, sans se trouver en état de récidive, il échappera à toutes les conséquences pénales de la récidive. » Pour remédier à cela, il proposait d'effacer de l'article 634, les mots : « la réhabilitation efface la condamnation ». Un autre sénateur, M. de Gavardie, demandait

(1) Voir à ce sujet la séance du 22 mars 1884. — Débats Parlement. Sénat p. 771.

qu'on modifiât ainsi cet article : « La réhabilitation efface la condamnation et fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultaient, sauf le cas de récidive. »

Mais le rapporteur, M. Béranger, déclara que c'était sciemment et après mûre réflexion que la Commission avait voulu donner à la réhabilitation le caractère nouveau que l'on voulait méconnaître : « Il nous a paru, ajoutait-il, qu'il fallait revenir à la tradition du droit romain et de l'ancien droit, si on voulait faire de la réhabilitation un instrument de relèvement efficace. Proposer aux malheureux qui aspirent, avant tout, à faire disparaître jusqu'aux traces de leur passé, la simple satisfaction de se faire relever de quelques incapacités, était insuffisant. Il fallait leur offrir un but plus élevé, plus noble, plus propre à stimuler leurs efforts. Ce but, c'est l'effacement de la condamnation elle-même ».

Le Sénat, repoussant les deux amendements de Messieurs Humbert et de Gavardie, maintint le texte de la Commission qui fut ensuite voté sans observation par la Chambre des Députés.

C'est là, certes, une disposition qui mérite d'être approuvée, car on doit penser, avec M. Béranger, qu'une réhabilitation basée sur une longue et bonne conduite constatée, peu sans danger effacer la condamnation. Et d'ailleurs puisque l'amnistie accordée dans un intérêt politique, et tombant le plus souvent sur des individus qui n'ont donné aucune marque d'amendement, entraîne cette conséquence, il serait étrange qu'on la refusât à la réhabilitation.

Cet effet nouveau de la réhabilitation a été admis en

Belgique par la loi du 25 avril 1896 (article 7) et en Suisse, dans le canton de Neuchâtel (Code de procédure pénal du 25 septembre 1893, article 537).

De ce caractère nouveau de la réhabilitation découlent des conséquences très importantes.

1° *La réhabilitation fait disparaître la condamnation au point de vue de la récidive.*

Cette première conséquence résulte nettement des travaux préparatoires où elle a été affirmée par M. Béranger et combattu par M. Humbert. Nous avons indiqué tout à l'heure les raisons de cette innovation, qui est capitale, car la jurisprudence jusque-là avait décidé que la réhabilitation laissait subsister la condamnation, ce qui permettait en cas de nouveau délit d'appliquer les peines de la récidive (1).

Quant à la doctrine, elle était divisée sur la question et le législateur semble d'ailleurs avoir lui-même éprouvé une certaine hésitation, qui apparaît dans le discours de M. Béranger au Sénat (2). En effet l'honorable rapporteur, après avoir exposé que désormais la condamnation suivie de réhabilitation ne pourra plus servir d'élément à la récidive, fait une large concession au système qui prétend faire revivre l'ancienne condamnation contre le condamné récidiviste. « Sans doute, dit-il, aucune question ne pourra être

(1) Dalloz, *Jurisprudence générale*. Voir *Peine*, n° 268.

(2) En Belgique aussi la question a été vivement discutée devant le Sénat en 1896, lors de la rédaction de la loi nouvelle sur la réhabilitation. Un amendement de M. Limpens, tendant à ce que le condamné réhabilité, qui commet un nouveau délit, soit puni comme récidiviste, après avoir été énergiquement combattu par M. Begerem, ministre de la Justice et auteur du projet de loi, a été repoussé. — Voir à ce sujet *Pasimomie belge*, année 1896, p. 117 et suiv.

posée à l'inculpé sur ses antécédents, sans doute on ne pourra les citer dans le jugement, ou les prendre pour base de l'application des peines de la récidive, mais l'élasticité de la loi est assez grande pour permettre aux magistrats informés de trouver dans l'écart considérable entre le maximum et le minimum tous les moyens de satisfaire légitimement à la vindicte publique (1). Commentant ce passage du discours de M. Béranger, M. Prudhomme (2) déclare que si ces paroles devaient trouver crédit auprès des tribunaux, la situation du condamné réhabilité, qui encourt une nouvelle condamnation, serait, sous la législation nouvelle, ce qu'elle était déjà sous l'ancienne, et que l'innovation consisterait seulement à éviter au magistrat le soin de donner lecture des articles 58 et 463 du Code pénal.

La critique nous paraît exagérée, surtout en présence de la réforme introduite dans l'article 58 du Code pénal, par la loi du 26 mars 1891. En effet, sous l'empire du Code pénal, quel que fût la nature du crime ou du délit pour lequel un individu avait subi une condamnation et sous la seule condition que la peine ait eu une certaine gravité, lorsqu'il commettait un deuxième délit il encourait nécessairement l'aggravation de peine attachée à la récidive, sauf aux juges à appliquer les circonstances atténuantes. Le législateur de 1891 a estimé au contraire que pour que la récidive soit une

(1) *J. cf.*, 23 mars 1884, p. 773.

(2) *De la réhabilitation*, p. 258.

présomption de perversité, il fallait qu'il y ait identité entre les délits qui la constituent.

Ceci posé, il est évident que si, dans certains cas, l'équité comme la raison conduisent à écarter l'application des peines de la récidive, dans l'hypothèse où un délit est commis après réhabilitation, il est par contre certaines circonstances dans lesquelles il est bon que le juge, étant en présence d'un individu qui, par les actes postérieurs à sa réhabilitation, prouve qu'il était indigne de cette faveur, puisse jusqu'à un certain point tenir compte des antécédents du condamné, pour l'application de la peine, et ce, bien que la condamnation antérieure soit juridiquement effacée.

2° La réhabilitation fait disparaître la condamnation du casier judiciaire.

C'est là une innovation, au sujet de laquelle il importe d'entrer dans quelques développements, la question du casier judiciaire étant liée à celle de la réhabilitation d'une façon absolument intime.

Sous l'empire de la loi de 1852 la réhabilitation ayant seulement pour effet de faire cesser les incapacités résultant du jugement, on pouvait concevoir que la condamnation subsistant après la réhabilitation continuât à figurer au casier judiciaire. Et cependant la jurisprudence de la Chancellerie (1) avait décidé que la condamnation ne serait plus portée au casier judiciaire.

(1) Voir Circulaires du Garde des Sceaux des 25 novembre 1871, 24 août 1876, et 6 décembre 1876.

La loi de 1885 devait nécessairement confirmer cet état de choses, puisqu'elle donnait un caractère nouveau à la réhabilitation, en déclarant qu'elle effaçait la condamnation. Aussi le nouvel article 633 est ainsi conçu : « Si la réhabilitation est prononcée, un extrait de l'arrêt est adressé, par le Procureur général, à la Cour ou au Tribunal qui a prononcé la condamnation, pour être transcrit en marge de la minute de l'arrêt ou du jugement. Mention en est faite au casier judiciaire. *Les extraits délivrés aux parties* ne doivent pas relever la condamnation. »

C'est la consécration législative des prescriptions de la Chancellerie, que nous indiquions plus haut. Dans son projet M. Bérenger était allé plus loin encore ; il réclamait qu'on étendit cette disposition aux extraits délivrés au ministère public.

Mais la Commission du Sénat, avec raison d'ailleurs, refusa d'admettre cette extension. Il ne faut pas perdre de vue qu'il est indispensable que le ministère public connaisse la réhabilitation intervenue au profit d'un individu, puisque, s'il lui arrive d'être de nouveau condamné, avant de procéder une seconde fois à sa réhabilitation, le ministère public doit s'assurer qu'il a satisfait aux conditions plus rigoureuses imposées par la loi.

Ajoutons que cet art. 633 présente une importance singulière, en ce qu'il donne force de loi au casier judiciaire, qui, jusque-là, n'avait pour origine qu'une circulaire du Garde des Sceaux, en date du 6 novembre 1850. Lors de la discussion, devant la Chambre des députés, M. Freppel,

critiqua énergiquement cette innovation, en déclarant qu'il ne pouvait admettre qu'on donne incidemment, d'une manière oblique et indirecte au casier judiciaire, le caractère d'une institution légale. Il demandait que l'art. 633 se bornât à prescrire une mention de la réhabilitation sur le registre tenu au greffe, en vertu des art. 600 et 601 du Code d'instruction criminelle et défendit l'inscription des condamnations effacées, sur les extraits du dit registre, délivrés aux parties. Cet amendement fut écarté, parce que, comme le disait M. Gomot « il appartient parfaitement à la Chambre de parler dans une loi du casier judiciaire, une de nos institutions les plus connues, les plus utiles, et une de celles dont on se sert le plus. »

Au surplus, comme le fait remarquer M. Leloir (1), on ne peut établir de concurrence entre les prescriptions de l'art. 600 et l'institution du casier judiciaire puisque le casier judiciaire n'a jamais été, dans la pensée du ministre, qu'une application plus pratique et plus moderne des dispositions de cet article.

Mais, dans le cours de la discussion, M. Freppel, examinant l'institution du casier, en désapprouvait le fonctionnement et déclarait qu'il n'avait pas peu contribué à grossir l'armée des mendiants et des vagabonds, parce qu'en ravivant sans cesse le souvenir d'anciennes condamnations, il mettait obstacle à la régénération morale du condamné et constituait ainsi une des causes principales de la récidive.

(1) *De la réhabilitation*, p. 142.

Sur ce terrain, il faut reconnaître que la critique était quelque peu justifiée. Le rapporteur répondit qu'on avait posé en principe qu'on ne devait des extraits quels qu'ils fussent, qu'aux parties elles-mêmes ou au ministère public, dans l'intérêt de la vindicte publique. Certes cela est exact, mais le rapporteur semblait perdre de vue que la communication du casier ainsi comprise, équivalait en fait à la divulgation aux tiers, puisque l'individu qui demande un emploi et auquel on réclame communication de son casier, ne saurait, pour refuser de le produire, invoquer une impossibilité légale.

Depuis lors la critique a été maintes fois renouvelée, aussi, dans le cours de la discussion devant le Sénat de la loi du 26 mars 1891, sur l'atténuation et l'aggravation des peines, le Garde des Sceaux reconnaissait qu'une réforme du casier judiciaire était indispensable. Depuis, la question a été agitée tout d'abord au sein d'une Commission extra-parlementaire instituée au ministère de la Justice, avec mission de rechercher les modifications à introduire. Le travail, issu de ses délibérations, a donné naissance à un projet de loi déposé au Sénat, le 22 octobre 1891, par M. Fallières, Garde des Sceaux (1).

(1) Ce projet a subi de nombreuses vicissitudes qui en ont retardé l'examen. Déposé par M. Fallières sur le bureau du Sénat, il avait, par son successeur été soumis au Conseil d'Etat, qui devait formuler son avis. Le Conseil d'Etat, réuni en assemblée générale avait conclu au maintien du « statu quo ». Alors se posa à la Chancellerie, la question de savoir, s'il fallait, en cette matière légiférer ou s'il n'était pas plus simple d'agir par voie de circulaire ministérielle. Cette seconde idée prévalut tout d'abord, mais aujourd'hui la Chancellerie estimant préférable de statuer sur cette question par un texte législatif, M. Jules Godin, sénateur a, dans la séance du 10 mars 1898, déposé son rapport au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi. Voir ce rapport : Doc. Parlem. Sénat, 1898, p. 414.

Cette question a en outre fait l'objet de discussions à la Société générale des Prisons (1), un peu plus tard à l'Académie des Sciences morales et politiques et enfin au cours du deuxième Congrès de Patronage des libérés, tenu à Lyon en 1894.

Plusieurs systèmes ont été développés.

Le premier système, soutenu par M. Bérenger, propose de supprimer à l'avenir toute communication directe ou indirecte du casier à d'autres personnes qu'aux magistrats : « Les archives criminelles, dit l'honorable sénateur, n'appartiennent qu'à la justice. Quand un patron veut connaître les antécédents d'un solliciteur d'emploi, qu'il s'adresse aux agences de renseignements, qu'il fasse désormais ce qu'il faisait avant les circulaires de 1870 et de 1876. » En un mot, c'est la clandestinité du casier que préconise M. Bérenger.

D'autres jurisconsultes, prenant avec énergie le contre-pied des idées de M. Bérenger, réclament le maintien pur et simple des règles actuelles. Ils prétendent que l'institution du casier judiciaire se justifie pleinement par les services qu'elle rend chaque jour. Ils reconnaissent bien qu'il serait cruel, qu'en raison des condamnations qui sont mentionnées sur son casier, un libéré cherche vainement à trouver un emploi. Mais les sociétés de patronage sont là, pour lui venir en aide, en attendant qu'il puisse demander

(1) *Bull. de la Société des Prisons*, année 1891, p. 717 et suiv. ; 836 et suiv. ; 1407 et suiv.

sa réhabilitation en fournissant aux juges la preuve de son repentir et de son retour au bien.

Cette seconde opinion qui conclut au « statu quo » a été surtout défendue par M. le professeur Berthelemy, au Congrès du Patronage des libérés de Lyon, par M. Bonneville de Marsangy (1), et par de nombreux orateurs, devant la Société générale des Prisons.

En face de ces deux systèmes, un troisième a été présenté, inspiré par une pensée de modération et de conciliation, et qui conclut à la suppression de ce qu'il y a de mauvais et d'excessif dans le casier. Les partisans de ce système estiment qu'on peut amender le casier judiciaire, en faisant intervenir une autorité publique, mais ils sont divisés pour le choix de l'autorité compétente.

1^o Dans une première opinion, c'est le législateur qui tout d'abord déterminera d'avance certaines condamnations qu'on peut appeler « faibles condamnations » et qui ne seront pas portées au casier ; il ordonnera en outre d'une façon générale la publication des condamnations qui seront graves, par la durée de la peine ou par la durée de l'infraction. C'est dans ce sens qu'a été rédigé le projet de la Commission extra-parlementaire, que M. Fallières a soumis aux délibérations du Sénat.

2^o Dans une seconde opinion qui a été soutenue par MM. Guillot et Lévêillé, devant la Commission extraparlémentaire, il faut partir de ce principe que l'inscription d'une condamnation au casier constitue une véritable peine

(1) *Gazette des Tribunaux* des 16 et 17 novembre 1891.

accessoire, et alors ce serait le Tribunal qui, au moment de rendre son jugement, tenant compte pour chaque affaire de certaines circonstances de fait, ordonnerait ou non l'inscription de la condamnation au casier.

3^e Enfin, dans une troisième opinion que M. Lévillé a développée devant la Société des Prisons, l'éminent criminaliste déclare que le casier n'est véritablement dangereux dans ses effets qu'après le jugement rendu et la peine subie. Aussi à ce moment le Pouvoir exécutif devrait intervenir et, soit par voie de grâce, soit par voie de suspension temporaire et renouvelable, faire disparaître au profit du condamné en quête d'un emploi, l'annotation diffamatoire du casier.

Sans vouloir entrer dans la discussion de chacun de ces systèmes, ce qui dépasserait les bornes de notre travail, nous sommes d'avis qu'ils doivent tous être écartés et qu'il faut conserver intacte l'institution du casier judiciaire tel qu'il fonctionne en France.

Est-ce à dire pour cela que le casier judiciaire ne présente aucun inconvénient ? Non certes, et nous sommes tout prêt à reconnaître que les exemples ne manquent point à ceux qui veulent prouver qu'il est un obstacle très sérieux au reclassement de sujets intéressants à la recherche d'un emploi. Mais le mal ne vient pas du casier judiciaire ; il a sa cause dans une exigence excessive de la part de « l'employeur » qui ne sait pas lire le casier judiciaire et refuse de l'analyser sagement. Toute la réforme à faire consiste donc à faire disparaître ces errements. Il ne s'agit pas en effet, comme

cela se pratique journellement de mettre, un homme en dehors de la société, parce qu'il a un casier ; il faut rechercher l'importance de la condamnation inscrite. Or, cette éducation du public, c'est la Société de patronage qui doit la faire et tous ses efforts doivent tendre à éviter que la forme brutale de rédaction du casier ait pour le libéré un effet dangereux et injuste. Et maintenant à ceux qui reprochent au casier judiciaire d'être perpétuel nous leur répondrons que la réhabilitation est là, qui permet de l'anéantir au bout de trois ou cinq ans de travail et de bonne conduite.

En résumé, en développant les institutions de patronage et la réhabilitation, on peut, suivant nous, sans rien modifier au fonctionnement actuel du casier judiciaire, obvier aux inconvénients signalés par ses adversaires. On évitera ainsi par là même qu'il ne devienne, suivant l'expression de M. le conseiller Voisin : « un casier de fantaisie », résultat auquel tendent les divers systèmes proposés pour la réorganisation de l'institution.

3° La condamnation effacée par la réhabilitation ne compte pas pour la relégation

Cette conséquence qui résulte de tout ce qui précède, a été formellement énoncée par la loi du 27 mai 1885, dont l'article 5 est ainsi conçu : « Les condamnations qui auront fait l'objet de grâce, commutation ou réduction de peine seront néanmoins comptées, en vue de la relégation. Ne le

seront pas celles qui auront été effacées par la réhabilitation. »

Lors de la discussion à la Chambre des députés, M. Gati-neau ayant prétendu que cet article 5 portait atteinte au droit de grâce du Président de la République et qu'il devait être écarté comme inconstitutionnel, M. le ministre de l'Intérieur répondit à l'honorable député en montrant la distinction qui existait entre les effets de la grâce et de la réhabilitation, l'une effaçant complètement la condamnation, tandis que l'autre faisait seulement remise de la peine et laissait subsister la condamnation.

D'ailleurs, complétant cette déclaration, M. de Verninac, dans son rapport au Sénat, déclarait que cet article 5 était en parfaite harmonie avec la théorie nouvelle de la réhabilitation votée par le Sénat, au cours de la discussion de la proposition de loi de M. Bérenger, sur les moyens de prévenir la récidive.

4^e La réhabilitation ne fait pas obstacle à l'application de la loi Bérenger

Il est certain en effet que la réhabilitation ayant pour effet de faire disparaître la condamnation antérieure, avec toutes ses conséquences, doit par là-même, en cas de rechute, permettre de faire bénéficier le condamné de la « loi de sursis » ; ce serait en quelque sorte faire revivre la condamnation que de la considérer comme un obstacle au sursis, en cas de nouvelles poursuites. Il est vrai qu'on peut

objecter que, d'après le § 3 *in fine* de l'art. 634 du Code d'instruction criminelle, la réhabilitation ne produit pas tous les effets qui sembleraient devoir être la conséquence de la formule employée par le § 1 du même article, puisque le délai d'épreuve imposé par la loi est plus long, quand on sollicite pour la seconde fois sa réhabilitation. Or l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891 paraît subordonner le refus du sursis au simple fait matériel d'une condamnation antérieure. Mais on peut répondre à cela que cet article a dû nécessairement se référer à la règle générale placée en tête de l'article 634 : « La réhabilitation efface la condamnation ». S'il avait voulu apporter une exception à cette règle, il aurait fallu une disposition expresse, comme celle que nous trouvons dans le § 3 de l'article 634. Au surplus, au cours de la discussion de la loi du 26 mars 1891, il n'a été déposé aucune proposition ayant pour but de restreindre les effets de la réhabilitation.

II. — *Effets au point de vue des incapacités.*

La réhabilitation, dit l'article 634, § 1 « fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation ».

C'était là, comme nous l'avons vu, le seul effet qu'elle produisit, sous l'empire de la loi de 1852. C'est encore l'effet

qu'elle a dans la plupart des législations étrangères (1).

Avant de passer en revue les différentes incapacités auxquelles la réhabilitation peut mettre fin, il importe d'établir d'une façon précise à quel moment elle produit son effet. Sous l'empire de la loi de 1852 on décidait, qu'aux termes d'un avis du Conseil d'État du 12 Prairial an XIII (2), cet effet se produisait seulement, à dater de la notification des lettres de réhabilitation au condamné. Aujourd'hui la procédure étant modifiée et la Cour rendant en matière de réhabilitation de véritables arrêts, nous estimons qu'il faut décider que cette décision de la Cour doit, comme tout arrêt, produire des effets, du jour où elle est devenue définitive. Ceux qui pensent que ces arrêts ne sont susceptibles d'aucun recours prétendent que c'est à la date même de l'arrêt que les effets doivent se produire (3).

Nous allons maintenant rechercher quelles incapacités peuvent frapper le condamné et quel est à leur égard

(1) Voir à ce sujet pour la Norvège, l'article 1^{er} de la loi du 9 juin 1883, sur la réhabilitation, les Codes de procédures pénaux de tous les cantons suisses, à l'exception de celui de Neuchâtel. En Italie, d'après le Code de procédure pénale (art. 815), la réhabilitation n'avait pas pour effet d'anéantir toutes les conséquences de la condamnation. Elle laissait le condamné sous les atteintes de l'incapacité résultant de l'interdiction de l'exercice des droits politiques. Elle n'avait donc que des effets restreints, se référant principalement aux droits civiques et de famille. Ce système qui n'accorde pas à l'individu réhabilité une confiance pleine et entière, lorsque sa conduite atteste qu'il est rentré dans les conditions normales de la vie, est assurément étroit et peu encourageant. Aussi l'article 100 du nouveau Code pénal italien (voir cet article à l'appendice) modifie, dans un sens plus large, les effets attachés à la réhabilitation. Désormais, à moins que la loi n'en décide autrement, les incapacités politiques et civiles qui sont inhérentes au délit disparaîtront, à la suite de la réhabilitation.

(2) *Bull. du Conseil d'Etat*, numéro 512. Avis du Conseil d'Etat sur le jour à compter duquel les décrets impériaux sont obligatoires.

(3) En ce sens, Brégault, *De la réhabilitation*, p. 61 et 119.

l'effet de la réhabilitation. Toutes les législations admettent que certains châtimens peuvent et doivent être accompagnés de certaines incapacités qui sont comme le corollaire rationnel de la peine. Mais la gravité de ces incapacités accessoires est naturellement en raison directe de la sévérité de la peine à laquelle elles se rattachent. Aussi les incapacités attachées aux peines afflictives perpétuelles sont plus étendues que celles qui ne sont que la suite d'une peine afflictive temporaire et celles qui accompagnent les peines afflictives temporaires sont, elles aussi, plus étendues que celles qui ne sont que le complément des peines infamantes.

La réhabilitation s'appliquant en matière criminelle et correctionnelle, nous passerons d'abord en revue les incapacités qui résultent des condamnations criminelles, puis, nous verrons celles qui sont la suite des condamnations correctionnelles.

I. — Condamnations à des peines criminelles.

Autrefois, sous l'empire de la loi de 1852, la plus grave des incapacités encourues, à la suite d'une condamnation criminelle, c'était la mort civile, qui ne pouvait être effacée que par la réhabilitation. La loi du 31 mai 1854, en abolissant la mort civile, lui substitua la dégradation civique et l'interdiction légale, auxquelles on adjoignit l'interdiction de disposer et de recevoir à titre gratuit. Nous n'avons rien à dire sur l'interdiction légale, puisqu'elle cesse avec l'exécution matérielle de la peine principale, la réhabilitation y est donc tout à fait étrangère.

Quant à la dégradation civique, organisée dans l'article 34 du Code pénal, elle comprend un certain nombre d'incapacités très diverses. Tout d'abord elle entraîne la destitution du condamné de toutes fonctions, de tous emplois ou offices publics et le rend indigne de les remplir à l'avenir. Elle lui enlève en outre les droits de vote, d'éligibilité, le droit de porter aucune décoration, elle lui enlève l'aptitude pour être expert, pour être employé comme témoin dans les actes et pour déposer en justice. Enfin elle enlève au condamné la capacité de faire partie d'aucun conseil de famille ; d'être tuteur, curateur, subrogé-tuteur, conseil judiciaire, sinon de ses propres enfants ; le droit d'obtenir un permis de chasse et le droit de servir dans l'armée, de tenir école et d'être employé dans aucun établissement public ou privé à titre de professeur, de maître ou de surveillant.

La dégradation civique peut être prononcée comme peine principale ou accessoire ; dans les deux cas, elle est toujours perpétuelle, mais elle peut prendre fin par la réhabilitation. Le délai d'épreuve court, dit l'article 620 du Code d'instruction criminelle, « du jour où la condamnation est devenue irrévocable ou de celui de l'expiration de la peine de l'emprisonnement, si elle a été prononcée, »

L'incapacité de disposer et de recevoir à titre gratuit, elle a aussi, un caractère perpétuel qui survit à la libération, mais peut prendre fin par la réhabilitation. Les rédacteurs de la loi de 1854 ont manifesté formellement leur sentiment sur ce point. En effet, le rapporteur de la loi, M. Riché, s'exprimait en ces termes : « Les incapacités édictées par

l'art. 3 et qui constituent une nuance entre les suites des peines perpétuelles et celles des peines temporaires ont la permanence des déchéances que comprend la dégradation civique et ne sont pas effacées par la cessation de la peine principale, mais seulement par la réhabilitation. »

Enfin, la réhabilitation fera aussi cesser la peine accessoire de l'interdiction de séjour, qui a remplacé l'ancienne surveillance de la haute police, et qui est la conséquence forcée des condamnations criminelles, à moins que la loi n'en ait dispensé le condamné (1).

2° *Condamnations à des peines correctionnelles.* — Les incapacités qui sont la suite des condamnations correctionnelles sont très nombreuses et ce n'est pas seulement le Code pénal qui les édicte, mais encore un certain nombre de lois spéciales, promulguées postérieurement.

L'article 42 du Code pénal s'occupe de l'interdiction des droits civiques, civils et de famille. C'est une peine privative de droits, qui édicte une partie des incapacités qu'entraîne la dégradation civique mais qui, à la différence de celle-ci est divisible, c'est-à-dire que les juges ont la faculté de ne prononcer qu'une ou plusieurs des déchéances qu'elle édicte. C'est une peine complémentaire, en ce sens qu'elle n'est jamais encourue de plein droit et qu'elle doit toujours être formellement prononcée par le juge, même lorsqu'elle est obligatoire pour lui. Enfin elle est en principe

(1) Loi du 27 mai 1885, art. 19; art. 46; C. P. modifié par la loi du 23 janvier 1874; art. 620, § 3, *Code d'instr. crim.*

temporaire, sauf deux cas, dans lesquels la loi la prononce à perpétuité (art. 171, art. 175, Code pénal).

La réhabilitation met fin à toutes les incapacités édictées par l'art. 42.

Elle met fin également à toutes les incapacités correctionnelles résultant de lois spéciales et dont les principales sont :

1^o Le décret organique du 2 février 1852 (art. 15 et 16) qui attache à un grand nombre de condamnations correctionnelles la perte de plein droit de la faculté de voter (1).

2^o La loi du 24 novembre 1852 (article 2) qui déclare incapables d'être jurés les condamnés à l'emprisonnement quelle qu'en soit la durée, ou à l'amende, pour vol, escroquerie et divers autres délits.

3^o Le décret du 24 novembre 1852 (article 3 et 6) qui suspend le droit de porter des décorations pour tout condamné à l'emprisonnement, pendant la durée de sa peine.

4^o La loi sur le recrutement du 15 juillet 1889 (article 5) qui ordonne que les individus, condamnés correctionnelle-

(1) On est surpris, quand on parcourt les dispositions de ce décret de voir la rigueur injustifiable de certaines d'entre elles. C'est ainsi qu'une condamnation pour vol, même à une simple amende, entraîne l'incapacité perpétuelle de vote. Or, il n'est souvent que trop évident, en présence de certains faits minimes, que la poursuite n'aurait pas eu lieu, si le ministère public avait connu les explications qui sont fournies à l'audience. Et cependant l'incapacité édictée par la loi est perpétuelle et partant absolument disproportionnée avec la pénalité prononcée par le juge. Il y aurait donc là une réforme urgente à entreprendre et qui pourrait consister en ceci : en même temps qu'il prononce la peine, le magistrat serait chargé de fixer une certaine période de temps, en rapport avec la gravité du délit, pendant laquelle l'incapacité serait encourue. On éviterait ainsi cette perpétuité de l'incapacité, si propre à amener le découragement et à enchaîner les bonnes résolutions. (Voir en ce sens M. Berenger, *Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, année 1892, 1^{er} semestre *Bulletin de la Soc. des Prisons*, année 1898, Séance du 18 mai).

ment à 3 mois de prison au moins, pour certains délits qu'elle énumère et ceux qui ont été l'objet de deux condamnations au moins, quelle qu'en soit la durée, pour ces mêmes délits, seront incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

Mais à la différence de la revision et de l'amnistie, la réhabilitation fait seulement cesser *pour l'avenir* toutes les incapacités et déchéances que nous venons de passer en revue. Elle n'a pas d'effet rétroactif et laisse subsister l'effet des incapacités qui ont pesé sur le condamné, depuis sa libération, et ne les lève que pour l'avenir.

A cette question d'ailleurs se rattachent quelques développements.

A. — D'abord l'article 15 de la loi du 24 juillet 1889 « sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés » décide que « si les père et mère sont frappés de déchéances, dans les cas prévus par l'article 1^{er} et par l'article 2, paragraphes 1, 2, 3, et 4, ils ne peuvent être admis à se faire restituer la puissance paternelle qu'après avoir obtenu leur réhabilitation. »

La réhabilitation n'entraîne donc pas ici, « *ipso facto* », la résurrection de la puissance paternelle, elle n'est que le préliminaire d'une procédure en restitution de puissance paternelle.

Les rédacteurs du projet primitif étaient plus larges ; ils avaient admis que la réhabilitation ferait de plein droit cesser la déchéance.

Mais le Conseil d'Etat rejeta cette proposition, car comme dit M. Courcelle-Seneuil (1), « on ne peut pas plus restituer de droit au père sa puissance paternelle, qu'on ne peut lui faire rendre la somme qu'il aurait été condamné à payer à titre de dommages-intérêts par la Cour ou le Tribunal qui aurait appliqué la peine. » Le Conseil d'Etat a estimé avec raison, qu'on ne pouvait considérer la réhabilitation, comme constituant un mérite particulier, qui fit au réhabilité une condition meilleure que celle du père qui aurait encouru la déchéance, sans avoir commis ni crime ni délit. Il a admis le père déchu, soit qu'il ait été réhabilité, soit qu'il n'ait jamais été condamné, à réclamer, trois ans après que le jugement de déchéance est devenu irrévocable, la restitution de la puissance paternelle.

B. — Le père qui, par suite de l'application de l'article 335, C. I., a été privé de l'usufruit légal des biens de ses enfants mineurs, en recouvrira la jouissance, à partir de la réhabilitation, mais il n'aura droit à aucune répétition pour les fruits perçus et même seulement échus, pendant la durée de l'interdiction.

C. — A propos du testament fait par un condamné à une peine perpétuelle, deux observations sont à faire :

1^o Le testament fait par cet individu, en état d'incapacité, est radicalement nul, bien qu'il soit, dans la suite, l'objet d'une mesure de réhabilitation (2).

(1) Voir rapport de M. Courcelle-Seneuil, dans le *Code de la puissance paternelle* de M. Leloir, tome II page 213.

(2) En ce sens Garraud, p. 171. Aubry et Rau, tome VII, p. 47.

2^o Mais on peut supposer le testament du condamné antérieur à la condamnation et par suite annulé par elle. La réhabilitation survenant dans la suite soulève alors une question très délicate. Certains auteurs (1) soutiennent que le testament ayant été fait en temps de capacité sera valable, si avant sa mort le condamné rentre par l'effet de la réhabilitation dans la pleine jouissance de ses droits civils (2).

Nous estimons que la solution contraire est plus sûre.

La condamnation n'étant effacée que pour l'avenir, l'effet qu'elle a produit dans le passé sur le testament est un fait accompli. Pour que ce testament annulé pût revivre, il faudrait, selon nous, que la réhabilitation eût un effet rétroactif.

D. — La réhabilitation rétablit les pensions civiles et militaires, mais ne fait pas rentrer dans les arrérages échus et non touchés. L'article 27 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles et militaires s'exprime ainsi à ce sujet : « Tout fonctionnaire ou employé qui aura été condamné à une peine afflictive ou infamante perd ses droits à la pension. Dans ce dernier cas, s'il y a réhabilitation, les droits à la pension sont rétablis. » Et l'article 29 de la même loi ajoute : « Le rétablissement de la pension ne peut donner lieu à aucun rappel pour les arrérages antérieurs (3). »

E. — La réhabilitation ne réintègre pas le réhabilité de plein droit dans la fonction qu'il occupait ni dans les honneurs et

(1) En ce sens Aubry et Rau, op. cit.

(2) C'est la règle formulée dans l'adage latin « *media tempora non nocent* »

(3) Les mêmes principes sont appliqués en cas d'amnistie. Voir à ce sujet l'arrêt du Conseil d'Etat du 23 janvier 1880 (D. 80, 3, 63.)

dignités qui lui ont enlevés, par suite de sa condamnation. Un arrêt du Conseil d'Etat en date du 20 février 1885 (D. 86, 3, 17) avait tranché la question en ce sens, « attendu, dit l'arrêt, que la réhabilitation ne saurait avoir pour effet de réintégrer X dans le grade qu'il occupait dans la Légion d'honneur et qui lui a été retiré, par application de la législation spéciale régissant cet Ordre. (1). »

Il s'agissait en l'espèce d'un membre de la Légion d'honneur, qui avait encouru une condamnation correctionnelle, entraînant pour lui la perte de ses droits civils et politiques et qu'une décision présidentielle avait, sur la proposition du Conseil de l'Ordre, rayé des cadres de la Légion d'honneur. Le condamné ayant postérieurement obtenu sa réhabilitation, demandait à être réintégré sur les cadres de la Légion d'honneur, la réhabilitation dont il avait été l'objet devant lui rendre, pensait-il, tous ses droits, prérogatives, honneurs et distinctions (2).

Cet arrêt ayant été rendu, sous l'empire de l'ancien article 634 du Code d'inst. crim., fallait-il appliquer la même solution aujourd'hui, alors que la loi de 1885 est venue modifier la réhabilitation ? On pourrait en effet faire

(1) *Contrà* en cas d'amnistie. Voir à ce sujet un arrêt du Conseil d'Etat du 12 mai 1881 (D. 82. 3, 97.) Il résulte de cet arrêt que l'amnistie pleine et entière réintègre l'amnistié dans la qualité de membre de la Légion d'honneur qu'il avait perdue par sa condamnation. En effet, grâce à l'amnistie, la condamnation n'existe plus, le jugement est censé n'avoir jamais été rendu et l'amnistié, invoquant la fiction légale qui s'attache à l'amnistie est fondé à prétendre qu'il n'a jamais perdu la qualité de légionnaire.

(2) « Il nous paraît impossible, disait à cette époque le commissaire du gouvernement dans ses conclusions, que cet effet de la condamnation puisse être effacé par la réhabilitation et cela pour deux raisons ; la première est que la radiation des cadres de la Légion d'honneur est une véritable peine ; la seconde que seules, et pour l'avenir seulement, les incapacités sont effacées, par la mesure dont s'agit. »

remarquer que le nouvel article 634 porte que « la réhabilitation efface la condamnation ». Or la condamnation qui avait servi de base à la radiation étant effacée, il semblerait que la radiation dût disparaître aussi :

A l'époque où fut rendu l'arrêt, dont nous nous occupons, le projet de loi « sur les moyens de combattre la récidive », ayant déjà été voté au Sénat, le commissaire du gouvernement exprimait l'opinion que, bien que ce projet fit produire à la réhabilitation des conséquences qu'elle n'avait pas antérieurement, la solution qu'il proposait ne lui semblait pas devoir être modifiée dans la suite (1). Depuis, le Conseil d'Etat a été appelé à se prononcer sur la question, et, par arrêt en date du 8 avril 1888 (D. 89. 3. 117), il a tranché la question qui lui était soumise dans le même sens qu'en 1885 et ce, sur les conclusions conformes du commissaire du gouvernement qui déclarait au début de ses observations que si la loi du 14 août 1885 avait modifié le caractère de la réhabilitation, les modifications n'étaient pas telles qu'elles dussent déterminer le Tribunal à statuer autrement que sous l'empire de la législation ancienne (2). Dans l'espèce soumise au Conseil d'Etat, il s'agissait cette fois d'un officier qui, destitué à la suite d'une condamnation, puis réhabilité demandait à être réintégré dans son grade. « Cette réintégration est impossible, répondait le

(1) « Nous sommes, disait-il, sous l'empire de l'article 634 jusqu'à ce que la loi nouvelle fasse partie de notre législation, et, au point de vue du fait spécial qui nous occupe, nous nous demandons même si la loi nouvelle modifierait l'effet de la condamnation et si une réintégration serait de droit. Nous faisons toutes réserves sur ce point, qui nous paraît fort discutable. »

(2) En Belgique, cette question a été résolue dans le même sens, par un texte formel, l'article 7, § 4 de la loi du 25 avril 1896.

commissaire du gouvernement, parce qu'il est de principe que pour pouvoir demander et obtenir la réhabilitation, il faut avoir subi sa peine, il faut avoir expié, et comme l'expiation emporte la perte du grade, il suit de là que cette perte est absolument irrévocable, puisqu'elle constitue l'une des conditions essentielles de l'admission à la réhabilitation (1) ».

La solution admise par le Conseil d'Etat est absolument équitable et il faut décider avec lui qu'à la suite de la réhabilitation, le fonctionnaire destitué redevient apte à occuper une fonction, mais n'est pas réintégré dans son ancienne fonction. De même le condamné rayé des contrôles de la Légion d'honneur redevient apte à recevoir une décoration, mais la décoration, dont il avait été privé ne lui est pas rendue de plein droit.

F. — Supposons maintenant que nous sommes en présence d'un commerçant qui a été déclaré banqueroutier frauduleux. Ce commerçant encourt une déchéance, au point de vue de la loi pénale. Peut-il se faire réhabiliter? La loi commerciale (art. 612 du Code de commerce) déclare qu'il ne sera pas admis à la réhabilitation commerciale. L'article 623 du Code d'instruction crim. lui permet au contraire d'obtenir la réhabilitation pénale, mais l'article 634 de même Code, ajoute : « Les interdictions prononcées par l'article 612 du Code de commerce sont main-

(1) *Contra* en cas d'amnistic. L'officier qui a perdu son grade par suite d'une condamnation à une peine afflictive et infamante, doit être, de plein droit réintégré dans son grade, quand il a bénéficié d'une amnistie. La dégradation en effet avait été prononcée par la condamnation, qui est abolie. Voir l'arrêt du Conseil d'Etat cité *suprà*.

tenues, nonobstant la réhabilitation obtenue, en vertu des dispositions qui précèdent. »

Cette disposition figurait d'ailleurs dans la loi de 1852 et la législation de 1885 n'a fait que la reproduire. Nous nous trouvons ainsi en présence d'une situation qui paraît illogique : en effet, on permet au commerçant banqueroutier frauduleux de se faire réhabiliter pour crime, tandis qu'il ne le peut pas, pour sa faillite.

Lors de la discussion de la loi de 1852 devant le Corps législatif, M. Langlais, rapporteur (1), justifiait en ces termes cette distinction entre la loi civile et la loi commerciale : « Votre Commission, disait-il, s'est demandé si le banqueroutier frauduleux réhabilité civilement pourrait l'être commercialement. Nous ne connaissons point d'exemple de cette double réhabilitation dans la pratique, et le Code de commerce nous semble y répugner... La pensée du législateur ne paraît pas douteuse. La loi donne au commerçant honnête, la faculté de se faire réhabiliter, mais elle la refuse au commerçant coupable, au banqueroutier, au voleur, à l'escroc. Aussi la réhabilitation commerciale n'exige-t-elle aucune enquête sur la vie privée du demandeur. La Cour examine si le passif a été payé, puis elle prononce, tandis que la réhabilitation civile met en mouvement les corps municipaux, l'administration, le parquet, les Cours d'appel. Le commerce rejette de son sein le négociant condamné pour crime ou délit contre la pro-

(1) Rapport supplémentaire fait par M. Langlais au nom de la Commission, D. L. 2. 4. 172.

bité, voilà l'esprit de la loi. Or, la réhabilitation civile n'efface pas le crime, ne détruit pas le jugement, la condamnation. » Mais précisément aujourd'hui la réhabilitation efface la condamnation, aussi on ne s'explique nullement pour quelles raisons la législation de 1885 a reproduit la disposition de la loi du 3 juillet 1852, touchant le banqueroutier frauduleux et nous ne pouvons que faire des vœux pour voir abroger à bref délai le deuxième paragraphe de l'article 634, qui n'a plus, selon nous, aucune raison d'être. La Belgique nous a devancé dans cette voie. Au cours de la discussion de la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation, l'orateur du gouvernement a formellement déclaré « que la réhabilitation pénale faisant cesser pour l'avenir, dans la personne du condamné, tous les effets de la condamnation, celle-ci ne pourrait plus être invoquée comme une fin de non recevoir contre les demandes en réhabilitation commerciale des banqueroutiers frauduleux (1). »

G. — La réhabilitation est impuissante à faire cesser les indignités purement civiles prononcées par les articles 727 et 730 du Code civil. Ces indignités produisent leur effet de plein droit, et, quand il faut un jugement pour prononcer l'indignité, ce jugement ne fait que constater ce qui existe (2). Or, la réhabilitation efface bien la condamnation, mais elle ne saurait faire disparaître la matérialité d'un fait (3),

(1) Voir *Pasino mie belge*, année 1896, page 115.

(2) En ce sens Baudry-Lacantinerie. *Traité des Successions*, tome I, p. 172.

(3) C'est la même solution qui a été admise en Belgique par la loi du 25 avril 1896. (Voir art. 6, § 5 de cette loi, à l'appendice 2).

III. — *Effets au point de vue des droits des tiers.*

I. En principe la réhabilitation ne porte nulle atteinte aux droits des tiers. En effet, d'après ce que nous avons dit plus loin, le legs caduc par suite de l'incapacité du légataire, à la mort du testateur, continuera, nonobstant la réhabilitation de ce légataire, à appartenir au colégataire qui l'a recueilli. Il faut également décider que le divorce ni la séparation de corps, prononcés antérieurement à la réhabilitation, continueront à être maintenus, malgré la réhabilitation. Il y a là en effet un droit acquis par le conjoint en faveur duquel on a prononcé la séparation de corps ou le divorce. Enfin, si la réhabilitation était prononcée, alors que la partie lésée n'a pas encore exercé ses droits nous estimons que cette partie lésée aurait, malgré la réhabilitation, le droit de formuler sa réclamation, dans les 30 ans qui suivent le jugement ou l'arrêt de condamnation, c'est-à-dire tant qu'ils ne sont pas atteints par la prescription. Ces droits sont en effet entrés dans le patrimoine de la partie lésée ; or les droits de propriété sont inviolables.

En Belgique, la loi nouvelle a prévu ce cas dans un texte formel. L'article 7 de la loi du 25 avril 1896 (1) décide que la réhabilitation obtenue n'empêche pas l'action en dommages-intérêts fondée sur la condamnation (2).

(1) Voir cette loi à l'appendice.

(2) Voici comment M. Bergerem justifiait cette disposition : « Un accueil favorable à une demande de réhabilitation, disait-il, pourrait intervenir, avant que le délai reconnu à la partie civile, pour la poursuite de ses droits ne soit expiré. Pour éviter toute contestation sur les conséquences de la mesure dont bénéficie le condamné au regard de la partie lésée, il fallait bien réserver les droits de celle-ci à poursuivre la réparation du tort qui lui a été causé, même lorsque la réhabilitation a lieu avant l'expiration du terme de la prescription de cette action civile ». Voir *Pasinoomie belge*, 1896, p. 118. »

Les solutions que nous venons d'exposer étaient déjà admises par la jurisprudence, sous l'empire de la loi de 1852; la loi de 1885 n'ayant pas innové en cette matière, il n'y a donc pas lieu de les modifier.

II. — Cependant depuis la loi de 1885 il peut arriver qu'indirectement, par suite d'un arrêt de réhabilitation, certaines personnes perdent des droits qu'elles possédaient auparavant. C'est ainsi qu'il faut décider, sous l'empire de la législation actuelle que le conjoint d'un époux condamné à une peine afflictive ou infamante perd le droit de demander le divorce ou la séparation de corps, après la réhabilitation prononcée. La raison en est que, depuis la loi de 1885, la réhabilitation effaçant la condamnation, cette condamnation ne peut plus être invoquée comme fondement d'une telle demande (1). En outre, en vertu de l'art. 623 du Code d'instruction criminelle, nous savons que « la Cour peut accorder la réhabilitation, même dans le cas où les frais n'auraient pas été payés ou ne l'auraient été qu'en partie », et, « qu'en cas de condamnation solidaire, la Cour fixe la part des frais de justice, des dommages-intérêts ou du passif, qui doit être payé par le demandeur ». En étudiant ces dispositions nous avons fait remarquer que dans tous les cas où la Cour, s'appuyant sur ces dispositions, accordait la réhabilitation, les droits du Trésor ou de la partie lésée restaient entiers et que les versements opérés dans ces conditions ne libéraient pas définitivement le

(1) En Belgique, où depuis la loi du 25 avril 1896, la réhabilitation a les mêmes effets qu'en France, le législateur a décidé, à tort selon nous, que la réhabilitation n'empêchait pas l'action en divorce ou en séparation de corps. (*Voir à l'appendice 2*, art. 7, § 6 de la loi du 25 avril 1896).

réhabilité et n'avaient jamais que la valeur d'acomptes. Il n'en reste pas moins vrai que cette décision porte indirectement atteinte aux droits du Trésor et à ceux de la partie civile, puisqu'ils se trouvent obligés d'accepter la quote-part de la dette déterminée par la Cour.

Enfin, dans les cas où le Trésor ou encore la partie lésée, poursuivraient, après la réhabilitation, le paiement de l'amende, des frais, ou des dommages-intérêts, qui pourraient leur être encore dus, la question se pose de savoir s'ils pourraient encore avoir recours à la contrainte par corps.

Pour résoudre cette question, il est nécessaire tout d'abord de prendre parti sur le caractère prédominant de la contrainte par corps. Doit-on la considérer comme une peine ou comme une épreuve de solvabilité ? La jurisprudence est divisée sur ce point ; la Cour d'Alger donne la prépondérance au caractère pénal (1) et la Cour de Paris au caractère civil (2). Nous inclinons à penser que le caractère prépondérant de la contrainte par corps, c'est le caractère pénal parce qu'il est certain qu'en attachant aux condamnations à des dommages-intérêts prononcées pour crimes ou pour délits, la sanction de la contrainte par corps, le législateur avait moins en vue l'intérêt privé que l'intérêt public. Et d'ailleurs, à l'appui de cette opinion, on peut invoquer l'exposé des motifs de la loi du 22 juillet 1867 : « Bien que ces condamnations soient connues sous le nom de réparations civiles, elles ont quelque chose de

(1) Alger, 17 février 1882. S., 1882, 2, 17.

(2) Paris, 38 mars 1882. S. 1882, 2, 158.

pénal..... Le plaignant n'est créancier que parce qu'il a été victime.... La société entière est intéressée à l'acquittement de ce genre de dette. Ce n'est pas assez pour elle, que la peine ordinaire ait été subie. Pour que la conscience publique soit satisfaite, il faut encore que le préjudice ait été réparé..... Envisagée sous cet aspect, la contrainte par corps, en matière criminelle et correctionnelle est une sorte de *peine éventuelle et complémentaire*, prononcée par anticipation pour le cas où le condamné ne voudrait pas où ne pourrait pas satisfaire à la peine pécuniaire qui lui a été infligée, au profit de la partie civile (1). »

Or, s'il est exact, comme le déclare ce texte, que la contrainte par corps ait un caractère avant tout pénal, elle devra évidemment disparaître devant la réhabilitation, cette dernière depuis la loi de 1885, ayant précisément pour objet d'effacer la condamnation avec toutes les conséquences qu'elle pouvait entraîner, au point de vue de la vindicte publique (2).

SECTION IV

Réformes proposées

I. — Aussitôt que la loi du 14 août 1885 eut été mise en vigueur, on ne tarda pas à constater l'efficacité des nouvelles dispositions qu'elle avait édictées et, comme nous le verrons plus loin, le nombre des demandes en réhabili-

(1) Voir Sirey, *Lois annotées*, 1867, p. 166).

(2) En ce sens Prudhomme, *France judiciaire*, t. 10, p. 271. Laborde, n° 378. En sens contraire, Dalloz, *Répertoire suppl.*, tome XII, n° 292, Garraud, *Traité de droit pénal*, tome II, n° 41.

tation s'accrut dans une proportion considérable, Mais, par contre, on s'aperçut aussi bien vite qu'elle n'avait pas fait disparaître toutes les difficultés que rencontraient auparavant les demandes en réhabilitation et qu'une réforme, touchant la procédure, était nécessaire. Aussi en 1891, la Commission du casier judiciaire demandait au Garde des Sceaux de l'investir de la mission d'examiner les simplifications qui pouvaient être apportées dans la procédure de la réhabilitation. Cette mission lui fut confiée par le Garde des Sceaux dans la séance du 20 février 1891. La Commission procéda aussitôt à l'examen de cette question et la discussion porta sur trois systèmes qui furent proposées.

Le premier, présenté par M. Bérenger, concluait à l'établissement d'une réhabilitation de plein droit s'opérant par l'écoulement d'un certain laps de temps, sauf nouvelle condamnation.

Le second, dû à l'initiative de M. Léveillé, consistait à substituer, dans certains cas, la grâce à la réhabilitation.

Le troisième, soutenu par M. Guillot, se bornait à remplacer l'enquête actuelle, en partie administrative par une enquête purement judiciaire, faite par un juge, spécialement commis, de manière à prévenir le plus possible les indiscretions et les influences politiques.

Ces trois projets furent repoussés et la Commission, sur la proposition de M. Guillot, se borna à émettre le vœu qu'une circulaire fût adressée par M. le Garde des Sceaux aux magistrats des Parquets, pour les inviter à apporter dans leur enquête toute la discrétion possible.

II. — En 1894, au cours de la discussion de la proposition de M. Michelin, ayant pour objet de rendre la réhabilitation applicable aux condamnés contradictoires qui ont prescrit contre l'exécution de la peine, M. Henri Blanc proposa un amendement qui tendait à simplifier la procédure de la réhabilitation. La réforme consistait, selon lui, à assimiler autant que possible la procédure de la réhabilitation actuelle à la procédure de la réhabilitation commerciale réglémentée par les articles 605 et suivants du Code de commerce.

Cet amendement adopté par la Commission de la Chambre des Députés fut écarté par la Commission du Sénat, lors de la première délibération de la proposition Michelin, devant la Haute Assemblée (Séance du 18 janvier 1898.)

III. — Enfin, dans le courant des mois d'avril et juin derniers, cette question des réformes à introduire dans la loi du 14 août 1885 a fait l'objet, à la Société des Prisons (1) d'un rapport de M. Passez. L'éminent criminaliste, reprenant les idées émises en 1891, au sein de la Commission du casier judiciaire, par MM. Bérenger et Guillot, estime que les seules réformes utiles en la matière consisteraient, d'une part, à substituer à l'enquête administrative actuelle une enquête purement judiciaire, et à admettre, d'autre part, pour les personnes condamnées à raison d'infractions légères, une réhabilitation de plein droit, qui opérerait par l'écoulement d'un certain laps de temps.

A présent que nous connaissons les diverses propositions

(1) Voir *Bull. de la Soc. des Prisons* des mois d'avril et juin 1898.

qui ont été faites dans le but de développer la réhabilitation, de la rendre accessible à un plus grand nombre, nous allons, pénétrant plus avant dans l'examen de chacune de ces propositions, examiner quelles sont celles d'entre elles qu'il faut résolument écarter, quelles sont au contraire celles qui sont susceptibles d'améliorer d'une manière efficace notre législation actuelle.

I. Proposition de M. Léveillé. — Elle tend à substituer la grâce à la réhabilitation. Nous ne reviendrons pas sur l'étude de cette proposition puisqu'elle a déjà fait de notre part l'objet d'une étude spéciale (1).

II. Proposition de MM. Bérenger et Passet. — Elle consiste à ajouter, dans certains cas, à la réhabilitation après enquête, seule prévue par le Code d'instruction, une réhabilitation de plein droit, analogue à celle instituée par la loi du 26 mars 1891. Supposons par exemple un individu, qui a été condamné depuis 30 ans; sa condamnation est aujourd'hui ignorée, mais il vit dans une perpétuelle angoisse de voir son secret découvert et sa situation perdue. Eh bien, l'intérêt de la société est de ne pas prolonger indéfiniment les conséquences d'un châtiment depuis longtemps expiré. Pour ce condamné en effet l'heure du découragement peut venir, qui le rejettera dans la révolte, et lui fera commettre de nouveaux crimes. L'absence de nouvelle condamnation à son égard, étant une réelle

(1) Voir *suprà* page 48.

garantie, doit suffire à lui faire obtenir la faveur de la réhabilitation (1).

Sur cette question de la réhabilitation de plein droit les avis sont très partagés et cela tient à ce que les criminalistes qui ont proposé cette réforme sont préoccupés d'une idée tout autre que celle qu'ils paraissent suivre. Ce qu'ils cherchent en effet, c'est moins une réforme de la réhabilitation que la suppression des effets résultants de la publicité du casier judiciaire (2). La réhabilitation de plein droit, qui aurait pour effet non seulement de faire disparaître l'inscription du casier judiciaire, mais encore d'effacer toute trace de la condamnation, ne saurait être admise, parce qu'elle a le grand inconvénient d'être aveugle et de ne pas tenir compte de l'immoralité et de la mauvaise conduite. Or la réhabilitation, nous l'avons vu, ne peut être concédée que

(1) Cette réhabilitation de plein droit est admise par certaines législations étrangères. L'art 90 du Code Pénal du canton de Fribourg déclare : « La réhabilitation a lieu de plein droit après un délai de vingt ans, depuis l'expiration de la peine principale ». En Danemark les personnes frappées de peines, pour une action que le sentiment public considère comme déshonorante peuvent, lorsque la condamnation aura été prononcée pour la première fois et que la peine ne sera pas supérieure à l'emprisonnement, rentrer en possession de leurs droits, pourvu qu'il se soit écoulé 10 ans au moins, depuis le prononcé de la sentence, qu'elles soient demeurées dans le pays et qu'elles n'aient pas encouru de condamnation nouvelle. (Voir loi du 13 avril 1894, à l'appendice 3).

(2) M. Bérenger lui-même s'exprimait ainsi à ce sujet en 1886, devant la Société des prisons : « Au moment où je m'occupais de la loi sur la réhabilitation disait-il, on m'a de plusieurs côtés, demandé si la réhabilitation ne pourrait pas se produire de plein droit, après un certain laps de temps. Tel n'est pas mon avis, car il est nombre d'individus qui, sans retomber sous la main de la justice ne laissent pas d'être de parfaits misérables. » Mais il ajoutait : « Il n'en est pas de même pour le casier judiciaire et pour ma part j'incline à penser, qu'il devrait exister une sorte de prescription, pour en effacer les mentions. »

lorsqu'elle est justifiée et le pardon ne doit être accordé qu'après que la justice s'est assurée qu'il a été mérité.

III. — *Proposition de M. H. Blanc.* L'auteur de cette proposition estimait que pour simplifier la procédure de la réhabilitation et la rendre plus expéditive, la demande, au lieu d'être adressée au Procureur de la République, devrait être directement adressée à la chambre des mises en accusation. L'instruction de la demande serait faite par le Procureur général, au lieu de l'être par le Procureur de la République et on éviterait ainsi toutes les lenteurs résultant aujourd'hui de l'instruction préparatoire à laquelle procède le parquet de première instance.

Cette proposition a été repoussée avec raison, parce que les dispositions que nous venons brièvement d'exposer, outre qu'elles étaient contraires au principe de la hiérarchie judiciaire n'auraient, si on les avait appliquées, nullement simplifié la procédure. Il est en effet de toute évidence que le Procureur général, recevant une demande en réhabilitation se serait empressé d'en confier l'instruction au Procureur de la République, ce magistrat, en raison de ses rapports constants avec les maires et juges de paix de son arrondissement étant l'autorité toute désignée pour procéder à l'enquête prévue par la loi.

IV. — *Proposition de MM. Guillot et Passez.* — Elle consiste à simplifier la procédure en ne lui conservant que ce qui a un caractère judiciaire et en supprimant l'intervention de l'autorité administrative. On éviterait ainsi par là même les divulgations qui parfois ont lieu, au cours de

l'enquête. Aujourd'hui, en effet, les enquêtes sont trop longues et trop peu discrètes. Le procureur de la République doit s'adresser au préfet ou au sous-préfet, au maire et au juge de paix, pour obtenir des renseignements sur la conduite du pétitionnaire, à chacune de ses résidences, d'où des indiscretions et des lenteurs inévitables. Le remède serait de confier à un juge le soin de prendre des renseignements sur la conduite des condamnés à réhabiliter. L'enquête purement judiciaire aurait en outre pour résultat d'exclure les considérations politiques qui trop souvent aujourd'hui entrent en ligne de compte et influent sur les avis que l'autorité administrative est appelée à émettre. Le juge tout désigné pour procéder à l'enquête, c'est le juge de paix, auquel il serait recommandé de procéder par lui-même à ses investigations. En le laissant libre de conduire son enquête comme il l'entendra, il arrivera à obtenir tous les renseignements désirables, sans aucune indiscretion.

Nous approuvons absolument la réforme proposée par MM. Guillot et Passez, dans les termes que nous venons d'indiquer, parce que, comme eux, nous estimons que l'enquête par le juge de paix seul donnerait des résultats très satisfaisants. Point n'est besoin de réclamer trois avis qui sont, dans les grandes villes au moins, puisés à la même source, pour être édifié sur la conduite d'un individu. Au surplus, comme le déclarait M. Tonny-Martin à la séance de la Société des Prisons du 18 mai 1898, le juge de paix pourrait interroger qui bon lui semble,

s'il n'avait pas par lui-même la possibilité de s'éclairer. La loi ne lui interdit pas de conférer discrètement avec le maire de la commune où a habité le suppliant ou avec toute autre personne honorable, qui pourrait le bien renseigner.

Pour arriver à la réforme que nous sollicitons, certains auteurs ont prétendu qu'il n'était pas besoin d'une loi, qu'il suffisait de modifier un usage administratif et que, dans ce but, une circulaire du Garde des Sceaux suffisait. C'est là, croyons-nous une erreur profonde. Une simple circulaire ne pourrait faire du juge de paix le seul agent chargé de procéder à l'enquête, car la loi actuelle oblige à prendre non-seulement son avis, mais encore celui du préfet ou du sous-préfet et du maire, et on ne saurait s'en passer. Il y a donc lieu de reviser la loi sur ce point et notamment de solliciter la Commission de revision du Code pénal de modifier en ce sens son projet (1).

(1) Le projet de Code pénal traite de la réhabilitation, sans édicter aucune disposition nouvelle.

CHAPITRE III

De la Réhabilitation disciplinaire

(Loi du 19 mars 1864 (1)).

Les officiers publics ou ministériels chargés des intérêts des justiciables, peuvent, dans certains cas, trahir ces intérêts et pour ce fait être destitués de leur charge. Outre la perte de l'office, cette destitution entraîne certains effets accessoires. En effet : 1^o l'article 15, § 8 du décret du 2 février 1852 porte : « Ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales les notaires, greffiers et officiers ministériels *destitués en vertu de jugements ou décisions judiciaires* ; 2^o la loi du 4 juin 1853, art. 2, déclare incapables d'être jurés les notaires, greffiers et officiers ministériels *destitués*.

Or la loi du 3 juillet 1852 sur la réhabilitation, de même que le Code de 1808, laissait en dehors de la réhabilitation les officiers ministériels frappés de destitution, et la Cour de Cassation décidait que, faite pour les seules condamnations judiciaires, la réhabilitation ne pouvait effacer les déchéances et incapacités résultant de la destitution (1).

(1) Cass. 31 mars 1851 (D. 51. I. 110.)

La loi du 19 mars 1864 est venue combler cette lacune, en étendant aux notaires, aux greffiers et aux officiers ministériels le bénéfice de la loi du 3 juillet 1852, sur la réhabilitation (1), et ce, toutes les fois qu'ils auraient été frappés d'une incapacité quelconque, par l'effet d'une destitution légalement prononcée (2).

Lors de la discussion de cette loi, par suite de la différence entre les termes du décret de 1852 et ceux de la loi de 1853, le décret n'attachant les incapacités qu'à la destitution, prononcée judiciairement, tandis que la loi employait le terme général « destitués », sans rien ajouter, on s'était demandé si la loi de 1853, attachait une incapacité à la destitution dans tous les cas, abstraction faite de la forme et du pouvoir qui la prononce. A cet égard, la Commission du Corps législatif et les commissaires du gouvernement n'étaient pas d'accord (3). En effet M. Mathieu, rapporteur de la Commission, était d'avis que la destitution prononcée par décret ne pouvait avoir les mêmes effets que la destitution prononcée judiciairement. Au contraire, M. Conti, commissaire du gouvernement, s'appuyant sur un arrêt de la Cour de Cassation du 14 août 1850 (4), prétendait qu'il y avait décision judiciaire « toutes les

(1) Voir cette loi à l'appendice.

(2) Voir Ach. Morin, *De la discipline judiciaire* tome. II, p. 446.

(3) Voir la discussion de la loi et le rapport dont elle a été accompagnée D. 64. 4. 32

(4) S. 50. 1. 843. Cet arrêt décide que la révocation d'un officier ministériel, intervenue à la suite d'un procès disciplinaire et d'un jugement prononçant une simple suspension est une véritable décision judiciaire entraînant la radiation de la liste électorale.

fois que le décret de destitution, avait sa source, s'était trempé, dans un procès disciplinaire, poursuivi judiciairement la justice eût-elle été d'avis que l'officier ministériel ne méritait aucune peine ». Les commissaires du gouvernement et la Commission n'ayant pu s'entendre, il fut convenu que, dans la loi à intervenir, on ne trancherait pas ce point, et que, sans rien préjuger sur les effets des destitutions, la loi se bornerait à ouvrir la voie de la réhabilitation à ceux qui en auraient besoin.

Aussi, aux termes d'une jurisprudence constante de la Cour de Cassation, on admit que l'incapacité électorale était encourue non seulement lorsque la destitution avait été prononcée par le Tribunal, mais encore dans les cas où, aux termes de l'article 103 du décret du 30 mars 1808, le Garde des Sceaux prononçait la destitution des officiers ministériels, quand lui étaient transmises les décisions disciplinaires prononcées en chambre du conseil par les cours ou les tribunaux.

Il y avait donc, dans la loi même quelque chose d'excessif, car il était inadmissible qu'un officier ministériel destitué, en raison d'une faute purement professionnelle ou même parfois pour un motif purement politique, pût être ainsi privé de ses droits électoraux. En outre il y avait une inégalité flagrante entre la situation faite aux notaires, qui eux, d'après la loi du 25 ventôse an II, ne peuvent être destitués que par les tribunaux et les autres officiers ministériels soumis à la destitution par le gouvernement.

Ce sont ces considérations qui amenèrent MM. Gauthier (de Clagny), Brincard, Argeliès et Marcel Habert, députés, à déposer le 15 janvier 1894 une proposition, tendant à la modification du § 8 du décret organique du 21 février 1852, et qui est devenue la loi du 10 mars 1898(1).

Aux termes de la loi nouvelle, l'incapacité électorale des officiers ministériels ne peut résulter que d'une décision formelle des tribunaux statuant disciplinairement. La partie du jugement qui statue sur l'incapacité électorale devra être spécialement motivée ; l'aggravation de peine étant facultative, il est nécessaire que le tribunal donne les raisons qui la lui font prononcer.

Il est bien entendu que la loi de 1864, ne visant que les déchéances, qui sont la suite de la *destitution*, la réhabilitation ne saurait être étendue aux condamnations disciplinaires, qui n'entraînent aucune déchéance ou incapacité légale. Avant la loi du 14 août 1885, il ne pouvait y avoir aucun doute à cet égard, puisque la réhabilitation n'avait alors pour but que de faire cesser pour l'avenir les incapacités résultant d'une condamnation. Mais depuis 1885, la réhabilitation effaçant la condamnation, on s'est prévalu de cette modification dans le caractère de l'institution pour soutenir que la loi du 19 mars 1864 devait désormais recevoir son application, même dans le cas où la condamnation disciplinaire prononcée n'entraînait aucune déchéance.

(1) Voir cette loi à l'appendice 7.

La Cour de Limoges dans un arrêt en date du 11 février 1897 (1), a rejeté une pareille prétention, en déclarant que la réhabilitation des officiers ministériels, en ce qui concerne les condamnations qui peuvent la motiver, est toujours régie par la loi du 19 mars 1864, article premier, la loi du 14 août 1885 ayant laissé en dehors de ses prévisions cette réhabilitation spéciale. —

Examinons maintenant à quelles catégories d'officiers publics ou ministériels s'applique la loi de 1864 ?

L'article 1^{er} de la loi porte : « Les notaires, les greffiers et les officiers ministériels destitués... » Dans cette énumération sont évidemment compris les avocats au Conseil d'État et à la Cour de Cassation, les avoués, les huissiers, les commissaires-priseurs, les courtiers maritimes qui sont pourvus de véritables offices ministériels et à ce titre passibles de destitution.

Quant aux avocats, lors de la discussion de la loi, un amendement de M. de Champagny, tendant à les comprendre, fut rejeté par ce motif que l'avocat n'est pas un officier ministériel et que la mesure extrême, qui peut lui interdire l'exercice de ses fonctions s'appelle radiation du tableau et non destitution. Malgré certaines similitudes de fonctions les courtiers de marchandises, dont la profession a été rendue libre, par la loi du 18 juillet 1866, les agréés près les tribunaux de commerce, qui ne sont point nommés par le gouvernement ni titulaires d'offices, les référendaires au Sceau, qui n'ont point non plus de char-

1) S. 97. 2. 304.

ges légalement transmissibles, ne sont point de véritables officiers ministériels; les lois précitées de 1852-1853 et 1864 ne les concernent donc pas (1).

Quant aux conditions et aux formes de la réhabilitation, l'article 2 de la loi décide que « toutes les dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la réhabilitation des condamnés à une peine correctionnelle sont déclarées applicables aux demandes formées, en vertu de l'article 1^{er} et que le délai de 3 ans fixé, par le dernier paragraphe de l'article 620 du Code d'instruction criminelle, court du jour de la cessation des fonctions. « Les garanties qu'il est permis d'exiger des officiers ministériels, dit l'exposé des motifs de la loi, ne peuvent être inférieures à celles qui sont prescrites, en matière correctionnelle; ces garanties de résipiscence et de constante moralité ne comportent aucun degré d'atténuation; réduites, elles deviendraient insuffisantes. »

Les effets de cette réhabilitation disciplinaire consistent à faire disparaître l'incapacité légale, qu'avait produite la condamnation; elle permet aux officiers ministériels de se relever des déchéances qu'ils ont encourues.

La loi de 1885, sur la réhabilitation pénale n'a ni abrogé ni modifié la loi de 1864. Les notaires et officiers ministériels destitués, continuent, trois ans après la cessation de leurs fonctions, à pouvoir solliciter la réhabilitation; seulement il est bien entendu que la procédure suivie à leur égard sera celle qu'a organisée la loi de 1885. On a sou-

(1) En ce sens Billecoq, op., cit., p. 39.

tenu cependant (1) que certaines restrictions consacrées par la jurisprudence, antérieure à 1885, ne pourraient plus être admises aujourd'hui. Ainsi le tribunal de Toulon avait jugé le 30 novembre 1869 (2) que l'officier ministériel réhabilité n'était pas réintégré de plein droit dans ses fonctions, alors même qu'il n'avait pas encore été pourvu à son remplacement, mais que la réhabilitation lui rendait seulement pour l'avenir l'aptitude à exercer ses anciennes fonctions. Sous l'empire de la loi nouvelle, on a prétendu que la réhabilitation ne faisant pas seulement cesser les incapacités, mais effaçant en outre la condamnation, devait avoir pour effet de restituer dans son office, *ipso facto*, l'officier ministériel destitué, mais non encore remplacé. Nous pensons, au contraire, avec la majorité des auteurs (3), que les effets de la réhabilitation disciplinaire, comme ceux de la réhabilitation pénale n'agissent que pour l'avenir et qu'un officier ministériel, condamné pour fait le rendant incapable d'exercer un office public, pourra bien, après sa réhabilitation, être de nouveau nommé à des fonctions de ce genre, mais ne recouvrera jamais « de plein droit » celles qu'il occupait avant sa condamnation.

(1) En ce sens Brasseur, *De la Réhabilitation des condamnés*.

(2) D. 70, 3, 86.

(3) Voir Brégeault, *De la Réhabilitation*, p. 58. Leloir, *Code des Parquets*, tome II, p. 374, et l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 août 1848, déjà cité.

CHAPITRE IV

De la Réhabilitation légale

(Loi du 26 mars 1891)

SECTION 1^{re}

Notions générales.

La loi du 26 mars 1891, connue plus communément sous le nom de « Loi Bérenger » a son origine dans une proposition de loi « sur l'aggravation progressive des peines en cas de récidive et leur atténuation, en cas de premier délit », déposée sur le bureau du Sénat, par M. le sénateur Bérenger, au cours de l'année 1884.

Cette proposition, comme le projet qui est devenu la loi du 14 août 1885, était inspirée elle aussi par le désir de prévenir et de combattre la récidive : « Fortifier les bonnes résolutions du condamné, disait M. Barthou, dans son rapport à la Chambre des Députés, encourager son remords, le réintégrer dans le nombre des honnêtes gens, lui épargner la honte de la prison et le danger de la récidive, tel est le but de la loi. Les moyens sont, à la fois, l'espoir de

la réhabilitation sans enquête, sans formalité, sans débats, en cas de bonne conduite et la crainte de l'exécution inévitable, en cas de rechute. Encouragé par cet espoir, retenu par cette crainte, le condamné ne sera-t-il pas doublement et puissamment enclin à se conduire de façon telle qu'il répare le passé et se ménage l'avenir ? »

Voici dans ses lignes principales le système inauguré par la loi du 26 mars 1891. Les tribunaux peuvent, en cas de premier délit, ordonner qu'il sera sursis à l'exécution des peines de l'emprisonnement et de l'amende. Le sursis est prononcé pour 5 ans. Si, à l'expiration de ce délai, le condamné n'a encouru aucune poursuite, suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave, la condamnation est réputée non avenue; les peines accessoires et les incapacités cessent d'avoir effet. Dans le cas contraire, la première peine est exécutée sans confusion possible avec la deuxième (1).

Pendant la durée du sursis la condamnation est inscrite au casier judiciaire, avec la mention du sursis. Réputée non avenue à l'expiration du délai de 5 ans, sans condamnation, elle cesse d'être inscrite au casier (2).

Ainsi donc, d'après l'article 1^{er} de cette loi, si dans le délai de 5 ans, qui doit être considéré comme un délai d'épreuve, l'individu qui a bénéficié du sursis n'a encouru aucune condamnation nouvelle, il se produit à son profit une « réhabilitation légale », produisant les mêmes effets que la « réhabilitation judiciaire ».

(1) Voir, à l'appendice 8, l'article 1^{er} de la loi.

(2) Voir article 4.

SECTION II

**La décision du sursis est-elle obligatoire
pour le condamné ?**

La réhabilitation légale, acquise sans formalités, sans obligation de résidence, sans enquête, sans jugement, est incontestablement une faveur, si on la compare à la réhabilitation réglementée par la loi du 14 août 1885. La réhabilitation judiciaire nécessite, nous l'avons vu, une procédure longue et délicate, dont le résultat est toujours incertain, puisqu'elle suppose non seulement l'absence de condamnation nouvelle, mais encore une conduite irréprochable. Et cependant la question s'est posée de savoir si la décision du sursis était obligatoire pour le condamné ou si au contraire il avait le droit de renoncer au bénéfice du sursis.

L'intérêt de cette question git en ceci : la réhabilitation tacite résultant du sursis n'ayant lieu qu'au bout de 5 ans, la réhabilitation expresse, au contraire, pouvant avoir lieu trois ans après l'exécution de la peine, en renonçant au sursis, on gagne deux années pour la réhabilitation.

La lecture des travaux préparatoires va nous donner la solution de cette question. Dans son premier rapport au Sénat, en effet, M. Bérenger disait : « Le temps d'épreuve exigé pour la réhabilitation ordinaire ne commençant à courir qu'à partir de la libération, le condamné ne pour-

rait l'invoquer que si, renonçant au sursis, il exécutait réellement sa peine. » Dans la séance du 3 juin 1890, il disait encore : « Veut-on profiter de la loi de faveur et d'indulgence? On échappe d'abord à la flétrissure de la prison, on échappe ensuite au danger des enquêtes, et l'on arrive, par la suppression du casier, à la réhabilitation de plein droit. Veut-on rester dans les termes du Code d'instruction criminelle? On subit la peine, et, au bout de trois ans, on peut poursuivre la réhabilitation. »

Et pourtant, malgré ces déclarations si nettes de M. Bérenger, nous estimons que le sursis ne doit pas être facultatif pour le condamné, car une pareille solution est manifestement contraire au texte et à l'esprit de la loi.

En effet, l'article 1^{er} stipule que les cours et tribunaux pourront *ordonner qu'il sera sursis* à l'exécution de la peine. Il y a donc là, pour le condamné, une disposition tout aussi obligatoire que les autres parties du jugement ou de l'arrêt. Au surplus le juge a usé du droit que la loi lui accorde s'il a estimé le sursis préférable à l'exécution; ce n'est pas seulement dans l'intérêt du condamné, mais encore dans celui de la société et le coupable ne doit pas pouvoir renoncer à cette faveur même avec l'assentiment du ministère public. Ce dernier refuse d'ailleurs d'accéder aux demandes qui lui sont adressées par les condamnés et ce refus a été approuvé par le ministre de la Justice (1).

(1) Lettre du Garde des Sceaux au Procureur général de Toulouse. Lois nouvelles 1896, 3, 131.

Si le système contraire l'emportait, l'emprisonnement et l'amende suspendus deviendraient de véritables peines subsidiaires. Or ces peines ne sont pas admises dans notre droit pénal, sauf dispositions expresses.

Jusqu'alors la jurisprudence a toujours déclaré non recevables les demandes faites en vue de substituer à la réhabilitation légale, la réhabilitation judiciaire (1).

Repoussés par le ministère public et par les tribunaux, les condamnés conditionnels ont songé à se retourner du côté du Président de la République et à demander leur grâce, pour faire courir le délai d'épreuve de la réhabilitation judiciaire. Là encore leur demande a été repoussée, parée que la grâce, suspendant l'exécution de la peine, ne peut s'appliquer aux condamnations avec sursis; le droit d'exécution et le droit de grâce sont en effet deux droits corrélatifs et l'exercice de celui-ci suppose la possibilité d'exercer celui-là (2).

(1) Arrêt de la Cour de Paris du 31 Mai 1895. — *Simonet*, lois nouvelles 1897 p. 144 — « La Cour: considérant qu'aux termes de l'article 619 du Code d'instr. crim., le condamné à une peine d'emprisonnement ne peut être réhabilité que s'il a subi sa peine. — Considérant que X. a été condamné à 30 jours d'emprisonnement pour coups volontaires; que le même jugement a ordonné qu'il serait sursis, pendant 3 ans, à l'exécution de la peine d'emprisonnement, conformément à l'art. 1^{er} de la loi du 26 mars 1891; que X. n'a pas subi la peine d'emprisonnement prononcée contre lui par le dit jugement; que sa demande en réhabilitation ne saurait être accueillie. — Considérant au surplus que lors de la discussion de la loi du 26 mars 1891, il a été dit formellement, dans le rapport de la Commission de Sénat, que la réhabilitation spéciale, sans exécution effective de la peine, ne pourra se cumuler avec le droit de réclamer dans les conditions du Code, c'est-à-dire au bout de 3 ans, la réhabilitation ordinaire; que ce principe a été proclamé et reconnu de nouveau dans la délibération devant le Sénat, au cours des séances publiques du 3 et 9 Juin 1890. — Par ces motifs. Déclare X. non recevable dans sa demande en réhabilitation ».

(2) En ce sens Treppoz, p. 207. — Laborde, p. 523 et 597.

SECTION III

Quelle doit être la durée du délai d'épreuve, conduisant
à la Réhabilitation légale ?

D'accord avec la Commission du Sénat, M. Bérenger a pensé « que la dispense de l'exécution de la peine ne pourrait être rachetée que par un châtiment assez grave, pour assurer les mêmes effets d'intimidation et que la simple menace substituée à la réalité de la peine, ne saurait produire ces effets que par la durée(1). » D'autre part, pour éviter la diversité des jurisprudences, il estimait que le délai devait être déterminé d'une façon fixe. Sur sa proposition le Sénat décida que la durée du sursis serait fixée à 5 ans.

Monsieur le sénateur Bozérian avait développé un amendement tendant à laisser au juge la latitude de fixer la durée du délai entre 3 mois et 5 ans. « Il ne faut pas, disait M. Bozérian, édicter une règle unique pour des situations différentes ; il est juste, au contraire, de proportionner la durée de l'épreuve à la durée de la peine elle-même et à la gravité de l'infraction ». Mais cet amendement, combattu par M. Bérenger, fut repoussé(2).

(1) 1^{er} Rapport au Sénat p. 15).

(2) Débats au Sénat. Journ. Off. du 4 Juin 1890 p. 428 et suiv.

Le projet de la Commission de revision du Code pénal fixe à trois ans, sans distinction, le délai du sursis à l'exécution de la peine (1).

La loi luxembourgeoise du 10 mai 1892 art. 3 admet le délai de 5 ans de la loi française, mais elle le réduit à 3 ans, quand il s'agit d'une peine de simple police. — L'avant projet du Code Pénal suisse, art. 47, propose le délai de 5 ans.

Mais la plupart des lois ou projets étrangers admettent un délai mobile qui permet au juge de graduer l'épreuve. Ainsi dans la loi belge du 31 mai 1888, art. 9, la durée du délai est abandonnée à l'arbitraire du juge, avec un maximum de 5 ans mais sans minimum imposé; la loi genevoise du 29 octobre 1892 art. 3 et la loi portugaise du 6 juillet 1893 art. 852 fixent un délai variant de 2 à 5 ans.

Aucun de ces divers systèmes ne nous semble satisfaisant, parce que, selon nous, aucun d'eux ne semble tenir compte de tous les éléments qu'il faut envisager, pour résoudre cette question.

En effet, le système belge par exemple, a l'avantage très réel de proportionner la durée de l'épreuve à la gravité de la faute, mais en ne fixant pas de minimum, il laisse une trop grande place à l'arbitraire du juge.

Quant au système du délai fixe de 5 ans, il est assurément excessif, dans tous les cas où le délit est minime et la peine suspendue insignifiante. Il a en outre l'inconvénient de produire au point de vue de la réhabilitation des

(1) Voir art. 68 du projet à l'appendice 9.

effets bizarres. En effet l'individu condamné, pour la première fois, à une peine correctionnelle et auquel le sursis est refusé, pourra obtenir sa réhabilitation, trois ans après l'expiration de sa peine ; au contraire, celui qui, dans les mêmes conditions, aura bénéficié du sursis, devra attendre 5 années, avant d'être réhabilité. On arrive ainsi à cette conséquence que la loi Bérenger, destinée dans la pensée de son auteur, à améliorer le sort des individus, dignes d'indulgence, se trouve être, dans certains cas, plus rigoureuse que la loi du 14 août 1835.

Pour résoudre la question d'une façon satisfaisante, il faut autant que possible, se rapprocher du délai d'épreuve imposé pour la réhabilitation judiciaire. Partant de cette idée pourquoi ne fixerait-on pas la durée du délai d'épreuve à trois années, augmentées « dans chaque cas » d'une durée égale à celle de la peine suspendue ? « Avec un tel système, déclare M. Sambuc (1) on concilierait ces deux idées, en apparences contradictoires : la proportionnalité de la durée de l'épreuve avec la gravité de la faute et la nécessité d'une épreuve suffisamment longue pour être sérieuse ; on éviterait d'autre part, la diversité des jurisprudences ; on arriverait enfin à ce résultat équitable, de rendre accessibles au même moment, la réhabilitation légale acquise de droit, sans formalités, au condamné qui a été jugé digne d'un sursis, et la réhabilitation ordinaire, plus difficile et plus longue, au condamné qui a subi sa peine » (2).

(1) *Le délinquant primaire ou les moyens de prévenir la récidive*, par H. Sambuc, p. 316.

(2) Conf. Locard. *Commentaire de la loi du 28 mars 1891*, p. 89, note 2.

SECTION IV

Des effets produits par la réhabilitation légale.

« Lorsque pendant le délai de 5 ans, à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera comme non avenue. » (Art. 132).

Il se produit alors une réhabilitation légale qui est analogue, quant à ses effets, à la réhabilitation judiciaire et qui entraîne, par conséquent suivantes :

1° *La condamnation ne figure plus désormais au casier judiciaire délivré aux parties.* (Art. 5, § 2).

Elle y figurait en effet pendant le délai d'épreuve, avec, il est vrai, la mention de la suspension dont elle était l'objet. Or c'est là, suivant nous, une disposition excessive et dangereuse. Si le juge a estimé que le coupable était digne d'obtenir la faveur du sursis, qu'il n'y avait nul danger à le laisser libre et qu'on pouvait espérer son retour au bien, pourquoi mettre obstacle à son reclassement, en mentionnant sur son casier judiciaire la condamnation qu'il a encourue? M. Béranger a pensé qu'en ne faisant pas figurer cette condamnation sur l'extrait du cahier judiciaire, on priverait la justice d'un élément d'information nécessaire en cas de rechute et qu'on commettrait, vis-à-vis du tiers, toujours libre d'exiger de l'intéressé la

production du cahier, une sorte de dissimulation légale, dont la loi ne pouvait se rendre coupable.

En ce qui concerne le public, nous estimons que, à raison des circonstances dans lesquelles intervient le sursis, l'ignorance où il resterait de la condamnation suspendue, ne serait jamais un danger. Quant aux magistrats, ils auront toujours, en cas de rechute, connaissance des antécédents du condamné, par l'inscription de la condamnation aux bulletins, délivrés aux Parquets.

Quoi qu'il en soit la Commission de la Chambre s'est rangée à l'opinion de M. Béranger ; mais le rapporteur, M. Barthou, a laissé voir que, selon lui, la solution adoptée ne conciliait pas tous les intérêts en jeu, lorsqu'il déclarait dans son rapport : « Préoccupée des inconvénients si graves auxquels donne naissance la pratique du casier telle qu'elle fonctionne actuellement, la Commission nous a donné à l'unanimité, le mandat formel d'appeler l'attention de M. le Garde des Sceaux sur la nécessité de hâter les travaux de la Commission spéciale qu'il a instituée et de déposer un projet de loi, dont la base serait la distinction entre les condamnations, les unes devant figurer sur l'extrait délivré aux parties, les autres ne devant, en aucun cas, y être inscrites. »

Nous avons dit plus haut, quels étaient suivant nous, les inconvénients d'un pareil système. Mais si nous sommes partisans du maintien intégral du casier judiciaire, tel qu'il fonctionne actuellement, nous estimons

(1) Voir le premier rapport au Sénat, p. 17.

que, seules les condamnations contradictoires et définitives devraient y figurer ; les peines simplement conditionnelles, aux termes de la loi du 26 mars 1891 ne devraient jamais être mentionnées. Et cette réforme il suffirait d'une simple circulaire ministérielle pour l'accomplir (1).

2^o *La condamnation effacée, conformément aux règles posées dans la loi du 14 Août 1885, ne fera pas encourir, en cas d'une nouvelle faute les peines de la récidive.*

En effet, bien que la loi du 26 mars 1891 ne contienne pas de disposition sur ce point, il est certain que la condamnation étant considérée comme « non avenue », ne peut constituer le premier terme de la récidive. On peut, d'ailleurs, tirer en ce sens un argument *a contrario*, de l'article 3 de la loi.

Il n'y a pas du reste à distinguer entre la récidive ordinaire des articles 56, 57 et 58 du Code pénal et la récidive spéciale, prévue par la loi du 27 mai 1885, sur la relégation

En Belgique, bien que le paragraphe 2 de l'art. 9 de la loi du 31 mai 1888 déclare, lui aussi, que « la condamnation sera considérée comme *non avenue*, si, pendant le délai d'épreuve, le condamné n'encourt pas de condamnation nouvelle pour crime ou délit », cette disposition n'a

(1) C'est cette solution qui a été adoptée par la première section de la Société générale des prisons, où la proposition de loi de M. Béranger a été discutée et M. le conseiller Petit, après avoir exposé les cas dans lesquels l'admonition serait à souhaiter, ajoutait : « Quel soulagement pour le juge de pouvoir substituer à la prison ou à l'amende l'admonition répressive, qui ne serait inscrite au casier que pour le seul usage de la Justice et que les bulletins délivrés soit aux particuliers qu'ils concernent, soit aux administrations publiques ne mentionneraient pas. » *Bulletin de la Société des Prisons*, 1888, p. 259.

pas reçu la même interprétation qu'en France. M. Lejeune, ministre de la Justice, ayant déclaré à deux reprises, au cours de la discussion de la loi (1) que si par une fiction la condamnation était considérée comme non avenue, cette fiction ne pouvait empêcher que l'individu ait encouru cette condamnation, il en résulte que la condamnation continuant d'exister en fait, compte pour la récidive et met obstacle à l'octroi d'un nouveau sursis (2).

Cette manière de voir s'explique d'ailleurs par ce fait que, selon la loi belge alors en vigueur, la réhabilitation ordinaire étant une mesure purement gracieuse, accordée par le roi et consistant uniquement dans la remise des incapacités, on n'avait pas voulu donner à la « réhabilitation légale » des effets plus étendus que ceux produits, à la suite de la réhabilitation ordinaire. Aujourd'hui, la loi belge du 25 avril 1896, ayant transformé complètement la réhabilitation, en s'inspirant de notre loi du 14 août 1885, le condamné qui a bénéficié d'un sursis, peut solliciter sa réhabilitation, « lorsque cinq ans se sont écoulés depuis la condamnation conditionnelle, si celle-ci prononcée seule est comme non avenue. » (Art. 1, 3^o de la loi du 25 avril 1896).

3^o *Les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation cessent de produire leur effet pour l'avenir.*

(1) Voir le Recueil des documents parlementaires et discussions relatifs à la loi du 31 mai 1888, publié par le gouvernement belge, p. 191, 162, 165, 175 et suiv.

(2) *Pasimonie belge*, 1894, 2, 59. — 189 41 80

Les peines accessoires et les incapacités « cesseront d'avoir effet, dit l'art. 2, § 3, du jour où, par application des dispositions de l'article précédent, la condamnation aura été réputée comme non avenue. »

C'est qu'en effet elles ont constitué, pendant le délai d'épreuve, un état de fait auquel ne peut s'appliquer l'effet rétroactif de la condition résolutoire. La condamnation certes est résolue, mais il n'est pas moins vrai que pendant 5 ans, le condamné a été empêché d'exercer certains droits, dont on ne peut lui rendre rétroactivement l'usage.

Et maintenant, que faudra-t-il décider si on se trouve en présence d'un individu déchu de la puissance paternelle? Est-ce que le délai de 5 ans passé sans nouvelle condamnation va avoir pour résultat de rendre, *de plano*, au condamné ses droits de père de famille ou bien faudra-t-il, comme dans le cas de réhabilitation judiciaire, que la restitution soit demandée par celui qui a accompli la condition exigée par la loi de sursis?

Certains auteurs prétendent qu'il est impossible d'assimiler les deux hypothèses. Les termes de l'art. 634 du Code d'instruction criminelle et ceux de la loi du 26 mars 1891 sont, disent-ils bien différents. La réhabilitation, suivant le premier texte, efface la condamnation, tandis que, suivant le second, la condamnation est considérée comme non avenue. Et ce n'est pas seulement une différence de rédaction, mais encore une différence qui se manifeste dans la façon de procéder. Il ne faut pas

dire non plus que la loi de 1889 a indiqué quel était l'effet de la réhabilitation en matière de déchéance et que ces principes doivent trouver leur application dans la question qui nous occupe. En effet, comme la demande en restitution, la demande en réhabilitation peut être rejetée, tandis qu'il ne semble pas qu'on puisse empêcher un individu déchu de la puissance paternelle et condamné avec le bénéfice de la loi de sursis, de recouvrer ses droits de père de famille. La condamnation est comme non avenue, dit la loi; elle disparaît avec toutes ses suites par le fait même de l'accomplissement de la condition. Pourquoi alors tenter une demande en restitution qui n'est pas nécessaire, puisque l'individu recouvre, en vertu de la loi elle-même, les droits qu'il avait perdus? (1)

Cette solution ne nous paraît pas acceptable; il faut suivant nous, appliquer ici la règle posée par l'art 15 de la loi du 24 juillet 1889, car si on se reporte aux motifs indiqués plus haut et qui ont déterminé le législateur à exiger du condamné réhabilité judiciairement et qui réclame la puissance paternelle quelque chose de plus que la réhabilitation elle-même, il y a à *fortiori* les mêmes raisons de décider en présence d'un condamné réhabilité légalement (2).

(1) Cf. Gauchet. *Commentaire de la loi du 24 juillet 1889*.

(2) En ce sens Leloir, *Code de la puissance paternelle*, tome I, p. 387.

SECTION V

Comparaison entre la réhabilitation légale et la réhabilitation
judiciaire.

L'exposé sommaire que nous venons de faire de la réhabilitation légale nous a permis de nous rendre compte qu'il faut se garder d'assimiler cette réhabilitation à la réhabilitation judiciaire.

Les différences qui séparent ces deux institutions, quant aux conditions de leur obtention, ont été suffisamment mises en relief par les explications qui précèdent ; je me contenterai seulement de signaler les trois suivantes, qui me paraissent les plus importantes.

1^o La réhabilitation judiciaire suppose nécessairement l'exécution antérieure, la remise ou la prescription de la peine, tandis que l'effet essentiel de la réhabilitation de droit est précisément de changer en dispense définitive le sursis à l'exécution de la peine.

2^o Le condamné conditionnel doit payer les frais et les dommages-intérêts (article 2 § 1 de la loi du 26 mars 1891) ; mais la réhabilitation légale a lieu, alors même qu'il n'a pas satisfait à cette obligation, tandis que la réhabilitation judiciaire est subordonnée à la justification de ce paiement (1).

(1) Consulter sur ce point *Bull. Soc. des Prisons* 1890, p. 744 et suiv.

3^o L'article 634, § 3 et 4 du Code d'instruction criminelle décide que celui qui a été réhabilité une première fois ne peut, lorsqu'il a subi de nouvelles condamnations, poursuivre une deuxième fois sa réhabilitation qu'après un temps d'épreuve fixé à 6 ou 10 ans. Cet effet ne saurait être attribué, en l'absence de dispositions spéciales de la loi, à la réhabilitation légale.

La disposition de l'article 634 est en effet une mesure de rigueur inspirée par la défiance que fait éprouver au législateur l'individu qui n'a pas su se montrer digne de la réhabilitation accordée. Sans doute les mêmes raisons de défiance pourraient être invoquées pour appliquer cette disposition à ceux qui ont bénéficié de la faveur du sursis, mais la loi ne l'a pas dit, et, dans le doute, on doit décider que le délai nécessaire à l'obtention d'une deuxième réhabilitation légale ne sera pas allongé jusqu'à 10 ans, ainsi que cela a lieu, en cas de réhabilitation judiciaire (1).

Il nous reste maintenant à examiner, avant de clore cette étude, si les effets si étendus attribués à l'expiration du délai d'épreuve, sans nouvelle condamnation, et qui équivalent en somme pour le condamné à une réhabilitation de plein droit, ne sont pas excessifs (2).

Dans son premier rapport au Sénat, M. Bérenger déclarait que cette faveur exceptionnelle faite au délinquant primaire s'expliquait par la longue durée de l'épreuve su-

(1) En ce sens Sambuc, *op. cit.*, p. 331, note 2. Locard, *op. cit.* p. 106.

(2) Les propositions de loi d'abord présentées au Sénat n'étaient pas aussi radicales ; elles décidaient seulement que la condamnation antérieure serait « purgée » et que la réhabilitation pourrait être accordée.

die ; qu'elle rachèterait d'ailleurs ce que la longueur du sursis pourrait avoir d'excessif pour les petites condamnations.

Sont-ce là des raisons suffisantes pour concéder au condamné, après l'expiration du délai d'épreuve, la réhabilitation, sans exiger de lui aucune garantie ? (1)

Il nous semble qu'il eût été préférable de dispenser seulement le délinquant primaire de l'exécution de la peine, sans ajouter encore à cette faveur, une réhabilitation de plein droit.

On peut se demander d'ailleurs comment il se fait que cette réhabilitation de droit soit acquise au condamné, même si les dommages-intérêts et les frais de justice n'ont pas été payés. Celui qui a bénéficié de la libération conditionnelle ne peut être réhabilité que s'il a désintéressé sa victime et le Trésor. Pourquoi n'en serait-il pas de même de celui qui a été totalement dispensé de l'exécution de sa peine, et pourquoi le juge ne serait-il pas autorisé à imposer au condamné la réparation du préjudice causé ? Le paiement des frais et des dommages-intérêts, s'il y a lieu, devrait être exigé comme condition de l'effet définitif du sursis, au même titre que la bonne conduite (2).

(1) « Comme preuve de son relèvement moral, écrivait un distingué magistrat, on sait qu'il n'a pas subi une nouvelle condamnation à l'emprisonnement pour délit de droit commun. »

Peut-être a-t-il été une cause permanente de scandale par ses mœurs, par son intempérance, peut-être a-t-il accumulé ces menus méfaits qui ne rendent possible que de l'amende ou de peine de simple police.... Il n'a acquitté ni les frais, ni les dommages-intérêts. Et cependant à cet homme on accorde tout ce qu'obtient celui qui a justifié, sous le contrôle le plus rigoureux, d'une conduite irréprochable et qui, peut-être, au prix de douloureuses privations a réparé intégralement envers l'Etat et envers la partie lésée, les conséquences de sa faute. »

(2) En ce sens M. le professeur Le Poittevin, *Bull. de la Société des Prisons* 1898, p. 621.

Au surplus le grand avantage de la réhabilitation légale, c'est de faire disparaître « *de plano* », au bout de cinq ans, toute mention de condamnation, du casier judiciaire.

Mais pour obtenir ce résultat, il suffisait de décider que si aucune poursuite suivie de condamnation n'était intervenue dans le délai de 5 ans, la condamnation disparaîtrait « *de plano* » du casier judiciaire (1) sans ajouter en outre que le bénéficiaire du sursis jouirait de tous les effets attachés à la réhabilitation judiciaire.

Les critiques que nous adressons à la loi du 26 mars 1891 ont trouvé un certain écho, au sein de la Commission de revision du Code pénal. En effet le projet du Code pénal, art. 69 (2) dispense seulement le condamné de subir la peine et le laisse frappé des incapacités, qui lui survivent (3).

Enfin, si nous jetons un coup d'œil sur les législations étrangères, qui admettent le système de la condamnation

(1) C'est surtout, comme nous l'avons dit plus haut, au début de l'épreuve au moment même de la mise en liberté, que cette mesure nous paraît désirable, car c'est à ce moment-là surtout que se font sentir pour le condamné les inconvénients de la mention au casier.

(2) Voir cet article à l'appendice.

(3) Tandis que l'article 69 du projet de Code pénal porte que la peine sera considérée comme exécutée, on s'aperçoit, en parcourant le rapport de la Commission, qu'il est en contradiction avec ce texte : « Si le bénéficiaire, y est-il dit, ne commet aucun infraction, dans les délais précités, il est à considérer, dans la suite, non plus comme un libéré par l'exécution de la peine, mais comme n'ayant jamais encouru de condamnation. » Ce passage, dit M. Champ-communal, tendrait à prouver qu'il y a eu un malentendu. S'il en est ainsi, que la Commission ait soin de le faire disparaître, car autrement les juges ne pourraient se conformer à ses intentions, ce qui serait regrettable.

conditionnelle, nous constatons à la vérité que plusieurs d'entre elles ont puisé leur inspiration en France (1), mais par contre, il en est quelques-unes dans lesquelles les effets de l'expiration du délai d'épreuve, sans condamnation nouvelle, sont beaucoup moins énergiques qu'en France.

C'est ainsi qu'en Belgique, bien que l'art. 9 de la loi du 31 mai 1888 porte que la condamnation, à l'expiration du délai d'épreuve, doit être considérée comme non avenue, la jurisprudence, nous l'avons vu plus haut (2), s'appuyant sur les travaux préparatoires, décide que le sursis laisse subsister les effets de la peine.

En Autriche, aux termes du projet déposé le 29 mai 1889, à la Chambre des députés, par le comte de Schœnborn, ministre de la Justice, la peine, à l'expiration du délai d'épreuve, doit être considéré comme subie.

(1) Les lois Genevoise (29 octobre 1892, art. 4), Luxembourgeoise (10 mai 1892 art. 3), Portugaise (6 juillet 1893 art. 9) décident que la condamnation, à l'expiration du délai d'épreuve, sera considérée comme non avenue.

(2) Voir page 164.

CONCLUSION

L'œuvre législative entreprise en 1875, poursuivie en 1885, et en 1891, pour combattre la récidive envahissante forme aujourd'hui un ensemble logique, dont les éléments sont étroitement unis les uns aux autres.

Mais « de toutes les ressources que la science pénitentiaire met à la disposition du législateur pour amender le coupable, il n'en est pas de plus efficace et de plus active que l'espoir de la réhabilitation (1). » Aussi doit-on s'efforcer d'en assurer le plus possible le développement. Certes, la loi du 14 août 1885, en donnant à l'autorité judiciaire le droit de statuer souverainement sur la réhabilitation, en simplifiant les formes de la procédure et en étendant libéralement les effets de l'institution, fut une loi de progrès. Ce fut aussi une loi assurément très humaine que la loi du 26 mars 1891, qui permet aux délinquants primaires, dignes d'intérêt, d'obtenir au bout de 5 ans une réhabilitation de plein droit. Nous avons examiné plus haut les réformes dont la loi du 14 août 1885 était susceptible, mais telle

(1) M. Béranger 1^{er} rapport au Sénat, 22 décembre 1883.

qu'elle fonctionne depuis 13 ans, elle a déjà donné des résultats très satisfaisants. En effet, en consultant les statistiques, on constate chaque année une augmentation plus considérable des demandes en réhabilitation. Ainsi le nombre moyen annuel des réhabilitations qui était avant 1883 de 120 à 150 (1), s'est sensiblement élevé depuis, ainsi qu'en fait preuve le tableau suivant que nous empruntons aux « Comptes de la Justice criminelle » publiés annuellement par le Garde des Sceaux.

ANNÉES	RÉHABILITATIONS DEMANDÉES	RÉHABILITATIONS ACCORDÉES
1886	4.813	4.432
1887	4.888	4.518
1888	2.464	4.974
1889	2.579	2.406
1890	2.859	2.434
1891	2.647	2.144
1892	3.808	2.980
1893	3.508	2.888
1894	3.565	2.848

En 1891, dans son rapport au Président de la République sur l'Administration de la Justice criminelle, le Garde des Sceaux après avoir examiné la proportion des réhabilitations demandées, avant et après 1885, ajoutait : « L'efficacité des mesures prises par le législateur pour faciliter le reclassement des condamnés repentants dans la société se trouve ainsi pleinement démontrée ».

(1) M. Béranger, 1^{er} rapport au Sénat, 22 décembre 1883.

Et cependant, malgré cette proportion croissante de réhabilitations, on doit constater néanmoins que le chiffre des demandés est encore bien faible, en présence des 200,000 condamnations prononcées annuellement pour crimes et délits. A quoi faut-il attribuer cela ?

Est-ce, comme on l'a soutenu, à la crainte de raviver des condamnations oubliées ? Non, ceux qui pensent ainsi sont assurément en minorité. Il faut avouer que la plupart des condamnés se soucient peu que leurs condamnations soient inscrites au cahier ; sollicitent-ils une place où on le leur réclame, ils se font réhabiliter.

Mais, d'un autre côté, il y a tous ceux qui ignorent leur droit à la réhabilitation et les formalités qu'ils ont à remplir ; tous ceux qui redoutent des frais qu'ils seraient dans l'impossibilité d'acquitter.

Il faudrait donc avant tout mettre les condamnés au courant de l'institution ; il faudrait leur indiquer quels avantages leur procédure la réhabilitation, à quelles conditions ils peuvent l'obtenir ; dans quelle forme et à quelle autorité la demande doit être faite et insister surtout sur ce point que la procédure de réhabilitation est gratuite (1).

(1) En Belgique, le législateur de 1896 a pris soin d'indiquer dans un texte formel (art. 6. Voir à l'appendice), que la procédure de réhabilitation était gratuite. Devant la Chambre des Représentants, le rapporteur, M. de Jaer, justifiait ainsi cette disposition. « La Commission s'est demandé, disait-il, s'il y avait lieu de mettre, dans tous les cas, les frais de réhabilitation à la charge de l'Etat, ainsi que le propose l'art. 6. Ne faudrait-il pas limiter cette disposition au cas d'indigence ? La réponse résulte du caractère que revêt la réhabilitation. Celle-ci n'est pas une faveur, mais un droit. Dès lors il est juste que le citoyen puisse se faire rendre justice, sans frais à sa charge. » *Pasino-mie belge* 1896, p. 114.

Pour cela il suffirait que la loi qui régit la réhabilitation résumée dans une notice claire et précise, fût affichée dans les préaux, dans les parloirs et dans les cellules des prisons. Elle devrait faire souvent l'objet des entretiens des gardiens de prison, dont le rôle aujourd'hui ne doit pas seulement consister à surveiller les détenus, mais encore à les exciter à un amendement sérieux et à amener chez eux le désir d'une vie honnête.

Lorsque ces réformes très simples seront réalisées, la réhabilitation, désormais entrée dans les mœurs, ne tardera pas à réaliser toutes les espérances qu'on a fondées sur elle.

Vu :

Le Président de la Thèse,

A. LE POITTEVIN

Vu :

Le Doyen,

GARSONNET

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD

APPENDICES

APPENDICES

I. — LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.

Appendice I

Norwège

LOI DU 9 JUIN 1883 SUR LA RÉHABILITATION (1).

ART. 1. — Toute personne condamnée pour crime ou à une peine infamante peut, sous les conditions suivantes, obtenir sa réhabilitation. Celle-ci fait disparaître toutes les restrictions apportées par le jugement, conformément au droit privé, à l'exercice par le condamné de ses droits civils et politiques, y compris la privation des droits d'élection et d'éligibilité aux conseils communaux, qui résulte de la loi du 14 janvier 1837 sur les conseils communaux, et de la loi du 4 août 1845, combinés avec le paragraphe 53 de la Constitution.

ART. 2. — La réhabilitation ne peut être obtenue que 5 ans après que le condamné a subi sa peine ou obtenu sa grâce; celui-ci doit avoir, dans les cinq dernières années au moins, mené une conduite irréprochable et en apporter la preuve par le témoignage des personnes qui ont eu l'occasion de se rendre un compte exact de sa conduite. Si le jugement a mis à sa charge des dommages-intérêts qu'il ne prouve pas avoir payés ou lui avoir été remis, le condamné doit faire une déclaration satisfaisante des motifs qui l'ont empêché de payer.

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1883, p. 670.

ART. 3. — La réhabilitation est accordée par le roi. La demande en réhabilitation, accompagnée des pièces mentionnées dans l'article 2 et renfermant l'indication exacte des résidences successives du condamné, depuis l'expiration ou la remise de la peine, est présentée au Fodge (bailli) du lieu de la résidence du demandeur. Le Fodge y joint une déclaration des conseils communaux des lieux où le condamné a résidé et relative à sa vie et à sa profession, pendant le temps qu'il a habité la commune. Il transmet les pièces au Tribunal de première instance du lieu, en donnant son avis sur la demande. Le Tribunal les transmet à son tour avec son avis motivé au gouvernement, par l'intermédiaire de l'Autmand (préfet).

ART. 4. — La demande en réhabilitation ne peut être rejetée, si le condamné prouve que sa peine expirée ou remise, il a mené une conduite irréprochable pendant les 15 dernières années, ou, au cas où la peine n'a pas été plus grave que la prison, les 10 dernières années, et s'il est établi d'ailleurs que le demandeur a payé ou tout au moins a montré, selon ses moyens, toute sa bonne volonté pour payer les frais et les dommages-intérêts auxquels le jugement l'a condamné.

ART. 5. — Celui qui ayant obtenu sa réhabilitation après avoir accompli sa 25^e année est condamné pour action infamante commise après la réhabilitation ne peut être réhabilité de nouveau.

ART. 6. — Le jugement de condamnation pour infractions commises par des personnes âgées de moins de 15 ans ne porte, d'après le droit privé, aucune atteinte aux droits civils et politiques du condamné. Il en est de même des jugements prononcés contre des personnes de 15 à 18 ans, si la peine encourue n'est pas plus grave que la prison. Dans ces hypothèses, il n'est donc pas besoin de réhabilitation.

Appendice II

Belgique

LOI DU 25 AVRIL 1896 SUR LA RÉHABILITATION EN MATIÈRE PÉNALE (1).

ARTICLE PREMIER. — Tout condamné à une peine criminelle correctionnelle ou de police peut être réhabilité moyennant les conditions suivantes :

1° La peine pécuniaire ou privation de liberté doit avoir été subie ou remise en vertu du droit de grâce ou être comme non avenue par suite de condamnation conditionnelle;

2° Le condamné doit être libéré des restitutions, des dommages-intérêts et des frais auxquels il a été condamné, et s'il est banqueroutier frauduleux, il doit être libéré du passif de la faillite en principal, intérêts et frais.

Toutefois la Cour peut affranchir de cette condition le condamné qui justifie s'être trouvé dans l'impossibilité de se libérer, soit à raison de son indigence, soit à raison de toute autre cause qui ne lui est pas imputable. Elle pourra aussi dans ce cas et sans préjudicier aux droits des créanciers, fixer la partie des restitutions, des dommages-intérêts, des frais de justice et du passif, dont le condamné doit être libéré avant qu'il puisse être admis à la réhabilitation;

3° 5 ans doivent être écoulés, soit depuis la condamnation conditionnelle, si celle-ci, prononcée seule, est comme non avenue, soit dans les autres cas, depuis l'extinction de la peine conformément au n° 1. Toutefois ce délai est porté à 20 ans, si le condamné est en état de récidive légale en matière criminelle ou correctionnelle;

4° Pendant ces délais, le condamné doit avoir été de bonne conduite et avoir eu une résidence certaine.

Durant les deux dernières années, il doit avoir eu cette rési-

(1) Pasinomie belge, année 1896, p. 109.

dence dans la même commune, à moins qu'il n'ait été contraint d'en changer à raison des nécessités de sa position;

5° Le condamné doit n'avoir pas déjà joui du bénéfice de la réhabilitation.

ART. 2. — Le condamné adresse sa demande en réhabilitation, avec les pièces à l'appui, au procureur du roi de l'arrondissement dans lequel il réside, en lui faisant connaître la date de la condamnation et les lieux où il a résidé depuis lors.

ART. 3. — Le procureur du roi provoque des attestations des bourgmestres des communes et des juges de paix des cantons où le condamné a résidé, faisant connaître l'époque et la durée de sa résidence dans chaque commune, sa conduite et ses moyens de subsistance pendant le même temps.

Ces attestations doivent contenir la mention expresse qu'elles ont été rédigées en vue de la demande en réhabilitation.

Le procureur du roi se fait en outre délivrer :

1° Une expédition de l'arrêt ou du jugement de condamnation;

2° Un extrait du casier judiciaire du condamné;

3° Un extrait du registre de la comptabilité morale du condamné, tenu pendant son incarcération. Il transmet les pièces avec son avis au procureur général,

ART. 4. — Le procureur général prend en outre toutes les informations qu'il juge nécessaires et en joint le résultat au dossier.

Dans les deux mois de la réception de la demande, il soumet la procédure avec ses réquisitions, à la chambre des mises en accusation.

Celle-ci fixe jour pour entendre le procureur général et le condamné.

Si, après la comparution, la Cour juge une enquête nécessaire, elle désigne les témoins et fixe le jour pour leur audition.

Immédiatement après l'audition des témoins, le Procureur général et le condamné sont entendus à nouveau.

La Cour statue dans la huitaine.

Le condamné doit comparaître en personne à chaque audience, sauf à celle où l'arrêt est prononcé. Il peut toujours être assisté d'un conseil.

S'il fait défaut, sans justifier d'une excuse légitime, la Cour rejette sa demande.

S'il justifie de pareille excuse la Cour passe outre; après l'audi-

tion du conseil on remet la cause. Le condamné comparait sur citation à lui donnée, à la requête du Procureur général, au moins huit jours à l'avance.

Les témoins sont appelés à la diligence du Procureur général. Leur comparution, leur audition et leurs indemnités seront réglées comme celles des témoins en matière correctionnelle.

ART. 5. — Si la Cour rejette la demande, celle-ci ne peut être renouvelée avant l'expiration des deux années depuis la date de l'arrêt.

Si la Cour prononce la réhabilitation un extrait de l'arrêt est, à la diligence du Procureur général, transcrit en marge des arrêts ou jugements définitifs prononcés à charge du condamné.

Le réhabilité peut se faire délivrer une expédition de l'arrêt de réhabilitation.

ART. 6. — Les frais de la procédure en réhabilitation sont à la charge de l'Etat. Ils seront réglés comme en matière correctionnelle.

ART. 7. — La réhabilitation fait cesser, pour l'avenir, dans la personne du condamné, tous les effets de la condamnation, sans préjudice des droits acquis aux tiers.

Notamment :

Elle fait cesser dans la personne du condamné les incapacités qui résultaient de la condamnation ;

Elle empêche que la condamnation serve de base à la récidive, fasse obstacle à la condamnation conditionnelle ou soit mentionnée dans les extraits du casier judiciaire ;

Elle ne restitue pas au condamné les titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont il a été destitué ;

Elle ne relève pas le condamné de l'indignité successorale ;

Elle n'empêche ni l'action en divorce ou en séparation de corps, ni l'action en dommages-intérêts, fondées sur la condamnation.

Appendice III

Danemark

LOI DU 13 AVRIL 1894 SUR LA RÉHABILITATION DE PLEIN DROIT (1).

ARTICLE UNIQUE. — Quiconque aura été puni, à raison d'un acte déshonorant, recouvrera, lorsque la condamnation aura été prononcée pour la première fois, à raison d'un acte de cette nature et que la peine ne sera pas supérieure à celle de la prison au pain et à l'eau, la pleine possession de tous les droits résultant de la réhabilitation aux termes de la loi du 3 avril 1868, lorsque 10 ans au moins se seront écoulés après le prononcé du jugement et que l'intéressé aura constamment demeuré en Danemark, pendant cette période, sans avoir été accusé ni condamné, pour un fait de ce genre. L'intéressé aura le droit de demander au commissaire de police du lieu un certificat écrit de la réhabilitation obtenue d'après la présente loi. — Ce certificat sera délivré gratuitement.

Appendice IV

Italie

*Le nouveau Code pénal italien du 30 juin 1889 TRAITE DANS
L'article 100 DE LA SEPTIÈME CAUSE D'EXTINCTION DE LA PEINE :
la réhabilitation.*

ART. 100. — L'interdiction perpétuelle des fonctions publiques et toute autre incapacité perpétuelle dérivant d'une condamnation prennent fin par la réhabilitation, à moins que la loi n'en dispose autrement.

Si l'interdiction ou l'incapacité est jointe à une autre peine, la

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1894, p. 708.

réhabilitation ne peut être demandée que par le condamné qui a tenu une conduite de nature à faire présumer son amendement et après un délai de 5 ans, à partir du jour où la peine a été complètement subie, ou la condamnation éteinte soit par indult, soit par grâce, ou bien après 10 ans écoulés depuis le jour où la condamnation a été prescrite.

Si l'interdiction ou l'incapacité n'était pas jointe à une autre peine, la réhabilitation ne peut être demandée que 5 ans après le jour où la sentence de la condamnation est devenue irrévocable.

Le délai fixé pour demander la réhabilitation est double à l'égard des condamnés récidivistes.

La réhabilitation est accordée dans les formes établies par la loi et elle produit son effet suivant les règles que la loi détermine.

II. — Législation Française

Appendice V

LOI DU 10 MARS 1898 SUR LA RÉHABILITATION.

ARTICLE PREMIER. — L'article 619 du Code d'instruction criminelle est ainsi modifié : « Tout condamné à une peine afflictive ou infamante, ou à une peine correctionnelle, peut être réhabilité. »

ART. 2. — L'article 634 du Code d'instruction criminelle est ainsi modifié :

« La réhabilitation efface la condamnation et fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultaient. »

Les interdictions prononcées par l'article 612 du Code de commerce sont maintenues, nonobstant la réhabilitation obtenue en vertu des dispositions qui précèdent.

Les individus qui sont en état de récidive légale, ceux qui, après avoir obtenu la réhabilitation, auront encouru une nouvelle condamnation, *ou ceux qui condamnés contradictoirement ou par contumace à une peine afflictive ou infamante ont prescrit contre l'exécution de la peine* ne seront admis au bénéfice des

dispositions qui précèdent qu'après un délai de 10 années écoulées depuis leur libération *ou depuis leur prescription* (1).

Néanmoins les récidivistes qui n'auront subi aucune peine afflictive ou infamante et les réhabilités qui n'auront encouru qu'une condamnation à une peine correctionnelle, seront admis au bénéfice des dispositions qui précèdent, après un délai de six années écoulées depuis leur libération.

Seront également admis au bénéfice des dispositions qui précèdent, après un délai de 6 années écoulées depuis la prescription, les condamnés contradictoirement ou par défaut à une peine correctionnelle qui auront prescrit contre l'exécution de la peine.

Les condamnés contradictoirement, les condamnés par contumace ou par défaut, qui ont prescrit contre l'exécution de la peine, sont tenus, outre les conditions ci-dessus énoncées, de justifier qu'ils n'ont encouru aucune condamnation pour faits qualifiés crimes ou délits et qu'ils ont eu une conduite irréprochable.

ART. 3. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Appendice VI

LOI DU 19 MARS 1864, QUI ÉTEND AUX NOTAIRES, AUX GREFFIERS ET AUX OFFICIERS MINISTÉRIELS DESTITUÉS LE BÉNÉFICE DE LA LOI DU 3 JUILLET 1852 SUR LA RÉHABILITATION.

ARTICLE PREMIER. — Les notaires, les greffiers et les officiers ministériels destitués peuvent être relevés des déchéances et incapacités résultant de leur destitution.

ART. 2. — Toutes les dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la réhabilitation des condamnés à une peine correctionnelle sont déclarées applicables aux demandes formées en vertu de l'article premier. Le délai de 3 ans fixé par le dernier paragraphe de l'article 620 du Code d'instruction criminelle, court du jour de la cessation des fonctions.

(1) Nous avons mis en italique les ajoutes faites par la loi nouvelle à l'article 634

Appendice VII

LOI DU 10 MARS 1898 SUR LA DESTITUTION DES OFFICIERS MINISTÉRIELS ET SES CONSÉQUENCES, RELATIVEMENT AUX DROITS ÉLECTORAUX.

ART. 3. — L'art. 15, § 8 du décret du 2 février 1842 est modifié ainsi qu'il suit :

« Ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales :

§ 8. Les notaires et officiers ministériels, *lorsqu'une disposition formelle du jugement ou arrêt de destitution les aura déclarés déchus des droits de vote, d'élection et d'éligibilité ; les greffiers destitués, lorsque cette déchéance aura été expressément provoquée, en même temps que la destitution, par un jugement ou une décision judiciaire.*

Appendice VIII

LOI DU 26 MARS 1891 SUR L'ATTÉNUATION ET L'AGGRAVATION DES PEINES.

Les dispositions relatives au sursis à l'exécution des peines sont formulées dans les art. 1, 2, 3 et 4 de la loi que nous transcrivons ci-dessous.

ART. PREMIER. — En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison, pour crime et délit de droit commun, les cours ou tribunaux peuvent ordonner, par le même jugement et par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine. Si pendant le délai de 5 ans, à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de

droit commun, la condamnation sera comme non avenue. Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée, sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde.

ART. 2. — La suspension de la peine ne comprend pas le paiement des frais du procès et des dommages-intérêts. Elle ne comprend pas non plus les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation. Toutefois ces peines accessoires et les incapacités cesseront d'avoir effet du jour où, par application des dispositions de l'article précédent, la condamnation aura été réputée non avenue.

ART. 3. — Le président de la Cour ou du tribunal doit, après avoir prononcé la suspension, avertir le condamné, qu'en cas de nouvelle condamnation, dans les conditions de l'art. 1^{er}, la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde, et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes des art. 57 et 58 du Code pénal.

ART. — La condamnation est inscrite au casier judiciaire mais avec la mention expresse de la suspension accordée. Si aucune poursuite, suivie de condamnation dans les termes de l'art. 1^{er}, § 2, n'est intervenue dans le délai de 5 ans elle ne doit plus être inscrite dans les extraits délivrés aux parties.

Appendice IX

« *Le sursis* » DANS LE *projet du Code pénal français*.

Le projet de la Commission de revision du Code pénal dans le chapitre VI du titre 2, intitulé : « Du pardon, du sursis à l'exécution et de la libération conditionnelle », adopte à la fois le système du pardon et celui du sursis. Voici les articles de ce projet relatifs à notre sujet :

ART. 67. — Le tribunal peut, lorsqu'il prononce une peine inférieure ou égale à 3 mois de prison ou la détention contre un

inculpé n'ayant pas encore été condamné pour crime ou délit, ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine.

ART. 68. — Le sursis est révoqué de plein droit, si dans le délai de 3 ans, le condamné commet un nouveau crime ou un nouveau délit, passible de l'emprisonnement ou de la détention. Dans ce cas la première peine sera subie, sans confusion avec la seconde.

ART. 69. — La condamnation sera considérée comme exécutée, s'il n'est pas prononcé de nouvelle condamnation, dans les termes du précédent article.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.

CHAPITRE PREMIER

De la réhabilitation dans notre ancien droit.

CHAPITRE SECOND

De la réhabilitation dans notre législation actuelle (Loi DU 14 AOÛT 1885).

SECTION I. Nature de la réhabilitation.

SECTION II. Pouvoir chargé de l'accorder.

SECTION III. Personnes auxquelles elle s'applique.

§ I. Cas dans lesquels la réhabilitation est possible.

§ II. Conditions nécessaires pour être réhabilité.

SECTION IV. Procédure de la réhabilitation.

§ I. Formes de la demande en réhabilitation.

§ II. Instruction de la demande en réhabilitation.

§ III. Arrêt sur la demande en réhabilitation.

SECTION V. Effets de la réhabilitation.

§ I. Effets généraux.

§ II. Effets sur les incapacités.

§ III. Effets au point de vue des droits des tiers.

SECTION VI. Réformes proposées.

CHAPITRE TROISIÈME

De la réhabilitation disciplinaire. (LOI DU 19 MARS 1864).

CHAPITRE QUATRIÈME

De la réhabilitation légale. (LOI DU 26 MARS 1891).

SECTION I. Notions générales.

SECTION II. La décision du sursis est-elle obligatoire pour le condamné?

SECTION III. Quelle doit être la durée du délai d'épreuve conduisant à la réhabilitation légale?

SECTION IV. Des effets produits par la réhabilitation légale.

SECTION V. Comparaison entre la réhabilitation légale et la réhabilitation judiciaire.

CONCLUSION.

APPENDICES

I. Législations étrangères.

APPENDICE I. Norwège. (*Loi du 9 juin 1883*).

APPENDICE II. Belgique. (*Loi du 25 avril 1896*).

APPENDICE III. Danemark. (*Loi du 13 avril 1894*).

APPENDICE IV. Italie (*art. 100 du Code pénal du 30 juin 1889*)

II. Législation française.

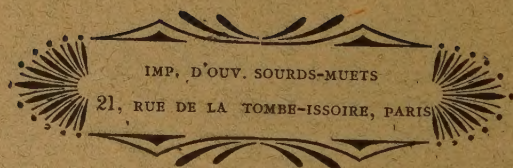
APPENDICE V. Loi du 10 mars 1898 sur la réhabilitation.

APPENDICE VI. Loi du 19 mars 1864 sur la réhabilitation en matière disciplinaire.

APPENDICE VII. Loi du 10 mars 1898 sur la destitution des officiers ministériels et ses conséquences relativement aux droits électoraux.

APPENDICE VIII. Loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

APPENDICE IX. Projet de la Commission de revision du Code pénal sur le « sursis ».



IMP. D'OUV. SOURDS-MUETS

21, RUE DE LA TOMBE-ISSOIRE, PARIS